43

I

INTRODUCTION. — L'EUROPE SERA-T-ELLE COSAQUE OU RÉVOLUTIONNAIRE?

Quelle que soit l'issue de la lutte engagée dans le moment actuel entre la Pologne et la Russie, il est certain que la date de son explosion restera mémorable dans l'histoire. Ce jour-là un voile habilement tissu a été déchiré, et l'Europe s'est trouvée soudain en face de la réalité de sa situation. La commotion douloureuse qui a ébranlé le monde entier n'a pas été provoquée uniquement par la commisération due à une infortune sans pareille; elle a été produite en grande partie par l'instinct conservateur de la société européenne, qui s'est émue en voyant s'ouvrir un abîme là où la perfidie et la fraude semaient des mensonges pour endormir sa vigilance.

Il s'est produit là un phénomène qui a ouvert les yeux du monde civilisé. En plein dix-neuvième siècle, au sein

de l'Europe occupée de réformes et de progrès, sous l'égide d'un libéralisme mensonger,— un peuple poussé à bout par une oppression sans exemple, aggravée par l'insulte, a déclaré à la face de Dieu et des hommes qu'il ne pouvait vivre plus longtemps dans les conditions qui lui étaient imposées. Avec un régime décoré du nom de légal on étouffait son ordre social, son développement naturel; et lui, sans espoir de vaincre, sans calcul ni préparation, se retirait loin des habitations humaines; l'ordre de la loi était pour lui devenu impossible,—il se mettait en dehors de cette loi barbare, préférant l'existence traquée des bêtes fauves, à la vie sociale qu'on lui avait empoisonnée; il se réfugiait dans la mort pour échapper à l'infamie de la plus basse des oppressions.

Cette protestation suprême est bientôt devenue une formidable insurrection, une guerre sans merci entre la race conquérante et la race conquise. Le monde s'est étonné de la persistance de la lutte, et les gouvernements occidentaux obéissant à la pression de l'opinion se sont décidés pour une intervention diplomatique, pour une intercession auprès du meurtrier en faveur de la victime. Nous n'avons pas à l'apprécier ici; tout le monde sait que, de la manière dont elle se présente, elle ne saurait aboutir à aucun résultat satisfaisant. Il est clair que l'action diplomatique ne peut arriver qu'à une transaction entre les parties belligérantes; et une transaction dans le cas présent peut produire un apaisement momentané, mais aucunement une solution. Si l'opinion occidentale avait sur cette question des données aussi précises qu'elle en a l'instinct juste et net, elle verrait qu'il y a là en lutte deux éléments si contraires

qu'il est impossible de les concilier, et qu'une solution radicale est la seule qui puisse mettre un terme à une situation pleine de dangers pour l'Europe.

Ces dangers sont loin d'être imaginaires, comme beaucoup semblent le croire encore. La situation de la Pologne au centre de l'Europe et à la tête d'une phalange de peuples opprimés, dont les membres dégourdis commencent à remuer depuis la Baltique jusqu'à l'Archipel, fait de ce pays comme la mèche d'une poudrière qui pourrait faire sauter l'Europe. Il n'est donc pas indifférent d'y voir mettre le feu. D'autre part, l'oppresseur de la Pologne c'est la Russie, ce sphinx mystérieux que l'on croit deviner alors qu'on le connaît le moins; c'est la Russie dominatrice de l'Europe pendant quarante ans, —travaillée d'un mal intérieur, affaiblie pour le moment, mais devant nécessairement un jour revenir à la force et à ses penchants ambitieux. Est-il bien vrai que l'Occident puisse être désormais sans inquiétude sur les projets des tsars? Quels peuvent être ces projets, et quel est l'avenir que l'Europe se réserve en donnant tête baissée dans les supercheries libérales de la Russie? Qu'est-ce, enfin, que cette Russie, —puissance problématique, au langage de miel, et aux actes sanguinaires; — d'une main délivrant des millions de serfs, de l'autre assassinant tout un peuple, et protestant à tout propos de son respect pour la vérité, semblable à ces esprits impurs qui, au dire de l'Ecriture, se prosternaient sur le passage du Christ à Capharnaüm, sans vouloir pour cela renier leurs pratiques ténébreuses? Ce sont là des problèmes dont il est important de chercher la solution; — il faut que l'Europe connaisse les dangers qui la

menacent ; alors seulement, elle pourra songer aux moyens de les conjurer.

A côté de la question des nationalités qui se pose de plus en plus impérieusement dans l'Orient de l'Europe, à côté du danger que recèle la Russie, en tant que puissance conquérante, vient se placer un troisième élément bien connu de l'Occident, mais dont l'immixtion dans les difficultés pendantes dans cette partie de l'Europe doit les compliquer d'une manière qu'il importe au plus haut degré de connaître. Cet élément dont on pressent la présence sur le champ de la lutte — et que l'on redoute à si juste titre, c'est la Révolution. On l'avait signalée devant le Sénat français, avec plus de zèle, certainement, que de connaissance de cause, et voilà que le ministre des affaires étrangères de Russie, la nomme dans ses réponses à l'Europe. Le ministre russe, aussi bien que ses auxiliaires, essaye de ramener l'insurrection de la Pologne à une tentative dirigée contre l'ordre social européen, à quelque manœuvre mazzinienne que la France, dit-il, devrait aider à comprimer si elle avait l'intelligence de ses véritables intérêts. — Le bon sens du public et l'attitude décidée de la presse ont facilement fait justice de ces absurdités.

Cependant il faut dire que le prince Gortchakoff, n'aurait pas été aussi éloigné de la vérité, s'il s'était borné à affirmer que la Révolution cosmopolite et sociale n'est pas tout-à-fait désintéressée dans le débat. S'il a pu se tromper sur le rôle qu'il lui attribuait, il touchait là incontestablement à un côté de la question qui n'est ni le moins important ni le moins intéressant à étudier. Nous essayerons dans

les pages qu'on va lire de combler cette lacune, ou plutôt de rectifier son erreur.

Au moment où l'Europe entière se préoccupe de la question polonaise, et se montre disposée à intervenir d'une manière ou d'une autre dans sa solution, il devient absolument nécessaire de préciser le caractère de la lutte qui divise depuis tant de siècles les deux branches principales de la famille des peuples slaves, et dont l'insurrection actuelle n'est qu'une phase, un moment suprême. Il faut que l'Occident sache enfin qu'il y a entre ces deux peuples un antagonisme séculaire de tendances, de tradition et d'esprit, qui rend toute accomodation impossible. Les inimitiés persistantes, qui divisent parfois certains peuples ne sont jamais fortuites ni dénuées de quelque profonde raison tirée de la nature même des choses. L'antagonisme de la Pologne avec la Russie tient de même à des causes profondes que ne sauraient détruire ni atténuer les intentions les plus bienveillantes d'un tsar, quand même elles deviendraient des réalités. Il y a des peuples qui vivent côte à côte depuis des siècles sans pouvoir se concilier, semblables à ces fleuves que l'on voit quelquefois couler dans le même lit sans confondre leurs eaux ; — mais entre la Pologne et la Russie il y a quelque chose de plus : — ce sont deux courants, non plus parallèles, mais opposés l'un à l'autre, et dont les flots se croisent et s'entrechoquent impétueusement ; la lutte qui divise ces peuples ne date pas d'hier, elle est plus ancienne que les partages ; c'est une des phases de l'antagonisme qui s'est toujours manifesté entre l'Occident et l'Orient. La frontière qui les sépare n'est pas ce qu'est une frontière entre deux états eu-

ropéens frères par les idées, les traditions, les tendances; — c'est une ligne de démarcation entre deux mondes différents, le monde européen et le monde asiatique. Dans des conditions pareilles, on ne peut admettre qu'une solution radicale, — il n'y a pas de point intermédiaire. La Pologne doit vaincre ou périr ; elle redeviendra libre, ou elle sera subjuguée et absorbée à la suite d'une destruction impitoyable, qui fera pâlir toutes celles que l'histoire a pu enregistrer jusqu'à ce jour.

L'Europe ne peut voir ces choses-là d'un œil indifférent. Si la fraternité des peuples n'est qu'un vain mot, il y a de nos jours une telle solidarité entre les peuples civilisés, il y a une si forte union, ou plutôt un si puissant enchevétrement d'intérêts, qu'il ne se passe pas d'événement sur quelque point du monde, qui ne les intéresse et ne les force à agir, surtout s'il soulève les plus grands problèmes politiques et sociaux de notre temps. La lutte qui se poursuit dans l'insurrection polonaise intéresse l'équilibre européen, la paix et la liberté générale de l'Europe. Mais il y a plus encore : elle intéresse l'ordre social non seulement du monde slave, mais celui du monde occidental tout entier. C'est qu'il y a bien véritablement, comme le prétend la Russie, un intérêt révolutionnaire dans cette question, et il ne reste qu'à le montrer clairement et à le définir. Il ne suffit pas, comme elle le fait, de crier à la révolution sociale toutes les fois qu'une explosion populaire se manifeste; l'opinion publique est, grâce au ciel, assez éclairée pour savoir à quoi s'en tenir là-dessus; il ne suffit pas de crier au danger, afin d'égarer les esprits; il faut le dévoiler et le montrer, là où il est en

réalité. C'est ce que nous allons tenter dans les pages qui suivent.

Je le répète donc, dans la question qui se débat, il y a un grand intérêt européen ; au-delà de cette poignée de braves qui tiennent la puissance moscovite en échec, il y a un immense danger pour la civilisation. Les peuples qui sont à sa tête, ne sont pas libres de s'abstenir ; ils ne sont pas libres de rester simples spectateurs de la lutte ; il faut que dans l'intérêt du monde, ils prennent un parti prompt et décisif ; il y va de leur salut. Mais l'Occident trouvera-t-il la force morale nécessaire pour l'action ? Sortira-t-il de son indécision et de sa coupable apathie ? S'élèvera-t-il assez haut pour apercevoir les lointaines conjonctures au-dessus des petits intérêts du moment ? Saura-t-il restaurer ce droit violé dont la chute fait chanceler tous les droits ? Je l'avoue, quelles que soient les apparences du moment, il me répugne d'en douter. — Eh quoi, après un siècle d'expérience, et de quelle expérience ! va-t-il donc se passer sous nos yeux un acte d'infamie qui serait le pendant du crime des trois partages ? Mais avec quelle différence ! Alors les auteurs du meurtre s'appelaient Frédéric et Catherine ; tous deux puissants pour le mal, vainqueurs de la Turquie, de l'Autriche, de la France même ; appuyés sur une philosophie qui les applaudissait, et sur l'indifférence qui les laissait faire ; tandis que leurs adversaires étaient Louis XV et Mme de Pompadour. Aujourd'hui les criminels sont affaiblis et démoralisés ; l'Autriche a bu jusqu'à la lie la coupe d'expérience que lui prédisait Marie-Thérèse, l'opinion du monde flétrit l'iniquité commise, et la France est forte et unie sous la main

d'un Napoléon. Ah! si dans de telles circonstances le monde civilisé restait inerte ; si, voyant le mal et le touchant du doigt, l'Europe n'avait pas assez de force pour le guérir; si, craignant les chances d'une guerre pour ses intérêts secondaires, elle reculait, non pas devant le droit, comme le prétendait le ministère anglais, mais devant le devoir absolu d'assurer la paix et la liberté des générations futures, —il faudrait désespérer de la civilisation et de l'avenir de la société européenne. Victime de ses dissensions et de ses mesquines jalousies, l'Europe aurait alors mérité de se courber sous le châtiment que lui prédisait le captif de Sainte-Hélène, quand il lui annonçait un avenir cosaque ou révolutionnaire.

C'était bien là la fatale alternative qui devait se présenter à tout esprit pensant en présence de l'état des choses inauguré en 1815. Mais depuis lors le monde a marché, et la physionomie de l'Europe a changé sur beaucoup de points. — Cependant le danger que prévoyait l'empereur est loin d'avoir disparu ; il s'est au contraire aggravé, seulement il a changé de face. Depuis lors, la révolution s'est, d'une part, attaquée avec plus de force à la base de la société ; de l'autre elle s'est étendue, elle a pénétré là où il y a quarante ans on n'aurait jamais soupçonné qu'elle eût pu arriver. Les deux termes du dilemme que posait Napoléon tendent donc à se confondre, à s'identifier. S'il vivait de nos jours, il est certain que le problème se serait autrement posé devant lui ; il aurait sans nul doute aperçu un péril plus grand que celui qu'il définissait si amèrement, mais il aurait pu aussi admettre une chance de salut. En considérant l'état actuel de l'Europe,

l'empereur n'aurait-il pas dit plutôt que dans peu de temps, *l'Europe doit restaurer son équilibre naturel, ou devenir cosaque et révolutionnaire à la fois.* Car tel est en vérité le périlleux dilemme devant lequel l'Europe se trouve arrêtée, et il nous sera facile de démontrer que le seul moyen qu'elle ait de faire face au danger, c'est de donner à la question polonaise une solution conforme à l'équité ainsi qu'à la saine et grande politique.

Ce n'est point pour défendre la cause polonaise contre d'absurdes accusations ou de basses calomnies que j'entreprends d'en entretenir le public. La presse tout entière, avec une unanimité qui lui fait honneur, a fait justice du mensonge dont la Russie voudrait faire un linceul d'opprobre à sa victime. C'est plutôt, comme je l'ai dit, pour jeter quelque lumière sur le rôle que la Révolution est appelée à jouer dans ces complications si peu connues en Occident quant à leurs détails ; c'est pour montrer aux amis de l'ordre et de la liberté ce qu'ils ont à attendre de l'issue de la lutte actuelle, c'est enfin pour appeler l'attention de l'Occident sur un danger qu'il méconnait trop dans la confiance que lui inspire sa force. Nous aurons donc à nous occuper ici de la Révolution cosmopolite et sociale, de l'appui qu'elle peut trouver en Pologne, et de celui que peut lui fournir la Russie. Nous examinerons si l'état actuel de la Pologne est un remède au mal révolutionnaire dont l'existence est généralement reconnue en Europe, ou s'il en est l'aggravation. Nous verrons s'il est bien vrai que la Russie, comme elle le prétend, défende la cause de l'ordre social en Europe. En un mot, nous essayerons d'étudier aussi rapidement que possible les rapports réci-

proques de la Révolution et de la cause qui se débat actuellement en Pologne. Cette question polonaise, qu'on a plus d'une fois traitée au point de vue de l'équilibre européen, nous allons l'envisager au point de vue de l'ordre social, de la liberté, et du progrès général de la civilisation, et nous verrons si l'Europe peut y être désintéressée, ou si la France peut éluder la difficulté et méconnaître son intérêt direct, en s'abritant derrière cette qualification de question européenne que la diplomatie lui a reconnue.

Il faut l'avouer, je n'aborde pas ce sujet sans un véritable embarras. On n'a pas trop d'amis, me dit-on, quand on est dans le malheur, et il est bon de ne dédaigner aucun secours. En rejetant l'appui de la Révolution ou en l'acceptant, on rejette ou l'on accepte l'appui de tel ou tel parti. Le plus habile, dit-on encore, est de se taire en laissant croire ce qu'on voudra. Peut-être a-t-on raison sous un certain rapport, — mais le plus honnête est de parler. Notre cause est avant tout celle de la justice et du droit, et l'on ne peut bien les servir qu'au nom de la vérité. D'ailleurs, les hommes sincères à quelque parti qu'ils appartiennent, pour peu qu'ils veuillent le bien et non autre chose, se trouveront, je pense, d'accord avec moi au moins sur les points principaux.

Sans prétendre définir la Révolution il est pourtant nécessaire, pour éviter les confusions, de distinguer entre les deux significations qu'on attribue généralement à ce mot. S'agit-il de ce qu'il y a d'incontestable et de vrai dans les principes de 89? S'agit-il de ces vérités renfermées en germe dans le christianisme, et introduites par la Révolution française dans le droit public des peuples : de la liberté

individuelle, de l'égalité civile, de la liberté religieuse, et de la liberté politique comme garantie et corollaire des autres? S'il s'agit de cela, la nation polonaise peut à bon droit être qualifiée de révolutionnaire; son histoire est là pour l'affirmer.—Mais s'il s'agit, au contraire, de ce qu'on désigne communément sous le nom générique de Révolution, c'est à dire de ces principes négatifs et haineux qui s'attaquent à la base de la société pour l'asseoir sur de nouveaux fondements, de la violence du nombre substituée au droit, du caprice des masses considéré comme règle de politique et de morale, de leur bon plaisir devenant le critérium de la justice; — s'il s'agit, disons-nous, de cette révolte permanente contre tout ordre et toute autorité qu'un révolutionnaire italien, devant le parlement de Turin, déclarait être la *guerre à Dieu et à la société*, je l'affirme, sans crainte d'être contredit, la Pologne et sa cause n'ont rien de commun avec cette Révolution-là. On l'accuse d'esprit révolutionnaire parce qu'elle veut reconquérir son bon droit ; or, rien n'est plus éloigné du droit que cet esprit-là. « Nous appelons esprit révolutionnaire, disait Portalis (*), le désir exalté de sacrifier violemment tous les droits à un but politique, et de ne pas admettre d'autre considération que celle d'un mystérieux et variable intérêt d'État. » C'est dans cette acception et dans aucune autre que nous entendons parler de révolution et d'esprit révolutionnaire dans tout le cours de cet écrit. Le lecteur jugera qui, de nous ou de nos ennemis, mérite l'accusation de viser au renversement de l'ordre, de la société, et de la civilisation.

(1) *Discours préliminaire du Code civil.*

II

LA SOCIÉTÉ POLONAISE DEVANT LA RÉVOLUTION.

La société polonaise diffère essentiellement des autres sociétés européennes. On sait qu'elle n'a jamais connu le féodalité ni le droit féodal. La constitution de la propriété foncière n'y a admis le majorat que par exception, et c'est à peine s'il s'en trouve quelques applications dans le pays. L'ancienne coutume slave s'y maintint dans le droit écrit ; c'était le droit du partage égal de la succession entre les frères. Ce droit de succession ne donnait pas cependant d'aussi grandes facilités à l'extrême division du sol et à l'affaiblissement de la famille que le droit français de la Révolution, d'abord parce qu'il n'entravait pas la liberté de tester, ensuite parce qu'il n'attribuait aux filles qu'une partie comparativement faible de l'héritage paternel, et les dotait presque toujours en biens meubles. De sorte que la terre demeurait le patrimoine de la famille, non pas toujours, il est vrai, mais aussi longtemps que cela était possible : elle restait *dans le nom*

« *w imieniu* » comme on dit encore en Pologne. Cela suffit pour indiquer que cette constitution de la propriété, sans favoriser le moins du monde la formation d'une grande aristocratie territoriale, puisqu'elle n'immobilisait pas la propriété dans les familles, contribuait cependant, de concert avec d'autres causes, à donner une stabilité relative à la propriété et à la famille. Il devait en résulter nécessairement la formation d'une nombreuse classe de nobles de richesse moyenne, propriétaires du sol, le divisant par leurs testaments, mais reconstituant son unité par les héritages, les dots et les services publics ; une classe qui, envisagée dans son grand ensemble, tient le milieu entre l'aristocratie féodale et le peuple, comme la constitution de la propriété y tient le milieu entre le droit féodal et celui de la Révolution. Aristocratie basée sur le respect du principe d'hérédité, sur l'esprit de famille, sur le nom et la tradition, plutôt que sur le sol, contrairement à l'occident ; —bourgeoisie campagnarde, agricole et guerrière, se recrutant par le droit du mérite personnel, se soutenant par le travail, amoureuse jusqu'à l'excès de sa liberté et de son égalité, mais sans les défauts mesquins des bourgeoisies mercantiles, — la noblesse polonaise est une classe qui respecte le nom, la tradition de famille à l'égal d'une chose sacrée, lui sacrifie tous ses efforts, sans avoir rien de cette immobilité des oligarchies, qui confisque le sol et le pouvoir au profit de plusieurs familles.

A peu de différence près, cette constitution de la société subsiste jusqu'à présent dans toute la Pologne, malgré la diversité des temps. Au dessus de cette classe de la noblesse s'élèvent les noms historiques, entourés du respect

général, en tant qu'ils se maintiennent par leur patriotisme et leurs services à la tête de la nation, mais ne jouissant, ni n'ayant joui dans le passé d'aucun privilége légal ; — au dessous, il y a la grande masse du peuple, au sein duquel la noblesse se recrutait jadis par la guerre, où elle se recrute de nos jours par le travail. Car c'est là une grande preuve de la vitalité et de la souplesse de cette institution nobiliaire de la Pologne, que l'ancien ennoblissement par la Diète a été virtuellement remplacé depuis le partage par l'ennoblissement conféré par l'opinion. Tous ceux qui s'élèvent au dessus du peuple par leur intelligence ou leur travail, sont franchement acceptés et traités d'égaux par l'ancienne noblesse, pourvu qu'ils fassent preuve de leur sentiment patriotique. La société polonaise est, en un mot, une société qui présente le plus singulier mélange d'éléments aristocratiques et démocratiques, des principes d'hérédité et de tradition, avec ceux de liberté, d'égalité et de droit du mérite, et, à ce titre seul, elle mériterait d'être soumise à l'étude approfondie des publicites de l'occident, qui y trouveraient plus d'un vaste sujet de méditation.

Où y a t-il donc place, dans une société comme celle-là, pour les idées révolutionnaires? Est-ce dans cette noblesse territoriale qui embrasse maintenant tout ce qu'il y a d'éclairé dans la nation ? Evidemment non. Il faut ne pas la connaître ou ne pas avoir le sentiment de la connexion qui existe entre les idées, pour croire qu'une société où la famille est si fortement constituée, où l'accès est si facile et les traditions si tenaces, peut se prêter à des projets de renversement de tout ce qui lui tient le plus à

cœur. Et remarquez que je me suis attaché à ne pas parler de l'influence si puissante de la religion ni des principes sociaux qui en découlent, et qui ont fait de cette nation le type du peuple chevalier. Est-ce dans le peuple que la Révolution irait chercher ses soldats? Et dans quel peuple alors? Est-ce dans celui qui mourait en martyr à Varsovie en se serrant autour de ses prêtres, ou dans celui peut-être qui donne en ce moment aux hordes russes l'exemple trop peu suivi du respect de la propriété et de la vie humaine? Ou bien encore, est-ce dans ce peuple des campagnes qui se joint partout aux insurgés pour la lutte suprême, malgré les perfides et immorales suggestions des Russes qui l'engagent au pillage et lui promettent la propriété des terres domaniales, et qui mettent à prix la tête des propriétaires. Et, si ce n'est ni ici ni là, où est-ce enfin que la Révolution va trouver ces puissants auxiliaires, dont on s'attache à faire un épouvantail pour l'Occident?

Ah! je le sais bien, car il faut dire toute la vérité, je sais qu'il y a une partie de la jeunesse, patriotique, ardente et noble qui se tourne vers la Révolution et semble pactiser avec elle. —Je dis « semble » car il y a une différence capitale entre ces *révolutionnaires* polonais et ceux de l'Occident. Ceux-ci se servent de toutes les causes opprimées pour s'en faire un levier contre la société; ceux-là ne cherchent dans la Révolution qu'un auxiliaire pour recouvrer l'indépendance de leur pays; les premiers saisissent tous les moyens, même les bons, pour atteindre un but pernicieux; ceux-ci, malheureusement, ont été amenés à croire qu'on pouvait se servir de tous les moyens en

vue d'un but légitime. Mais tout en regrettant ces aberrations de la droite raison, peut-on leur en faire un reproche? Sait-on seulement à quelles faiblesses et à quelles tentations ils succombent? Savez-vous, vous qui les accusez, ce que c'est que la vie d'un Polonais de nos jours? Savez-vous par quel travail de passion, de désespoir et de foi se forment ces âmes polonaises dont le monde admire aujourd'hui les exploits?—Dès l'instant où il parle, dès cet instant où toutes les mères enseignent à leurs fils Dieu, l'honneur et le devoir, la mère polonaise enseigne déjà au sien la patrie. C'est le seul moment qui lui soit laissé pour prononcer cette parole, et il faut que l'enseignement soit assez fort pour suffire à toute une vie. Aussi dès lors, à l'âge le plus riant de l'enfance, sur les genoux de sa mère, l'enfant apprend qu'il est né maudit par l'ordre humain, mais qu'il doit fièrement porter sa malédiction. Devant sa blonde petite tête se pressent déjà les images sanglantes des souffrances des ancêtres; des images de mort, de cachot et d'exil; de frein rongé dans le silence; — dans son pauvre cœur d'enfant, sa propre mère renouvelle tous les jours les angoisses des trois partages. Il apprend dès lors, chose inconcevable, qu'il est un bien, une vérité, un amour qu'il doit cacher à tous les yeux; qu'il est des cas où il doit feindre le mal pour ne pas s'exposer à la vengeance des oppresseurs, qu'il est un devoir sacré qu'il n'est pas libre de remplir au grand jour. A l'école, objet de haine et de mépris pour ses camarades russes et ses professeurs, il dévore l'injure, il déguise sa pensée, il conspire en étudiant mystérieusement l'histoire et la poésie nationale. Dans sa jeune intelli-

gence se pose déjà impérieusement le terrible problème de la délivrance. Il combine les moyens, il étudie les projets, il s'associe à toutes les entreprises. La fin de l'éducation, si ardemment attendue ailleurs, l'inquiète, car il sait que toutes les voies de la vie sont fermeés devant lui. — Il ne servira l'oppresseur ni dans ses hordes armées, ni dans ses ignobles bureaux ; les carrières libérales n'existent pas pour lui ; de quelque côté qu'il se retourne, partout il voit son chemin se bifurquer entre la médiocrité et le déshonneur. Ainsi, une âme noble et fière, un cœur ulcéré dès le début de la vie, une foi le plus souvent mutilée et affaiblie par l'enseignement des universités moscovites, des principes chancelants ; — voilà quel est, pas toujours heureusement, car la religion et la vie de famille sont un puissant réactif contre ces maux, mais voilà quel est fort souvent le sujet livré aux tentations de tout ce qu'il y a d'impur dans l'esprit du temps.

Eh bien, placez cet homme ainsi fait dans un état social impossible, où tout développement matériel et moral est impossible, où l'industrie et le commerce sont impossibles ; où le gouvernement est oppresseur, la loi toujours éludée, la justice toujours vendue ; où le pouvoir sème la haine et la défiance entre les classes et les citoyens ; où la vie est une lutte amère et désespérée avec tout ce qu'il peut y avoir de criminel et d'immonde dans une cervelle humaine, avec le mensonge venant étendre ses sombres ailes sur la victime, garottée, baillonnée et abreuvée d'ironie ; — placez, dis-je, un tel homme dans un tel milieu, et dites-lui qu'il faut qu'il y reste ; que cet état de choses est consacré par des traités solennels, que l'intérêt de

l'ordre, unique soutien du trône et de l'autel, en exige le maintien; dites-lui que les peuples, ses frères par la civilisation et la foi, n'entreprendront *jamais rien* pour sa délivrance, de peur de troubler leur sommeil ; dites-lui que la France elle-même, la France, porte-glaive du Seigneur, est à jamais impuissante devant la force du mal ; représentez-lui ce monstrueux échafaudage de corruption et d'oppression comme une idole que tout adore et que tout sauvegarde; — et étonnez vous après cela si tous les trônes et tous les autels, si tout l'ordre social avec ses lois et ses convenances, si le monde entier coalisé contre lui n'est à ses yeux qu'un ennemi digne de vengeance et de mort.

Eh bien, malgré tout cela, malgré cette tentation forcenée dirigée contre tout un peuple, et dont Dieu, dans sa justice, lui tiendra certainement compte, malgré un état de choses qui expliquerait parfaitement une alliance de la Pologne avec la Révolution, je l'affirme, cette alliance n'existe pas. Qu'est-ce qui l'en a préservée jusqu'à ce jour? Je n'hésite pas à le dire,—c'est sa foi,c'est l'union de son clergé et de sa noblesse avec le peuple, c'est, en un mot, une éducation catholique de dix siècles, qui a pénétré son âme et s'est identifiée avec sa vie.

Est-ce à dire qu'il n'y a point de révolutionnaires parmi les insurgés? Je n'en sais rien, — mais où n'y en a-t-il pas? Ce n'est pas la présence de révolutionnaires qui peut faire condamner une cause, c'est leur prédominance. Or, il est évident que l'esprit conservateur domine dans le mouvement polonais. Depuis son commencement, pas un acte, pas un fait, pas une parole ne peuvent faire soupçonner les

Polonais de penchants révolutionnaires. Ils ont décrété le don de la propriété aux paysans aux mêmes conditions que l'avait fait la Société agricole en 1861; ils ont respecté les châteaux comme les chaumières; ils n'ont pas voulu user envers les égorgeurs russes du droit de représailles que leur accorde la guerre. — Et s'il était vrai qu'il y a parmi eux des meneurs révolutionnaires, qu'importe cela, après tout, puisque leur pression ne peut faire jaillir du cœur de la nation qu'un sang pur et noble, digne de son origine et de son grand passé. — L'esprit qui anime le mouvement polonais n'est autre, qu'on le sache bien, que le vieil esprit de nos pères, catholique, généreux et chevaleresque. C'est le même esprit qui les fit combattre à Liegnitz et à Varna, à Choczim et à Vienne. C'est une profonde conscience de la mission historique que Dieu a confiée à la Pologne et qu'elle n'abdique pas malgré sa chute. — Quand le torrent mongol du treizième siècle, après avoir renversé et subjugué tous les princes russes, fut définitivement arrêté par les Polonais dans les champs de Liegnitz en Silésie, un de leurs princes, Henri le pieux, de la maison des Piasts, y trouva la mort. Sa mère n'avait pas hésité à l'y envoyer malgré son extrême jeunesse, et quand on vint lui annoncer la perte de son unique enfant, elle s'agenouilla et dit : « Merci, mon Dieu, de m'avoir donné un fils qui a su mourir en combattant l'ennemi de sa foi et de sa patrie ! » Cette mère, — c'était sainte Hedvige.

A six cents ans de distance, dans cette même terre polonaise, sous nos yeux et en plein dix-neuvième siècle, pendant que tout à l'entour l'industrie dévore espace et matière, et que l'amour du lucre corrompt les âmes, soudain le

même cri retentit dans une lutte semblable engagée contre un ennemi non moins dangereux de la chrétienté, — et la même bénédiction tombe des lèvres des mères polonaises sur des héros de la trempe de ce duc Henri. Mais ici aussi les temps ont amené leur progrès : la victime de Liegnitz c'était un chevalier, un prince, le fils d'une sainte; les victimes de Wengrow, de Miechow et de Skala sont des milliers de jeunes gens, nobles, paysans, ouvriers et bourgeois, confondus dans un même sentiment; — ce sont les fils de mille mères qui, dans les châteaux comme dans les chaumières, redisent à six siècles d'intervalle la simple parole de sainte Hedvige : « Merci, mon Dieu, pour des fils qui meurent en martyrs pour leur foi et pour leur patrie ! »

Voilà quels sont ces révolutionnaires polonais !

III

L'INTÉRÊT RÉVOLUTIONNAIRE DANS LA QUESTION POLONAISE.

Aucune idée ne possède à un aussi haut degré le privilége de passionner nos contemporains, que ce qu'on est convenu d'appeler le principe des nationalités ; et il faut le dire, malgré les erreurs et les fausses théories auxquelles elle a donné lieu, cette idée renferme incontestablement, sinon le sens précis, du moins l expression vraie d'un besoin très légitime. — S'il ressort de la loi naturelle que l'individu a droit, comme homme, à la liberté de sa personne, il ne peut en être autrement de ces individualités collectives que l'on appelle des nations. On est bien divisé, il est vrai, sur le point de savoir ce qui constitue une nation, mais on semble être parfaitement d'accord sur ce principe, que lorsqu'une société humaine, ayant la conscience de sa personnalité nationale, revendique son indépendance, elle agit au nom d'un droit contre lequel il n'y a pas de droit possible.

L'indépendance c'est la liberté extérieure des nations ; et si elle a de tout temps été considérée comme le premier et le plus cher de leurs droits, il appartenait à notre époque d'en rendre le sentiment plus général et plus vivace que jamais. L'immense aspiration vers la liberté qui travaille notre siècle s'est confondue avec l'amour de l'indépendance nationale ; elle y a reconnu la forme extérieure de la société nouvelle, le complément nécessaire — plus que cela, la base première de la liberté. Jamais les nations n'ont eu aussi fortement la conscience de leur être, — le sentiment de leur individualité, de leur *moi* intérieur, s'il est permis de s'exprimer ainsi, — et jamais aussi les questions intérieures des États n'ont tant dépendu des questions extérieures que cela se voit de nos jours. Aussi, n'y a-t-il rien d'étonnant si la question des nationalités est arrivée à primer les autres de nos jours, puisqu'il devient de plus en plus évident que toutes les autres lui sont subordonnées.

Ce principe des nationalités est devenu pour la Révolution un vaste champ d'exploitation ; cela n'est pas à nier, et dans le fond cela n'est que naturel. La question polonaise, qui est une des principales faces de la question nationale en Europe, ne peut, par conséquent, être indifférente à la Révolution ; et celle-ci n'a pas manqué de faire tous ses efforts pour s'en emparer. Elle pouvait d'autant moins la laisser de côté, qu'elle savait que cette question était le plus puissant levier qui pût s'offrir à elle au centre de l'Europe, comme d'autre part elle devait pressentir cette vérité que M. Proudhon a si bien aperçue, quand il a dit que « la Pologne est le dernier et le plus solide boule-
« vard du catholicisme, et qu'à ce titre, si elle existait en-

« core comme nation, il faudrait la supprimer. » Il y a donc là véritablement aux yeux de la Révolution, et il serait à désirer que les amis de l'ordre partageassent cette opinion, *un de ces points décisifs dont la possession entraîne l'issue finale de la lutte.* C'est ce qui résulte de l'examen du rapport qui existe entre la question polonaise et les autres questions européennes.

En effet, si l'on excepte l'Italie et l'Irlande qui appartiennent à l'Occident, c'est dans la partie orientale de l'Europe que se trouve le champ le plus vaste et le plus dangereux où se pose la question nationale. C'est à l'est de Berlin et de Vienne, depuis la Baltique jusqu'à l'Archipel, que se trouve la sanglante arène des nations opprimées. Il y a là un mélange de races, un morcellement de territoires et de peuples, un amalgame de langues et de civilisations dont l'Occident ne se rend pas un compte assez juste. L'Occident a eu la fortune d'achever son œuvre d'assimilation bien avant l'explosion de besoins et d'idées provoquée par la Révolution française. La civilisation y ayant agi plus longtemps, les unités nationales s'y produisirent et coïncidèrent plus tôt avec les formes extérieures de l'État, que cela ne pût avoir lieu dans l'orient de l'Europe, où l'État et la nation se formaient depuis une époque moins reculée et sous le coup d'invasions et de révolutions plus récentes. De sorte que lorsque la Révolution française donna sa vigoureuse impulsion aux idées de liberté et aux sentiments d'indépendance, elle trouva dans l'Europe orientale une société où l'œuvre de cristallisation, pour ainsi dire, n'était pas achevée. Il y avait bien là aussi des assimilations nationales, les unes complètes, les autres assez avancées ;

mais il y avait aussi des nationalités qui, bien que soumises au joug étranger, avaient résisté à toute fusion avec leurs dominateurs, soit à cause de leur force intrinsèque, soit à cause de la faiblesse de ceux-ci. Toute cette zône comprend trois grands groupes de nationalités, dont les destins, très-divers pendant le cours des temps, sont subitement devenus identiques vers la fin du siècle dernier. Ce sont : le groupe polonais, le groupe autrichien et celui qui est plus ou moins assujetti à l'empire ottoman. De ces trois groupes, il n'y eut que le premier qui a subi une fusion aussi complète que celles de l'Occident en se fondant dans la nation polonaise. Quant aux deux autres, les diversités nationales s'y conservèrent avec plus ou moins de force, et pour des raisons différentes. — La maison d'Autriche respecta l'autonomie de ses peuples jusqu'au dix-huitième siècle, et la barbarie musulmane pouvait abrutir, mais non sensiblement modifier la nature des peuples qu'elle dominait, ce dernier résultat ne pouvant être obtenu que par la supériorité de civilisation.

Le dernier siècle fut témoin d'un changement simultané dans l'ordre qui régissait toute cette partie de l'Europe. Pendant que la Pologne s'affaissait pour tomber enfin sous le joug de l'oppression moscovite, les peuples de l'Autriche subissaient les attaques de plus en plus violentes de l'esprit unitaire, qui devait amener cet empire aux désastres de 1848 et de 1859. C'était alors que, du sein d'un siècle corrompu, s'élevait cet esprit, qui, avant d'ébranler le trône et la société, suggérait aux rois l'idée de tenter contre les peuples un attentat jusqu'alors inconnu dans l'histoire, celui de la dénationalisation par la

violence. C'était le temps de l'élévation subite de la Russie et de la Prusse, nées toutes deux de l'inique violation du droit pour la perpétuer et en être les représentants jusqu'à nos jours. Pendant que la force construisait ainsi, au centre de l'Europe, son monstrueux édifice sur les débris des droits violés, — sur le Danube et l'Archipel la Turquie faisait luire les derniers éclats de sa puissance et de cette tyrannie corrosive, dont l'Orient ressentira les funestes effets longtemps encore après qu'elle aura disparu. C'est ainsi que la fin du siècle passé vit arriver, pour toute cette zône orientale de l'Europe, une période identique, une époque commune et simultanée d'oppression étrangère, dont nos jours semblent destinés à entrevoir la fin.

Or, parmi toutes ces nations mutilées et souffrantes, attaquées dans ce qu'elles ont de plus légitime et de plus sacré, la nation polonaise est, sans contredit, celle où le droit des nations et des États, celui des peuples et des trônes, fut le plus manifestement violé ; où la justice et la liberté furent le plus indignement foulées aux pieds ; où la foi jurée et le droit public furent déchirés sous les prétextes les plus futiles et les plus révoltants. L'opinion de l'Europe s'en souvient, et c'est son honneur ; elle n'a jamais donné au crime du partage, l'autorité de la chose jugée ou du fait accompli ; la question est demeurée en réserve. Perpétuellement saignante, cette plaie est devenue comme le stygmate et la source de toute injustice et de toute oppression. C'est donc en Pologne que se trouve le point le plus sensible, le plus douloureux de la question nationale, de la question capitale de l'organisation extérieure de la société moderne ; c'est là qu'est le point central du système oppressif ; et la

preuve, c'est que si l'on suppose ce pays rétabli dans ses droits, il s'en suit nécessairement qu'alors le nœud de la difficulté sera coupé, et que le reste s'arrangera comme de soi-même. Il est plus que douteux, en effet, que, dans ce cas, l'Autriche revienne à l'absolutisme ou au système unitaire et dénationalisateur, et la question orientale elle-même finira par se dénouer dans le sens de la liberté et du droit.

Ces questions-là sont trop étudiées dans le moment actuel pour qu'il soit nécessaire d'y insister davantage. Il est évident que, lorsque la question polonaise aura été définitivement résolue, le principal grief des peuples contre les rois va disparaître, et le centre de l'Europe n'offrira plus de point d'appui aux excitations révolutionnaires. .— Le parti de la révolution radicale le sait et voilà pourquoi la question dont il s'agit, ne saurait lui être indifférente. Il sait que de sa solution dépend son propre avenir, sa force ou sa faiblesse. Je ne veux certes pas mettre en doute la sympathie des libéraux de toutes les nuances pour la cause de mon pays, mais je ne m'étonnerais pas que Mazzini, qui a pu, dit-on, être mécontent de l'entrée des Français en Italie, fut aussi contraire à l'appui donné par les gouvernements à la cause de l'ordre et du droit en Pologne. C'est qu'en effet la Pologne est un point de la plus haute importance dans les plans de la Révolution, et si l'on considère attentivement ces choses-là, on est amené à reconnaître que si Rome est, comme on l'a dit, la clef de voûte de la société européenne, — c'est sur le sol miné et mouvant de la Pologne asservie qu'en reposent les fondements, grâce à l'organisation politique de l'Europe de 1815.

Sans une Pologne libre, l'état politique et par conséquent l'état social de l'Europe manquent de base naturelle, et il en résulte une situation artificielle qui aboutit forcément aux révolutions. Cette assertion, quelque téméraire qu'elle puisse sembler au premier abord, n'en est pas moins rigoureusement vraie, et nous essayerons de le prouver dans la suite de cet écrit. J'ajouterai seulement ici que, sans méconnaître le moins du monde les services rendus à la cause polonaise par tous ses amis, à quelque parti qu'ils appartiennent, il est impossible pourtant de n'être pas frappé de ces paroles, que le logicien le plus impitoyable de la révolution radicale, le défenseur avoué du *droit de la force* écrivait il y a deux ans, en présence du mouvement polonais, et qui ont peut-être, on serait tenté de le croire, inspiré le discours de M. de Larochejacquelein au Sénat : « Qu'est-ce que le monde a perdu, disait M. Proudhon, en laissant périr la Pologne ? Existe-t-il une idée polonaise? La Pologne n'a toujours à offrir au monde que son catholicisme et sa noblesse (1). » Ce précieux témoignage devrait suffire à lui seul pour préciser la situation de ce pays par rapport à la révolution sociale. M. Proudhon est certainement un extrême, mais n'est-ce pas dans leurs extrêmes qu'il faut aller chercher la valeur absolue des principes ?

(1) *La Guerre et la paix.*

IV

LA SOCIÉTÉ ET L'INDIVIDU EN RUSSIE.

L'avenir de la révolution sociale en Europe dépend donc, en définitive, de la solution de la question polonaise, puisque c'est dans le fait inique du partage que la Révolution compte trouver son principal appui. Nous demandons au lecteur d'admettre, pour le moment, cette vérité, sans autres preuves que son évidence; nous nous réservons d'y revenir plus tard. — Or, il y a deux solutions possibles pour la Pologne : la solution par les gouvernements de l'Europe, et la solution par la Révolution. Je ne parle pas de la troisième, qui serait celle d'un triomphe définitif de l'insurrection actuelle par ses propres forces, et sans aucun secours du dehors. L'insurrection peut durer indéfiniment, cela est incontestable, elle peut ne pas être vaincue, mais il est douteux qu'elle puisse vaincre, quelle que soit la faiblesse de son adversaire. On ne doit pas compter sur les miracles, quelque tenté que l'on soit de le faire, en

présence de tout ce qui s'accomplit. La question importante est donc de savoir quel choix la Pologne *sera forcée* de faire entre les deux premières solutions. Si, saisissant l'occasion actuelle, qui est une de ces voies de salut, une de ces grâces que Dieu accorde de temps à autre à l'humanité, les gouvernements européens délivraient la Pologne et la reconstituaient en monarchie indépendante, dans ses limites de 1772,—il est évident que cet état de choses serait favorable, non-seulement à la paix générale de l'Europe, mais aussi à la paix des nationalités qui composent l'Autriche, ainsi qu'à la solution pacifique et ordonnée des difficultés orientales. Car, d'une part, l'Autriche et l'Orient seraient séparés des suggestions dissolvantes et corruptrices de la Russie par une puissance intéressée à la paix ; d'autre part, la Pologne monarchique donnerait à l'Autriche et à l'Europe, tant par sa constitution, que par ses traditions pacifiques et par les impossibilités géographiques de sa configuration, une garantie suffisante contre tout esprit de conquête. Il y a plus encore ; son voisinage ôterait à l'Autriche toute raison de se laisser aller à violer l'autonomie de ses peuples, et d'un autre côté la Pologne serait vivement intéressée à avoir toujours un puissant allié derrière les Carpathes, car c'est là que se trouverait son point d'appui moral, aussi bien que stratégique, contre la Prusse et la Russie. En un mot, il se formerait, entre la Pologne et l'Autriche régénérée, une alliance naturelle, qui déciderait l'avènement de la paix générale et deviendrait la base de l'équilibre européen. — Mais nous examinerons plus loin les conséquences d'une telle solution qui évidemment ne saurait être du goût des

révolutionnaires. — Occupons-nous avant tout de l'autre possibilité, — de la reconstitution d'une Pologne par les mains de la Révolution. Voyons qui gagnerait à ce marché. Est-ce la Russie ou la Pologne, est-ce l'ordre ou l'anarchie ?

Il s'est formé dans ces derniers temps une opinion très-accréditée, non-seulement en Pologne et en Europe, mais en Russie même, que la délivrance de ce pays, n'ayant plus à compter sur l'Occident, devait tout attendre de l'explosion d'une révolution en Russie. Une grande portion de la presse indiquait cette possibilité aux Polonais comme leur meilleur espoir, et certains personnages remarquables ont conseillé aux Polonais de tourner leurs espérances vers cet avenir si trouble de la Russie. Tout en l'admettant comme une possibilité, on ne saurait considérer cette solution que comme une ressource désespérée, une perspective aussi redoutable pour la Pologne que pour l'Europe. Quand on est dans le cas de voir de près les voies par lesquelles cette solution s'approche de nous, et quand on pressent la délivrance qu'elle promet, on cherche anxieusement à l'horizon quelque secours contre un tel salut. Dans celle qui s'avance ainsi, donnant la main à la Révolution, à travers les ombres de l'avenir on peut distinguer déjà des formes qui font horreur; ce n'est plus la Pologne d'autrefois, la fille de l'Église et le bouclier de la civilisation, c'est une esclave abrutie ne portant plus de chaînes, tant ses maîtres sont sûrs de son abaissement; c'est le fléau, le glaive vengeur dans la main du bourreau. Qui donc voudrait d'une Pologne ainsi faite?

Et pourtant les événements marchent, non pas les évé-

nements de l'insurrection actuelle, qui est un effort désespéré de la Pologne catholique, contre un présent et un avenir plus terrible encore qui l'étreignent, mais ceux marqués d'un caractère plus universel, qui ont précédé et qui suivront, si elle n'aboutit à rien. Les temps approchent où un grave danger, tel que l'Europe n'en connut pas depuis longtemps, va menacer le monde civilisé, s'il ne le menace déjà. Il y a des idées, des théories préconisées par certains docteurs ; il y a des faits produits par certains gouvernements, des événements qui arrivent à point nommé, et qui tous coïncident singulièrement vers un même but, sans le dessein ou même contre le dessein avoué de leurs auteurs. Il y a un travail souterrain qui se manifeste dans l'Europe entière, mais dont on n'a pas assez remarqué les résultats possibles dans l'Orient européen. La société occidentale, après avoir essuyé la terrible tempête des dernières années, savoure un instant de repos, sans voir que l'ennemi va revenir à la charge avec de nouveaux renforts. Où les prendra-t-il ? Où trouvera-t-il ce nouveau point d'appui ? Expulsé pour un moment de l'Occident, dans quelles régions va-t-il se réfugier pour se réformer ? et n'y trouvera-t-il pas une demeure inexpugnable et un corps qu'il pourra animer ? C'est ce que nous allons examiner tout à l'heure.

Il n'y a pas le moindre doute possible aujourd'hui sur ce fait, que la Russie avance à grands pas vers une révolution radicale de la société. — Il est inutile de le prouver, surtout après des travaux aussi consciencieux que ceux de M. de Mazade dans la *Revue des Deux-Mondes ;* il faut l'accepter comme un fait acquis. On peut être sûr

d'une chose, c'est que les jours les plus affreux de la Révolution française ne sont rien auprès de ce qui menace la Russie. C'est une chose si claire pour ceux qui connaissent cet empire, qu'elle se présente à l'esprit non plus comme une conjecture, mais comme une évidence. Une proclamation lancée l'an dernier par le parti de la *Jeune Russie*, disait sans ambage au peuple : « Saisis la hâche et tue ; tue dans les palais et les châteaux, tue tout ce qui n'est pas peuple comme toi ; place-toi au coin des rues et massacre tout ce qui passera, car il faut enfin noyer dans le sang toute cette société corrompue, qui suce ta vie et ne te vaut pas ! » Ceci n'est qu'un bout de théorie ; les incendies de Pétersbourg, en 1862, qui durèrent un mois et consumèrent des centaines de millions, sont un échantillon de ce que ces théoriciens sont capables de faire en pratique rien que pour préparer les esprits. On pourrait citer des millions de paroles et de faits semblables à ceux-là, mais ce serait, je pense, répéter des choses connues ; il suffira donc de nous élever à un point plus élevé d'où nous pourrons considérer l'ensemble de la situation.

On se fait généralement à l'Occident une fausse idée de la Russie : on croit qu'il y a une société russe, un état russe dans le sens européen de ces mots. Rien n'est plus faux. La société russe, de même que l'Eglise schismatique, est un corps inerte et inanimé, sans organisme social naturel et vivant ; un corps qui se meut en vertu d'une impulsion qui lui est imprimée du dehors. De toutes les pièces de l'organisme social, il n'y en a qu'une qui soit vivante par elle-même, c'est la commune rurale. Tous les publicistes qui ont écrit sur la Russie, depuis Haxthausen

jusqu'à Hertzen et Dolgoroukoff, depuis les admirateurs de la Russie jusqu'à ceux qui l'ont le plus amèrement critiquée, tous se sont arrêtés à cette organisation communale pour y constater les seules pulsations de vie qui se laissent sentir dans ce corps, inanimé quant au reste. Il est vrai qu'ils en ont fait généralement des apologies qui ont trompé beaucoup de personnes en Europe sur le véritable état de cette fameuse institution. On sait qu'elle est basée sur la propriété commune des terres et sur la solidarité de tous les membres vis-à-vis des obligations communales. N'ayant pas à nous occuper ici des avantages économiques de cette organisation, il suffira à cet égard de rappeler ce que M. Wolowski en disait, avec tant de justesse, il y a quelques années : que cette organisation, tant vantée et dont on voulait faire le but et l'avenir des sociétés, pouvait tout au plus être pour elles le souvenir d'un état social qui accompagne ordinairement leur début dans la vie. Mais pour préciser le caractère moral de cette commune russe, il faut dire qu'elle ne peut exister que là où l'esprit d'individualisme est peu développé, et que là où elle existe, cet esprit trouve un grave obstacle à son développement. Dans la réalité, cette organisation n'est que l'assujettissement volontaire des membres de la commune aux tyranneaux qu'elle choisit elle-même, certainement, mais qui trouvent toujours le moyen de s'imposer à son vote, et auxquels elle délègue un pouvoir despotique. Dans son écrit sur « la situation russe, » M. Ogareff déclare avec satisfaction que « la propriété individuelle dans les communes russes est impossible. Parmi les paysans, ceux qui se sont enrichis dans le commerce auraient désiré pouvoir

s'affranchir des devoirs communaux et accaparer autant que possible, mais ils ne font pas la masse, et la masse voudra conserver l'usage de la propriété commune. » Le lecteur de l'Occident n'y verra qu'un système, ayant pour but de maintenir par la force un niveau égalitaire, et de comprimer tout essor individuel ; et, en y regardant de près, on ne voit dans la commune russe que des formes de liberté mises au service de la force. — Cette opinion est corroborée par l'aveu suivant d'un homme que ses principes et son admiration pour la commune rurale n'empêchent pas d'être un profond observateur et un écrivain convaincu, et que l'on ne peut taxer d'idées rétrogrades ou doctrinaires. « La commune, ce produit du sol, dit M. Hertzen lui-même (1), assoupit l'homme, absorbe son indépendance, elle ne peut ni s'abriter du despotisme, ni émanciper ses membres ; pour se conserver *elle doit subir une révolution.* » Ces derniers mots indiquent la stabilité qu'a la commune rurale aux yeux de ceux qui la regardent comme le seul élément vivace et non corrompu de la société russe. Mais, en admettant même cette dernière appréciation, on conviendra qu'une société où tout le reste, le clergé, la noblesse, la bourgeoisie , la magistrature sont des pièces mortes de l'organisme, une société pareille est une agglomération de communes juxtaposées, imposantes par leur nombre si l'on veut, ainsi que par la force qui les lie en une masse compacte et uniforme ; mais ce n'est pas un organisme vivant. Ce n'est pas là ce que l'école appelait une *communauté parfaite*, ce n'est pas là une société

(1) *Du développement des idées révolutionnaires en Russie.* — 3e édition, p. 28.

proprement dite; c'est un sol mouvant, pulvérisé, exposé à tous les vents, mais nullement un corps organique. Ce fait si écrasant et si triste n'a pas échappé à certains éminents publicistes russes, qui s'arrêtent effrayés et découragés devant cette sinistre lumière qui s'est faite dans leur esprit. Un journal conservateur et doctrinaire de Moscou, le *Jour*, celui-là même que le *Nord* aime souvent à citer, est rempli là-dessus des réflexions les plus profondes. « Les Russes, disait-il dans un de ses numéros de l'an dernier, savent maintenant qu'ils ont besoin d'*affermir sous leurs pieds le sol social* pour pouvoir avancer. » Cet organe, qui s'attache souvent à montrer aux Russes le danger intérieur qui les menace, déclare que pour lui les questions politiques ne sont rien à côté de la question sociale, que la Russie marche à sa perte, et que pour la sauver il ne faut rien moins que la *création de la société* (1). « Oui, s'écrie-t-il, nous avons vu (les Russes) le mal qui nous menaçait dans l'extension de l'Etat sur le compte de la société, et nous avons voulu réagir; mais nous nous sommes bientôt aperçus de notre impuissance dans le milieu où l'idée de l'Etat nous entoure de toutes parts; nous avons vu que nous n'avons pas de *base sociale sous nos pieds*, et que quel que soit le champ de nos efforts nous sommes toujours isolés; sans collaborateurs ni continuateurs, sans maîtres ni disciples, sans succès durable; si bien, que chaque génération est obligée, en reniant ses pères, de recommencer tout l'ouvrage. » Et tandis que les conservateurs se font à eux-mêmes ce aveu si décourageant, voici M. Hertzen, leur adversaire acharné,

(1) N° 24. 1862.

qui vient nous dire presque avec les mêmes expressions : « Chez nous un malheureux uniforme couvre indistinctement toute la vie populaire. Les hommes naissent pour se courber devant une fatalité injuste, et meurent sans traces, laissant leurs enfants recommencer la même tâche désespérante (1). » M. Hertzen faisait cette observation du temps de Nicolas, pendant ce règne qui pesait comme une pierre sépulcrale sur le cœur de la Russie. Les conservateurs pouvaient le taxer de révolutionnaire, et espérer le retour à la vie naturelle avec la mort du tyran ; — et voilà qu'après six ans d'un règne nouveau, ils viennent nous faire le même aveu désespéré. Eux aussi, ils ont aperçu ces poumons desséchés, incapables de respirer ; ce qui leur semblait être un accident historique acquit le caractère et la force d'un état normal, d'un système, d'une de ces fatales nécessités contre lesquelles il faut user de remèdes radicaux.

Ces citations suffisent pour donner au lecteur une idée du jugement que portent les publicistes tant conservateurs que révolutionnaires de la Russie sur l'état social de ce pays. On voit que la Russie souffre d'un mal terrible qui est l'absence d'organisme et de vie sociale ; semblable en cela à un homme qui vivrait encore par la tête, tandis que le reste du corps serait déjà plongé dans la mort. Phénomène singulier et saisissant ! Quelle en est la raison ? Où en gît la source ? Ce n'est pas ici le lieu de le rechercher. Photius et Pierre le Grand, Catherine et Nicolas, sont debout dans le passé pour répondre au tribunal de l'histoire ; nous n'avons qu'à nous occuper du fait, terrible, écrasant, exemplaire, du fait d'une société où la vie

(1) L. c., p. 102.

est tuée dans ses germes, et desséchée par l'action combinée du despotisme et du mensonge.

Mais tandis que les conservateurs russes, dans leur désespoir, invoquent contre le mal toutes les forces morales de la Russie, tout en laissant échapper des aveux où ils disent : « *Nous n'avons en nous aucune force morale* (1), » Leurs adversaires socialistes et révolutionnaires ne perdent pas courage et font, de cet état des choses, le point de départ d'une société nouvelle. « Il n'y a, disent-ils, de vivant et de sain en Russie que la commune ; c'est donc la commune qui sera la base de notre régénération sociale. Il faut que l'immense despotisme croule, et entraîne avec lui tout, — tout ce qui le soutient et subsiste par lui, — fonctionnaires, bourgeois et nobles, — industrie et capital, religion et propriété. Cela fait, disent MM. Bakounine, Hertzen et Ogareff, quand sur toute l'étendue de la plaine qui s'étend de la mer Blanche à la mer Noire, il n'y aura rien que des communes, la Russie commencera à se reconstruire librement, et par l'agglomération volontaire et libre de plusieurs communes en une petite fédération qui formera le district ; puis elle passera par l'union fédérative de plusieurs districts en une province ; ensuite les provinces suivront le même procédé pour former des États, et les États s'ils le veulent se joindront les uns aux autres pour devenir une puissance russe..... Sans discuter ici la valeur de tels projets, on peut remarquer en passant que cette sorte de procès chimique suppose une paix et une tranquillité de laboratoire qui ordinairement sont refusées à la vie des peuples.

(1) *Le Jour*, N° 27. 1862.

Mais ce projet lui-même ne révèle-t-il point autre chose, quelque chose qu'il ne dit pas ? En voyant cette société dissoute en atômes et reconstruite comme par enchantement, n'est-on pas amené à se demander ce que sont ces atômes, que l'on peut supposer assez inanimés pour permettre de tels projets ? Ces atômes constitutifs de la société russe, ces unités indivisibles, où s'arrête le scalpel de l'anatomiste et la force de l'agent chimique, sont-ce donc ce qu'on appelle en chimie des corps simples? Ce sont des communes composées d'hommes, d'êtres doués de liberté, d'intelligence et de volonté. J'avais cette objection présente à la pensée, un jour que j'entendais un des coryphées révolutionnaires russes exposer ses plans de remaniement général, accompagnés d'expédients de colonisation, de communauté du sol et de transportation en masse. — Mais ces hommes, interrompis-je, le voudront-ils ? — Oh, pourquoi pas? ils le voudront. — Et s'ils ne le veulent pas ? — Alors, ils y seront forcés par la commune.

Voilà donc le secret du système. En effet, pour qui connaît la Russie, cette parole est profondément vraie. Ils seront forcés, et ils feront tout, et ne s'arrêteront à rien ; ils seront les *esclaves volontaires et résignés de la force;* là s'arrêtera leur liberté. Mais cela ne révèle-t-il pas un mal plus profond que ne le pense l'école doctrinaire du *Jour*. Cela n'indique-t-il pas que cette commune même, cet idéal des libéraux russes, porte en elle quelque principe défectueux, puisqu'elle ne comporte pas de liberté dans son sein. N'est-il pas profondément vrai, comme dit encore Hertzen, « qu'une longue servitude n'est pas un fait accidentel,

« qu'elle correspond naturellement à quelque élément du « caractère national ? » — Malheureusement oui, il y a en Russie un mal plus profond et qui explique tout, — plus grand que l'absence d'organisme social, parce qu'il empêche cet organisme de se régénérer : ce mal, c'est l'abaissement moral de l'homme.

La société occidentale ne connaît pas ce mal, et c'est le gage de salut pour l'humanité. Grâce aux lumières d'un christianisme vivant, répandues par la véritable église, l'Occident vit se former cette société à l'esprit indomptable, au cœur simple et croyant, cette société du moyen-âge où, selon une belle expression de M. de Montalembert, « les héros coudoyaient les saints. » L'action féconde du catholicisme, cette justice lui est rendue par ses adversaires eux-mêmes, forma l'élement fondamental et sublime de la société nouvelle. De l'abrutissement des sociétés païennes, de la licence des peuples barbares du Nord, l'Eglise, par un travail séculaire, tira l'homme de la société chrétienne ; elle le releva de son abaissement ; elle mit un frein à ses passions ; elle refondit pour ainsi dire son âme, et y fit éclore les sentiments d'honneur, de dignité et de devoir. L'Eglise, et c'est là un de ses titres éternels à la reconnaissance du genre humain, sut apprendre à l'homme que son âme n'avait pas de maître sur cette terre, et que son frein était en lui-même. C'est ainsi que se forma ce produit incomparable de la civilisation, cette âme docile et libre qui est la principale garantie du monde contre tous les excès de la force ou de la licence. Aussi le vent des tentations sociales et des théories subversives a-t-il beau s'élever, il est incapable de dessécher les germes que le

christianisme a déposés dans les âmes ; le flot des révolutions a beau monter, renverser les trônes, emporter les institutions séculaires et bouleverser les idées, il finit toujours par se briser contre une digue plus haute et plus forte que lui, et cette digue c'est la conscience chrétienne. Or cette digue n'existe pas en Russie, et ce qui en existe n'est que factice et conventionnel. Mais laissons parler M. Hertzen ; l'autorité de ses opinions, comme russe et révolutionnaire, sera plus éloquente que tout ce qu'on peut dire sur ce sujet :

« Pour l'homme de l'Occident, dit-il, un des plus grands malheurs qui maintiennent l'esclavage, le paupérisme des masses et l'impuissance des révolutions, c'est l'asservissement moral ; ce n'est pas un manque du sentiment de l'individualité, mais le manque de clarté dans ce sentiment, faussé qu'il est par les antécédents historiques qui limitent l'indépendance individuelle. Les peuples de l'Europe ont donné tant d'âme et tant de sang pour les révolutions passées, qu'elles sont toujours présentes, et que l'individu ne peut faire un pas sans heurter des souvenirs, des *fueros* plus ou moins obligatoires et reconnus par lui-même ; toutes les questions ont déjà été résolues à demi ; les mobiles, les relations des hommes entre eux, les devoirs, les moralités et les crimes, tout est déterminé, et cela, non par une force majeure, mais en partie par *l'assentiment des hommes.* Il s'en suit que l'individu, au lieu de conserver sa liberté d'action, *n'a qu'à se soumettre ou qu'à s'insurger.* Ces normes sans appel, ces notions toutes faites traversent l'Océan et s'introduisent dans le pacte fondamental d'une république toute nouvelle ; elles survivent au roi guillotiné et se placent tranquillement sur les bancs des Jacobins et à la Convention. On a longtemps pris cette masse de demi-vérités et de demi-préjugés pour des fondements solides et absolus de la vie sociale ; pour des résultats immuables et supérieurs au doute. En effet, chacun d'eux a été un véritable progrès, une victoire pour son temps, mais de leur ensemble s'élevèrent peu à peu les murs d'une nouvelle prison. Les hommes pensants s'en aperçurent, au commencement de notre siècle, mais ils virent en même temps toute l'épaisseur de ces murs et tout ce qu'il fallait d'efforts pour les ébrêcher.

« La Russie est dans une toute autre position. Les murs de sa prison *sont en bois;* élevés par la force brutale, ils céderont au premier choc. Une partie du peuple, reniant tout son passé avec Pierre Ier, a montré *quelle puissance de négation elle possède;* l'autre, restée étrangère à l'état actuel, a fléchi, mais n'a pas accepté le régime nouveau qui paraît être un bivouac temporaire. *On obéit, parce qu'on craint, mais on ne croit pas* (1). »

On le voit donc, il y a un abîme entre la société russe et la société européenne. Ce témoignage de M. Hertzen est de la plus haute gravité ; mais il faut à l'intelligence occidentale un certain effort pour le bien comprendre, tandis qu'il ne choque en rien les intelligences russes. Ces « mobiles et ces devoirs, ces moralités et ces crimes déterminés, non par une force majeure, mais par l'assentiment des hommes, » c'est ce qui en Occident constitue *les principes, c'est-à-dire des points cardinaux et immuables*, sur lesquels est ancrée la société. Cet « assentiment des hommes » qui le détermine, c'est la morale chrétienne qui se trouve à l'état latent dans la société, et qui n'est qu'un produit de sa foi religieuse. Ces choses-là semblent tyranniques au révolutionnaire russe, et il en constate l'absence en Russie avec une satisfaction qui ne manque pas d'une certaine amertume. Ce sont pour lui des entraves à la liberté de l'individu, et pour être libre, à son avis, l'homme de l'Occident doit « s'insurger » contre ces chaînes, c'est-à-dire contre ces principes. Mais l'homme de la société russe a sur lui cet avantage, que ses chaînes à lui, ne sont pas faites avec son « assentiment et ne se trouvent pas en lui-même, » elles sont faites de bois et maintenues par la force; avec la force elles disparaitront.

(1) *Du développement*, etc. p. 117.

Il faut l'avouer, il est difficile de rencontrer un plus terrible éloge que celui-là, mais il faut dire aussi qu'il est mérité. Les actes des révolutionnaires et des libéraux russes sont une conséquence de cette conviction qu'ils partagent avec M. Herzen, sans s'en rendre peut-être un compte aussi clair. Pour eux, le côté moral des choses n'est qu'une chose conventionnelle. Le vrai côté est celui qui tombe sous les sens. Aussi quand ils parlent au peuple, ils ne s'adressent jamais qu'à cette partie de son être dont ils peuvent être entendus, et qu'ils savent pouvoir toucher. Pour le soulever, pour l'émouvoir, ils s'adressent à des sentiments bas et cupides. Ils ne lui posent pas devant les yeux quelque idéal élevé qui attire ses regards vers une région supérieure, ils les tournent vers le sol. Et comment pourraient-ils, du reste, en agir autrement, puisque leur idéal, à eux-mêmes, se borne à une constitution économique de la société en un vaste phalanstère où le boire et le manger ne feront défaut à personne ? En Occident, les grandes révolutions furent toujours préparées par un travail de la pensée, qui produisait un ébranlement de principes, et inscrivait une vérité, ou un semblant de vérité morale sur sa bannière. La révolution qui se prépare en Russie, semblable en ceci à celle que tenta Spartacus contre l'ancienne Rome, a inscrit sur son drapeau, « Terre et liberté », *Zemlia i volia*, et elle explique cette formule, en disant qu'elle ne conçoit pas la liberté sans la terre; qu'être libre, pour elle, c'est avoir le pain de chaque jour assuré. Et c'est véritablement ainsi que la comprend le peuple russe tout entier.

V

IMPUISSANCE DE LA SOCIÉTÉ RUSSE CONTRE LE MOUVEMENT RADICAL.

L'état social de la Russie actuelle rappelle au plus haut degré celui de la Rome des Césars. A la tête de la pyramide se trouve un homme tout puissant, dont la volonté sert de loi, et auquel rien n'est capable de résister. Maître absolu de la vie et de la conscience de ses sujets, maître de leurs biens et de leurs personnes, il ne dépend que de lui de régler la morale et la foi, de déclarer ses sujets atteints de folie ou de les punir d'une pensée hardie, en leur enlevant, non-seulement la vie et la fortune, mais même leur nom de famille, ce patrimoine moral de l'homme, ce symbole essentiel de son individualité (1). Irresponsable et absolu, Héliogabale ou Trajan, selon les exigences des

(1) Ces choses-là se passaient sous Nicolas sans offusquer personne. Tchadaieff, littérateur distingué, fut déclaré fou et traité comme tel, et le baron de Rozen se vit enlever son nom de famille qu'Alexandre II lui a restitué depuis. Il est impossible de pousser plus loin l'aggression de la force à la personnalité morale de l'homme.

temps, le tsar est le pendant fidèle du César romain. Et, à ses pieds, la ressemblance des deux sociétés n'est pas moins grande. Ici et là, on aperçoit, certes, tous les simulacres de l'ordre social. Ici et là, il y a des patriciens et une plèbe, une religion et des augures ! Mais en Russie, comme à Rome, la vie sociale a disparu, pour faire place aux mouvements réglés d'une monstrueuse machine administrative, recevant son impulsion de César. On retrouve bien à Rome des descendants des Fabius et des Scipion, mais on les retrouve accroupis dans l'abrutissement, ou servant de gladiateurs dans les jeux de César. Il en est de même en Russie, moins le sang des Fabius et des Scipion. Il y a bien dans les deux cas des hommes divisés en sénateurs, patriciens et peuple; mais tous, depuis le haut jusqu'au bas de l'échelle sociale, portent une âme basse et corrompue, incapable de résister à la force, incapable de sentir sa dignité humaine et assujettie fatalement à celui qui ordonne, qu'il s'appelle César ou tribun, pourvu qu'il possède la force. Le corps social est une masse inerte galvanisée par la volonté du souverain, et dans ses veines gonflées le sang de vie est remplacé par l'or vénal, qui corrompt toutes les fibres et tous les muscles de l'organisme. Il y a, certes, des exceptions, et de nobles exceptions en Russie, mais, en général, il faut reconnaître, avec beaucoup de penseurs russes, que l'individu, cet élément premier de la société de l'Occident, n'existe pas dans ce pays. Les uns, comme l'école doctrinaire, songent à le reconstituer en prononçant timidement le principe de l'indépendance de la conscience à l'égard de l'Etat; les autres, comme le fait l'école

radicale, s'en consolent en le remplaçant par la commune. Mais tous avouent que le chrétien libre, l'homme fort, tel qu'il existe en Occident, ne se trouve pas dans leur pays ; or, il n'y a pas de plus terrible symptôme de la dissolution d'une société.

S'il y a des points de ressemblance entre la société russe et celle de la Rome des Césars, il y a pourtant une différence qu'il est juste de signaler. Quoique branche détachée du tronc chrétien, la société russe a pourtant tiré du christianisme une force que n'avait pas celle de Rome : la force de sentir son mal. De là vient ce mouvement intérieur qui, ayant longtemps couvé dans le silence, a fini par éclater au grand jour après la mort de Nicolas. Quand la guerre de Crimée eut ouvert les yeux de tous sur la faiblesse réelle de la Russie, la seule compensation que les Russes avaient cru retirer de leur esclavage, la puissance au dehors se trouva être illusoire. Gouvernement et nation reconnurent qu'il fallait abdiquer, ou restaurer et élargir les sources vitales de la force nationale ; et ce n'est pas être téméraire que de dire, que ce qui excita l'envie en Russie, ce fut la puissance des nations occidentales beaucoup plus que leur liberté. La France leur avait paru plus forte que l'Angleterre, c'est donc vers la France que se tournèrent toutes leurs sympathies, et il est probable que si les Cosaques avaient abreuvé leurs chevaux dans la Seine, il eût été possible à Alexandre II de maintenir en réalité ce que ses pères avaient fait. Mais le sort des armes en décida autrement, et, à défaut de puissance, le tsar dut promettre des réformes. Ce mot donna l'impulsion aux esprits déjà ébranlés, et il se produisit un

mouvement intérieur, qui est devenu pour le gouvernement russe une source de graves embarras.

On en connaît les péripéties ; la presse occidentale les a attentivement suivies et la *Revue des Deux-Mondes* en particulier en a donné un tableau aussi vrai que profond. Il importe ici seulement de préciser la nature de ce mouvement, la direction de ce torrent que rien désormais ne saurait arrêter. Aussi, nous bornons-nous à présenter la question d'un point de vue plus général.

Le mouvement russe est foncièrement radical, social et révolutionnaire, dans la plus large acception du mot. On a pu le deviner par tout ce qui précède, et il est facile de se convaincre qu'il n'en saurait être autrement. Tout coïncide à lui donner ce caractère, et on ne voit pas trop ce qui pourrait l'empêcher de poursuivre cette direction jusqu'au bout. Quand un état social s'est maintenu comme en Russie *uniquement* par la force de compression, il n'y a que cette force seule qui puisse le maintenir. Si elle vient à tomber, à chanceler seulement, on peut prédire la chûte prochaine et inévitable de cet état social, à moins que cette force de compression extérieure n'arrive à être remplacée par une force de cohésion intérieure. Mais, en supposant que celle-ci existe, de quoi servira-t-elle si les parties qu'elle doit relier n'ont point de solidité intrinsèque ? De quoi sert la force de cohésion que les Russes attribuent à leur principe communal et fédératif, s'il n'y a point dans l'homme quelque principe moral qui soit inaltérable et sûr ? Un tel édifice ressemblerait à un mur fait avec de bon ciment et une pierre qui tomberait en poussière. Or, la condition morale de l'homme étant en Russie la plus grave et la plus

terrible cause de la dissolution de la société, ce n'est pas dans l'homme qu'il faut aller chercher un élément de résistance au torrent révolutionnaire.

Ce n'est pas davantage dans un parti quelconque. D'abord il n'y en a pas en Russie, car on ne peut appeler de ce nom des partis qui se disputent l'influence, sans trop différer sur le but et les moyens, comme ce qu'on appelle le parti russe et le parti allemand. Il y a en Russie des hommes qui soutiennent le gouvernement parce qu'il est le plus fort et le plus riche, et qu'à son tour il les soutient. Il y en a qui le haïssent, car ils ont à s'en plaindre ; mais de partis politiques dans le sens occidental du mot, il n'y en a point ; les Russes eux-mêmes le reconnaissent (1). On pourrait répondre peut-être que le pays n'ayant joui d'aucune vie politique, les partis n'ont pas eu le temps de se former. Mais on ne voit pas trop de quels éléments pourrait se former, en Russie, un parti qui présente quelque résistance à la Révolution. — L'expérience a suffisamment démontré que l'absolutisme est impuissant à combattre la Révolution. Il est certainement des moments où la force a un rôle prépondérant à jouer, mais il suffit qu'elle fasse durer son régime pour engendrer la Révolution au lieu de l'abattre. La seule chose qui puisse la combattre et la vaincre c'est la liberté, modérée bien entendu et mesurée à la taille des peuples, cette liberté qui conserve tout en aimant le progrès, celle qui peut vivre après s'être imposé un frein. Ce qui garantit la société occidentale des victoires trop constantes de la Révolution, c'est l'existence

(1) Le *Jour.*

d'un grand parti libéral et conservateur à la fois. Or, et ce fait est digne de toute l'attention du lecteur, car c'est un des plus graves symptômes du mal qui ronge la Russie, *il n'y a point de place dans la société Russe pour l'existence d'un parti libéral, modéré et conservateur.* Et cela pour deux causes. La première est qu'il n'y a point de classe, d'ordre ou de sphère sociale dans laquelle un parti comme celui-là puisse trouver un appui. Il faut en effet, pour rendre possible l'existence d'un parti libéral et modéré, qu'il puisse être basé, ancré en quelque sorte sur un fond sûr, et il n'y a qu'une classe, dans le sens moderne et large de ce mot, il n'y a qu'un organe vivant de la nation, animé d'intérêts communs et de traditions libérales, qui puisse lui offrir ce fond ; et il n'existe en Russie, comme je crois l'avoir démontré, ni classe qui soit organe vivant, puisque l'organisme social est pulvérisé et inerte (1), ni tradition libérale d'aucune sorte quoiqu'en disent certains écrivains qui en cherchent des traces dans l'histoire russe, comme ces victimes du feu, qui viennent le lendemain de l'incendie chercher quelques débris dans les cendres.

La seconde cause, pour laquelle l'existence d'un parti libéral et conservateur à la fois, est impossible, c'est qu'à part les éléments premiers de l'ordre social, tels que la famille et la propriété, il n'y a rien à conserver, ce qui fait

(1) Ce n'est pas la noblesse russe, certes, qui pourrait prétendre à ce rôle. Elle n'a jamais été en Russie qu'une distinction sociale mais nullement un corps. « Il serait absurde, dit M. Hertzen avec beaucoup de vérité, de chercher une unité quelconque dans une classe qui renferme, à partir des soldats, des clercs et des fils de prêtres, jusqu'à des propriétaires de centaines de mille de paysans. » Cela ne serait pas à la rigueur un empêchement à l'unité, mais ce qui en est un, c'est que cette classe n'a ni traditions ni esprit commun, ni idée qu'elle représente.

la partie trop belle aux ultra-radicaux. Il y a, je le sais bien, des aristocrates russes, serviteurs bruyants du trône et soi-disant libéraux ; mais leur libéralisme sans principes, gonflé de phrases et de faussetés, est de la même espèce que celui dont le *Nord* fait école à Paris, si l'on peut appeler de ce nom un si vil trafic de la vérité. C'est assez dire qu'en principe leur libéralisme ne diffère guère de celui des révolutionnaires. A part ces quelques exceptions aristocratiques que la Russie fait briller dans les capitales de l'Occident pour faire parade de sa civilisation, le reste de la nation est voué, corps et âme, à des idées de liberté qui se préparent très-sérieusement à faire leur entrée dans la vie réelle par la destruction impitoyable et générale de tout ce qui existe.

Il résulte de tout ce qui précède, que la société russe est profondément mécontente de son état actuel, qu'elle aspire sérieusement à le changer de fond en comble, et qu'elle ne s'arrêtera devant aucun moyen pour y parvenir, car elle n'a dans son sein ni un principe moral, ni un organisme quelconque qui puissent poser des bornes à ce qu'elle regardera comme nécessaire pour parvenir à son but.

VI

LE GOUVERNEMENT RUSSE INSTRUMENT OBLIGÉ DE LA RÉVOLUTION SOCIALE.

Mais, dira-t-on, s'il ne se trouve ni dans l'individu, ni dans la société, une force capable de poser de justes limites au mouvement qui se produit en Russie, le gouvernement, cette puissante machine administrative, ne saurait-il le faire pour détourner le danger, puisqu'évidemment il doit le connaître ? A défaut de force morale, la force physique ne pourrait-elle pas se charger de sauver la société en Russie ? Cherchons quelque lumière sur ce point dans l'attitude du gouvernement vis-à-vis du péril qui le menace.

Le rôle du gouvernement russe dans cette circonstance est plutôt passif qu'actif. Le mouvement se produit d'une manière insaisissable. Sa nature est toute morale et c'est-là ce qui embarrasse le gouvernement. Un pouvoir de fait appuyé sur la force matérielle réprime facilement toute manifestation qui lui déplaît lorsqu'elle se traduit en ac-

tions, il est impuissant contre l'agitation morale quelle qu'elle soit. Les événements de Varsovie l'ont surabondamment prouvé il y a deux ans, et c'est à cause de cela que le gouvernement russe désirait si fort transporter la lutte dans la sphère matérielle où il vit et commande. Il en est de même en Russie. Le pouvoir y voit bien des courants d'idées qui se croisent, des mécontentements qui couvent, des armées invisibles qui s'organisent pour la lutte ; il voit bien qu'un certain esprit se réveille qui sera un jour, bientôt peut-être, la source de graves dangers ; mais tout ce mouvement est concentré dans la sphère morale, immatérielle, impondérable, invisible par conséquent pour sa police, insaisissable pour ses gendarmes. Voilà la raison de ces hésitations, de ces sévérités suivies de pardon, de ces avances et de ces retours subits, de ces mille contradictions que l'on a plus d'une fois eu l'occasion de signaler. Ce que le gouvernement sait désormais, c'est que le retour au temps de Nicolas est devenu impossible. Il a voulu conserver son système sans sa méthode d'application, et en cela il s'est gravement trompé : — le système et la méthode ne faisaient qu'un.

Le gouvernement russe est donc impuissant contre le progrès d'un mouvement qui n'est pas encore arrivé à se manifester dans sa sphère à lui, c'est-à-dire dans l'ordre des choses matérielles. D'un autre côté, si, comme nous en avons le droit, nous mettons sur son compte tout ce qui se produit dans le domaine des faits, nous pouvons affirmer que ce gouvernement concourt lui-même, travaille de ses propres mains à la fin qu'il doit le plus redouter. En effet, depuis l'avènement de l'empereur Alexandre, la Russie subit,

de l'assentiment du pouvoir, puisqu'il ne peut ni ne veut s'y opposer, l'attaque des idées révolutionnaires de deux côtés à la fois : dans les basses et dans les hautes régions de la société ; en bas par l'émancipation, en haut par l'éducation publique et la presse.

La préparation de la volumineuse loi de l'émancipation a subi, comme tout sous le règne actuel, plusieurs phases contradictoires ; aussi porte-t-elle les traces des tiraillements en sens divers qui se produisirent au sein du *comité de rédaction*. Quoiqu'il en soit, il est juste d'avouer, qu'en y mettant la dernière main, on a pris à tâche d'en faire disparaître ce qui pouvait léser le droit des propriétaires, du moins quant à la forme ; cela n'a pas empêché que l'application n'en ait été fort pernicieuse pour l'idée que le peuple se fait du principe de la propriété. En touchant à la propriété privée d'une manière quelconque, on ébranlait dans le peuple les principes très-affaiblis déjà qui ont cours chez lui sur cette matière. Jusqu'ici le paysan russe exprimait ses idées sur la propriété du sol, par cette phrase connue : nous sommes au seigneur, mais la terre est à nous ; à présent la nouvelle loi a confirmé, a éveillé partout où elle n'existait pas, cette idée du *droit à la terre*, idée qui peut plaire, je le conçois, aux révolutionnaires russes, mais qui n'est au fond que l'idée du *droit au travail*, dégagée de phrases et présentée dans sa sauvage crudité. Ce n'est pas assurément qu'il n'ait point fallu toucher d'une certaine manière à cette question de la propriété ; mais le gouvernement, pour la résoudre, s'est peut-être trop placé au point de vue d'un publiciste de la même nation, qui me disait dernièrement : « Notre peuple croit avoir droit à la terre. Je ne

sais trop quel est ce droit, et je ne m'en inquiète guère; mais je dis: *il croit l'avoir, donc il l'a.* » En somme, le peuple russe est, dès à présent, grâce à la manière dont l'émancipation est appliquée, et plus qu'il ne l'a jamais été, un terrain admirablement préparé pour la propagande socialiste et révolutionnaire.

Mais l'attaque que les classes élevées de la société subissent de la part des idées révolutionnaires par la voie de l'éducation et de la presse est beaucoup plus dangereuse, parce qu'elle porte sur un côté plus vulnérable que ne sauraient l'être des masses illettrées. La direction que suivent les lumières en Russie ne date pas d'hier, elle a existé pendant tout le règne de Nicolas, et même bien avant. Comme le prédisait Joseph de Maistre dans un Mémoire adressé au comte Razoumoffski, l'instruction publique est devenue en Russie le foyer où s'allument les passions subversives, et où naissent les germes des bouleversements de l'avenir. Dans un pays où les forces vives de la société sont trop faibles pour pouvoir produire d'elles-mêmes cet être moral qui est le type de l'homme dans la haute acception de ce mot; dans un pays où la religion n'est qu'un maillot pour les faibles, et les principes religieux — des langes dont la raison débarrasse les forts; dans un tel pays, il n'y avait, certes, rien de plus dangereux que l'introduction d'un système d'éducation universitaire basé principalement sur la philosophie allemande. C'est pourtant là ce que l'on a fait. Durant le règne de Nicolas qui haïssait les universités, car il y voyait germer un danger pour l'avenir, le système de compression des idées fut jusqu'à un certain point efficace, dans ce sens qu'on les

força de couver sous la cendre sans produire de flammes au dehors. L'empereur Alexandre, ou plutôt la fin du règne de Nicolas, y amena un changement que l'on attribua, comme c'en était le mot d'ordre, au libéralisme et aux intentions bienveillantes du nouveau souverain. La langue des professeurs fut déliée. L'enseignement universitaire devint dès lors la source d'idées nouvelles, à la quelle venait s'abreuver une jeunesse nombreuse et avide de lumières. Des cours publics furent introduits, et les auditeurs y entendaient énoncer des principes dont la nouveauté et la hardiesse les charmait ; on se croyait en pays libre. Cependant le gouvernement s'aperçut du mal, et il essaya de le conjurer à sa manière : il confia le ministère à un homme connu pour sa dévotion orthodoxe, à l'amiral Poutiatine ; il déporta des professeurs et réforma les conditions de l'inscription universitaire, — et fut surpris de trouver de la résistance de la part des étudiants. On connaît assez les événements embrouillés de cette lutte et de ces embarras : rigueurs et faiblesses, changement de personnel, fermeture des cours, suspension ou déportation des professeurs, tels furent les moyens dont le gouvernement essaya tour à tour. Il croyait enfin avoir eu raison de ces résistances, lorsque les sinistres lueurs des incendies de Pétersbourg vinrent le rappeler à la réalité de la situation. Le silence a couvert les enquêtes qui suivirent, mais il y eut plusieurs faits qui éclairèrent le public sur les sources du danger. On arrêta des étudiants, voire même des séminaristes, on ferma les cours publics et les écoles du dimanche, on suspendit plusieurs journaux, et l'affaire en resta là. Mais ces indices suffisent pour donner une idée de ce qui se prépare

dans les universités russes. Quant à la presse, elle a profité de la respiration un peu plus libre qu'on lui a accordée pour jouer, dans la partie plus âgée du public, le rôle que jouaient les écoles parmi la jeunesse. Il faut ajouter qu'elle n'a de liberté que pour cela. A peu d'exceptions près, la presse russe est une chaire d'idées subversives et délétères. Il serait aisé d'en fournir les preuves, mais il m'est évidemment impossible de m'étendre davantage sur ce sujet ; je ne puis que renvoyer le lecteur aux extraits des journaux russes publiés par le *Nord*, me bornant ici à citer un fait qui est assez caractéristique pour donner la mesure de la situation des esprits. Un journal progressiste, qui s'annonçait à Moscou il y a deux ou trois ans, publiait sa profession de foi ; on y lisait à peu près ces mots : « Quant à ces prouesses chevaleresques et ces forfanteries dont on fait tant parade quelquefois, quant à ces principes de respect du passé, d'honneur national et d'obligations morales, nous en ferons grâce à nos lecteurs, etc. » Certainement, toute la presse russe n'adopterait pas ce programme, mais il est permis de douter qu'un pareil scandale osât se produire dans la presse de l'occident.

Entre la *diffusion des lumières* et *l'émancipation* qui attaquent les deux extrémités de la société viennent se placer l'administration et le clergé qui la tiennent empoignée par le milieu ; il convient d'examiner quelle peut être leur influence sur l'esprit public. Cette influence n'est que passive, mais elle est très-forte : c'est l'influence de l'exemple et du *laisser faire* pour tout ce qui ne s'oppose pas aux plans politiques du gouvernement. L'administration russe — et je n'en sépare pas le clergé, puisqu'il n'est que cette partie

de la police qui est préposée à l'oppression des consciences, — l'administration est une monstrueuse machine qui n'a pas son égale dans le monde. C'est une bureaucratie vivant en parasite sur un corps dont elle suce la sève et qu'elle hait ; c'est une organisation faite en vue de la concussion et du pillage systématique, où la communauté du crime tient lieu d'esprit de corps, où la haine et l'envie de tout ce qui la méprise est, à côté de la cupidité, le plus puissant mobile d'action. De même que les Mongols gourvernaient jadis la Russie pour en retirer un tribut et des esclaves, de même elle est gouvernée aujourd'hui. Le tsar l'afferme à son administration pour un nombre déterminé d'hommes et d'argent, qui lui donnent le moyen de méditer ses mauvais coups, tout en tenant l'Europe en respect. Le pays ainsi affermé est mis à contribution pour en retirer tout ce qui se peut retirer. On met la richesse publique en coupe réglée, on invente des entraves à toute activité commerciale, industrielle ou intellectuelle pour les lever à prix d'argent. On vend la loi, la justice, la tranquillité du foyer domestique, l'administration des sacrements ; on donne au plus offrant le moyen de piller le trésor et les particuliers ; on vend les places, les hommes et les âmes, — on vendrait l'État s'il se trouvait un acheteur. Fonctionnaires et clergé, chacun de son côté, pillent, volent et dévalisent tout ce qui se laisse faire. Puis on se met en paix avec sa conscience en répétant une plaisanterie de bureaux, qui dit que « Jésus-Christ lui-même volerait s'il n'avait les bras cloués sur la croix. » En vérité, on a horreur de retracer ces choses-là. — Mais le mouvement ne s'arrête pas aux limites des sphères officielles ; le mal déteint tout autour. Peu à peu le tourbil-

lon de la concussion et du vol entraîne ceux qui ne font pas partie de l'administration, et il se forme autour d'elle une zone d'êtres humains qui vivent de complicité dans le crime. Que dire, dans un tel état de choses, du respect de la loi et de l'autorité, des idées de justice, de la droiture des esprits ? Que dire du respect et de l'attachement que peut inspirer à l'homme un ordre social ainsi constitué ? Celui qui vit dans cette sphère, à de rares exceptions près, tombe dans l'un de ces deux dangers : — ou il se corrompt au contact du crime, ou il aspire au renversement radical d'un ordre social où le crime et la corruption ont poussé de si profondes racines qu'on ne peut plus les en détacher.

Telle est l'influence corruptrice et délétère que l'organisation de l'administration des corps et des âmes en Russie exerce sur les esprits; et remarquez que c'est un état de choses irrémédiable, que le gouvernement a plusieurs fois essayé de mettre des entraves à la concussion, et qu'il s'est montré impuissant. Ce ne sont ni les mesures de sévérité, ni l'augmentation des pensions qui peuvent atteindre et détruire la concussion ; car la sévérité appliquée à des coupables par des coupables est un bien faible moyen, et c'est un fait prouvé que le fonctionnaire ne vole pas pour vivre, mais pour vivre dans le luxe. Non, le mal est plus profond, car il est dans l'homme. Pour l'atteindre, il faut réformer l'homme, il faut l'initier en Russie au secret qui fait sa force dans l'occident européen, il faut lui refaire une âme. Hors de là point de salut.

VII

ALLIANCE INÉVITABLE DE LA RUSSIE AVEC LA RÉVOLUTION.

Mais il est temps de s'arrêter. On pourrait citer encore bien des faits et bien des témoignages. On pourrait rappeler les circulaires des Nazimoff, des Wasil-tchikoff, des Mouchanoff, les excitations à la haine mutuelle des classes, la défiance entretenue entre paysans et propriétaires, la guerre servile avec toutes ses horreurs suspendue sans cesse sur le pays pour le dominer par la terreur. On pourrait retracer une chaîne non interrompue de droits violés, de principes méconnus, de sang innocent répandu depuis les massacres d'Ukraine et de Praga dans le siècle passé jusqu'à ceux de Varsovie, de Tomaszow, de Miechow et tant d'autres, exécutés sous nos yeux. On pourrait se servir avec avantage de tout cela pour prouver que la Russie n'a jamais reculé devant le choix des moyens pour parvenir à son but, — mais les prémisses posées sont plus que suffisantes. Elles me paraissent irrécusables, et il ne nous reste

plus qu'à en tirer les conséquences. Il est donc inutile d'insister davantage sur ce qui me semble suffisamment établi par tout ce qui précède, à savoir : *qu'une révolution de la plus grave nature approche pour l'empire de Russie; que cette révolution paraît devoir être plus terrible et plus radicale que tout ce que l'histoire présente d'analogue : et que ni la force matérielle du gouvernement, ni la force morale de la société ou de l'individu ne sont capables d'en détourner le courant, ni de modérer sa fureur.*

Ces prémisses posées, il reste à en déduire la conséquence qui se présente désormais toute seule à l'esprit du lecteur. Tout en Russie converge vers le même but, les paroles et les événements, les principes les plus opposés, l'esprit du gouvernement et l'esprit du peuple, les actes des révolutionnaires et les actes de ceux qui les combattent : tout en un mot depuis le tsar Alexandre jusqu'à M. Hertzen. Une telle et si fatale unanimité d'efforts les plus divergents ne peut manquer d'atteindre le but, qu'il soit connu ou inconnu des acteurs ; et le but sera atteint. La Russie deviendra tôt ou tard, mais très-prochainement sans doute, le principal, sinon l'unique point d'appui, le foyer central de la révolution sociale en Europe. La Russie sera bientôt la principale arène, le camp retranché de la Révolution. C'est là que dans un avenir qui projette déjà ses ombres sur le présent, c'est là que la révolution démocratique et sociale choisira sa demeure pour s'élancer de là sur l'Europe. Et l'Europe qui résiste tant bien que mal aux attaques non combinées encore de la Révolution et de la puissance russe, — si elle ne se sauve par son propre effort, l'Europe sera amenée un jour, de complaisances en com-

plaisances, à baiser la main fangeuse et sanglante du *Cosaque-révolutionnaire.*

Oui, on ne saurait se lasser de le dire, car il faut, au moins, que les avertissements n'aient pas manqué au monde civilisé, il se prépare une monstrueuse, une terrible alliance entre la Russie et la Révolution, alliance inévitable, car elle gît dans la nature des choses. Elle arrive comme viennent les grands châtiments du ciel, à l'insu du monde, malgré sa quiétude, malgré beaucoup d'entre ceux, qui, par leurs actes aveugles, contribuent sans le savoir au succès de l'œuvre. Elle arrive, fatalement et irrévocablement poussée par la force des choses, comme viennent les puissances aveugles et les inanimées. Elle jette déjà dans le feu et le sang de la Pologne les fondements des « ouvrages avancés » d'où elle pourra, comme d'un inaccessible nid de vautour, fondre impunément sur l'Europe.

« En Russie, dit M. Hertzen (page 131), derrière l'état visible il n'y a pas d'état invisible, qui ne soit que l'apothéose, la transfiguration de l'ordre des choses existant, il n'y a pas d'idéal impossible qui ne coïncide jamais avec la réalité, tout en la promettant toujours. *Il n'y a rien* derrière les palissades où une force supérieure nous tient en état de siége. *La possibilité d'une révolution en Russie se réduit à une question de force matérielle.* C'est ce qui fait de ce pays, sans les autres causes que nous avons mentionnées, *le sol le mieux préparé pour une régénération sociale.* » La Russie est une puissance révolutionnaire, puisqu'il n'y a en elle point de base pour fonder une sage liberté, et que le despotisme des tsars est en même temps devenu impossible. Le tsarisme, basé sur l'oppression et la corrup-

tion, se maintenait jusqu'à ce jour par la force brutale; tous les rouages de cette machine étaient homogènes, tous étaient composés de corruption et de force matérielle. Le jour où l'on a essayé de changer quelques-uns de ces rouages par d'autres, où l'élément de la force faisait place à une lueur de justice, tout le mécanisme devait se détraquer. C'est ce qui est arrivé avec l'avénement d'Alexandre II, qui croyait des réformes quelconques compatibles avec le maintien du vieux système. On pouvait bien essayer de perfectionner le despotisme, mais il était absurde d'enter sur lui la plus petite liberté. Quand l'esprit de liberté s'est fait jour quelque part, il est impossible de le faire reculer; il avance, il s'étend, il pénètre, il inonde, il finit par noyer ceux qui veulent l'arrêter; et l'esprit de liberté a gagné la Russie. Or, la seule, l'unique forme que la liberté puisse prendre en Russie, c'est celle d'une licence révolutionnaire, parce que, comme il a été dit, pour contenir la liberté sage il faut un vase de matière dure et impénétrable, il faut une forte constitution de l'individu moral; il faut, de plus, une base dans les traditions de la société ou de telle classe de la société, — et c'est en vain qu'on chercherait ces éléments en Russie. Ce qui a rendu possible l'existence de la monarchie chrétienne, ce qui rend possible l'existence de tout pouvoir dans une société vraiment chrétienne, c'est le contrepoids que ce pouvoir a toujours rencontré dans l'âme du chrétien, c'est l'existence de cette barrière infranchissable que la religion avait élevée dans l'homme autour de la loi morale. Comme d'un autre côté, ce qui a maintenu l'existence de cette barrière opposée aux envahissements du pouvoir, c'est le fait de la

séparation de l'État d'avec l'Église, et la condition indépendante de cette dernière. Voilà pourquoi l'indépendance de l'Église est et sera toujours la première garantie de la liberté du monde. Or, en Russie, l'Église est depuis longtemps sujette, et, fille de l'Église de Byzance après sa chute, elle n'a même pas de traditions d'indépendance; voilà pourquoi aussi elle n'a rien su créer ni maintenir dans les âmes qui puisse servir de contrepoids au despotisme et de barrière à l'anarchie. Et si les effets subsistent aussi longtemps que dureront les causes, on ne peut prévoir le règne de la vraie liberté en Russie, et l'entrée de cet immense empire dans les voies de la véritable civilisation qu'à la suite d'une grande révolution religieuse. Hors de là, il n'y a de salut contre l'anarchie que dans la force brutale. Aussi est-ce une chose certaine que tous les régimes qui s'élèveront en Russie s'y maintiendront par la force : si à la place du gouvernement despotique on veut donner une constitution à ce pays, on ne la maintiendra que par la force ; si, à la suite d'un bouleversement social, surgit une république fédérative ou unitaire, il n'y aura encore de choix pour elle, qu'entre la force et l'anarchie. Il n'y a pas là d'éléments conservateurs, — « c'est une question de force matérielle. » Chose triste à dire ! il y a un empire qui occupe le tiers de l'Europe, un peuple entier, qui est fatalement voué à la force, comme on était voué dans le paganisme aux divinités infernales. Et comment pourrait-il en être autrement, puisque l'idéal des révolutionnaires russes est une société composée de populace avec quelque comité de salut public à la tête, et que cet idéal se trouve être celui des hommes les plus intéressés au maintien de l'ordre, comme le prouve ce mot

qui échappa un jour en plein conseil, au grand-duc Constantin, le gouverneur actuel de la Pologne : « Il n'est pas besoin de noblesse en Russie, *il n'y faut qu'un tsar et des paysans.* (*Tsar i mougiki*). » Princes et démagogues, tous n'ont qu'une même manière de concevoir l'ordre social, et c'est précisément la manière barbare et payenne de l'antiquité : des hommes alignés comme des chiffres sous un pouvoir qui personnifie la force. C'est pour s'être placé à ce point de vue, que l'autocratie des tsars est arrivée à une impasse que M. Hertzen signalait avec tant de perspicacité, il y a dix ans de cela, quand il écrivait ces mots : « Le gouvernement russe, après avoir travaillé vingt ans, est parvenu à *allier d'une manière indissoluble la Russie à l'Europe révolutionnaire.* »

Je me suis étendu sur ce sujet, plus peut-être que ne le permet le cadre restreint de cet écrit, d'abord parce que parmi les questions qui agitent l'Europe, il n'y en a pas de plus grave que celle qui concerne la gravitation et l'avenir de la Révolution cosmopolite et sociale, et ensuite pour ce motif, que la Russie est considérée par beaucoup de gens comme le champion incorruptible de l'ordre. La Sainte-Alliance et les événements de 1848 lui firent cette réputation, et il n'y en a pas de plus usurpée. J'ai essayé de le démontrer par l'état actuel des choses, il serait aisé d'en trouver de nouvelles preuves dans l'histoire. Le passé d'un peuple, comme celui d'un homme, répond de son caractère et de ses dispositions futures ; et le passé de la Russie vient corroborer l'opinion que j'en ai émise ; il n'est pas jusqu'à son origine, qui ne soit de telle nature, qu'il a fallu à l'histoire officielle toute son ha-

bileté et tout l'appui de la police impériale pour la cacher.

Au risque d'être taxé de mysticisme, j'avoue partager l'idée émise par je ne sais quel penseur, que l'origine des états, historique ou légendaire, a toujours quelque corrélation mystérieuse avec le caractère, la mission, la conduite future des peuples qui viennent à la vie. On dirait que l'avenir se reflète tout entier dans ce moment suprême. Ainsi cette louve romaine qui nourrit Romulus de son lait féroce et ces origines violentes de la ville impériale sont, on le dirait, des présages de ses instincts carnassiers et sauvages. Ainsi Clovis, devenant chrétien sur le champ de bataille et offrant à Dieu l'épée de la France, semble être le type de cette nation dont on put appeler les hauts faits : « Gesta Dei per Francos.» Ainsi en est-il de beaucoup d'autres, mais rien ne paraît aussi expressif sous ce rapport que l'origine réelle de l'empire de Russie. Ce ne sont ni des anges qui viennent, comme en Pologne, offrir la couronne à un simple laboureur, chef de la dynastie des Piasts, en récompense de sa vertu et de son hospitalité, ni des héros sauvant leurs concitoyens de quelque calamité; non, c'est quelque chose de tout différent; et d'abord, ce n'est pas une légende, c'est de l'histoire. On sait sans doute, que le millénium, célébré l'an passé à Nowgorod, est une imposture officielle, et qu'il n'y a pas plus de lien entre l'État russe de Kieff qui commença à Oleg et se fondit dans la Pologne après avoir été détruit par les Mongols, et le duché de Moscovie qui donna naissance à l'empire des tsars, qu'il n'y a de relation entre la Normandie et l'Angleterre. L'histoire réelle de l'empire de Russie commence au moment où, après la soumission au joug

Mongol de tous les pays situés entre le Dnieper et l'Oural, le duc de Moscou devint grand-duc suzerain de tous les duchés russes subjugués par les Tatares. Tous les princes vaincus furent obligés d'aller prêter serment d'allégeance au grand-khan dans la Horde-dorée. Alors celui-ci, voulant jeter les bases de leur servitude dans leurs propres âmes, leur ordonna de se prosterner devant une idole. — Malgré les prières des siens, malgré les promesses du khan, Michel, duc de Tchernigoff, refusa noblement et eut la tête tranchée. Mais Georges, duc de Moscou, n'imita pas son exemple. La crainte de la mort, l'appât de la récompense ébranlèrent son âme vénale ; il se prosterna, et, de même que les princes de l'Occident recevaient alors la royauté des mains du pape, lui reçut des mains du khan tartare l'investiture au grand-duché et à la supériorité sur les autres princes. Ce ne fut même pas une apostasie, ce fut quelque chose de plus bas encore : ce fut un mensonge, et ce mensonge donna naissance à l'empire des tsars.

Depuis lors, rien ne démentit cette origine. Tantôt c'est Alexandre Newski, un saint de l'église russe, qui s'allie aux Mongols pour détruire la grande Nowgorod ; tantôt c'est Ivan le Terrible qui massacre son peuple et le livre aux chiens, peut-être par dégoût byronien de la nature humaine, comme l'explique un récent écrivain russe pour le réhabiliter ; tantôt c'est Pierre qui abâtardit son peuple et tue son propre fils ; c'est Elisabeth et Catherine, c'est Paul et Nicolas *d'impérissable mémoire*, comme l'a fait appeler son héritier ; et tant d'autres encore, tous sans respect du droit, tous animés de l'esprit de rapine, tous violents, sanguinaires et despotes ; couvant leurs projets

audacieux et barbares sous la plus astucieuse des politiques, se les transmettant de père en fils, pour ne les faire paraître qu'au bon moment ; tous souples et faux, arrogants envers le faible et lâches vis à vis du fort ; tous enfin ne connaissant d'autre loi, d'autre règle, d'autre morale, que celle de leur impériale fantaisie. « Vous parlez toujours de principes, disait Alexandre Ier à Talleyrand pendant le congrès de Vienne. Votre loi publique n'est rien pour moi ; je ne sais pas ce que c'est. Quelle valeur pensez-vous que j'attache à vos parchemins et à vos traités ? »

Et c'était le plus juste des tsars.

VIII

LA RUSSIE FLÉAU DE DIEU. — LE PANSLAVISME RÉVOLUTIONNAIRE.

Qu'est-ce donc que la Russie ? Il est grand temps que l'Europe se pose cette question pour y chercher une réponse sérieuse. C'est une première règle en politique que de bien savoir à qui l'on a affaire, et on s'est trop longtemps fait sur ce point des illusions dangereuses. On juge la Russie en Occident en se plaçant au point de vue occidental. On voit un pays, un pouvoir, un budget, une armée, une flotte, des voyageurs princiers et délicats, et l'on croit qu'il y a là ce que dans le sens occidental des mots on appelle une société, un gouvernement, un État. Or rien de tout cela n'est vrai ; ou plutôt, il y a des formes, il n'y a point de fond. *La Russie n'est pas un État*, dans le sens occidental de ce mot. En Europe, l'État est une forme extérieure de la société qui se résume dans un gouvernement régulier, et qui a pour but l'augmentation du bien être moral et matériel de la société. En Russie, l'État est la

forme subie par une agglomération d'hommes, concentrée dans un pouvoir, qui a pour but non l'action intérieure, mais extérieure, non la paix et le progrès, mais la guerre et l'envahissement. On croit généralement que la Russie, ayant changé de souverain, a changé de politique. Les simples et les stipendiés admirent à l'envi des réformes accomplies pour la plupart sur le papier, et ne devant ou ne pouvant jamais être exécutées. Réformes administratives et judiciaires, réformes financières, réformes de l'éducation, réforme du servage, rien n'y manque. Or toutes, sans en excepter cette réforme du servage qui est la seule réelle et dont on tresse pour le tsar de si belles couronnes de libéralisme dans les Parlements, toutes n'ont été entreprises que pour remédier à la faiblesse extérieure de la Russie, devoilée par la guerre d'Orient. Il s'agit bien là de progrès et de bien-être du peuple. Une liberté que l'on introduit en fouettant à mort les libérés, sans qu'il y ait faute ni jugement, n'est pas une vraie liberté. Un pays qui manque de toute espèce d'institutions de crédit et de voies de communication, et auquel on refuse la permission d'en instituer ou d'en construire à ses frais, risques et périls, n'est pas un pays dont le bien-être soit la préoccupation des gouvernants. Un pays où l'on empoisonne sciemment les jeunes générations avec une instruction publique sans principes, n'est pas celui qui pourrait se croire protégé dans ses intérêts moraux. Dans ce pays-là, on perçoit les impôts, on construit des routes stratégiques, on restaure le crédit de l'État, on lève des recrues et on les arme avec des carabines perfectionnées, — mais tout le progrès s'arrête là. La nation

y est livrée aux exactions d'une bureaucratie corrompue, haineuse et avide, l'état de paix y consiste en un pillage organisé, et une déportation réglée ; l'état de guerre c'est le meurtre, le viol, le pillage, et l'incendie, comme on les pratique maintenant en Pologne avec l'espoir de mériter la reconnaissance du tsar.

Non, encore une fois, la Russie n'est pas un État. C'est une immense et monstrueuse machine d'oppression et de guerre qu'on est en train de restaurer afin de la faire mieux fonctionner, et rien de plus. L'esprit qui anime cette machine est un esprit d'envahissement. Dans quel but, se demandera-t-on? Et dans quel but Pyrrhus guerroya-t-il? Dans quel but Rome faisait-elle des conquêtes? Dans le but peut-être de conserver ses conquêtes antérieures, comme on étaye le mensonge par le mensonge. Je n'en sais rien, mais il y a des fatalités de position, il y a des entraînements irrésistibles que la Providence inflige à certains peuples pour l'épreuve ou le châtiment des autres. Attila s'en rendait bien compte quand il se disait être le fléau de Dieu. Nicolas, chef de la Sainte-Alliance, pénétré de haine et de mépris pour le monde civilisé, et appuyé sur son million de bayonnettes, se croyait, lui aussi, le fléau de Dieu. Mais, dira-t-on peut-être, Nicolas fut une exception, un sombre accident dans la vie de la Russie. Eh bien! non ; Nicolas comprenait parfaitement qu'il faut à toute nation un grand but extérieur et il s'associait intimement aux instincts de son peuple quand il lui indiquait *le monde à châtier*. Ces instincts sont vagues encore et indéterminés, mais ils occupent seuls la place que leur accorde l'esprit public dans son sein : ils se développeront

sans empêchement. Oui, il faut qu'on le sache bien, il y a en Europe tout un peuple qui caresse dès aujourd'hui ces idées et s'en fait un drapeau pour sa mission dans le monde. Ce n'est plus quelque tyran isolé, c'est un peuple entier dont on élève le cœur en lui enseignant qu'il est destiné à devenir le fléau de Dieu, en lui posant cette idée comme un idéal à atteindre. N'y a-t-il pas là quelque chose de terrible et de saisissant, et qui pourtant n'a rien que de très-naturel, quand on connaît la Russie ? Un peuple nombreux a toujours une certaine force d'expansion à laquelle il doit donner un but, et la Russie ne peut avoir, vis à vis de l'Europe, que celui que nous signalons, car elle n'a pas d'idée civilisatrice à porter en Occident ; et, c'est, malgré tout, l'Occident qui est son point de mire. Aussi y a-t-il dans ce pays une opinion très-populaire parmi les patriotes ardents, les *Slaves* par excellence, c'est que leur race est destinée à punir le monde civilisé, et c'est là un indice qu'il convient de ne pas négliger.

En effet, on est souvent porté à croire, quand on admet l'éventualité d'une révolution radicale en Russie, que l'objet de cette révolution sera le renversement des abus intérieurs, et qu'elle n'aura pas d'objet extérieur. C'est une erreur profonde et dangereuse. D'abord on peut être certain que la révolution qui menace la Russie aura ce caractère cosmopolite et social que l'on reconnaît dans le parti révolutionnaire en Europe. Cela seul pourrait donner des soupçons. Je sais bien, il est vrai, que les révolutionnaires russes n'affichent pour le moment d'autres prétentions que celle de vivre sous leur régime communal et fédératif ; il est parfaitement vrai qu'ils se font bien petits pour le mo-

ment. Mais il n'en a pas toujours été ainsi, et je pense que ce n'est pour eux-mêmes qu'une illusion passagère, qu'ils devront abandonner une fois qu'ils seront à l'œuvre. M. Hertzen n'a été définitivement acquis à la cause polonaise, qu'il défend du reste très-loyalement, c'est justice à lui rendre, que depuis deux ans à peine, et encore ne parle-t-il d'indépendance que pour le royaume de 1815. Avant ce temps, il parlait vaguement d'indépendance et *beaucoup de fédération avec la Pologne.* M. Bakounine consent bien, il est vrai, à questionner le suffrage universel en Lithuanie et en Ukraine; mais, ajoute-t-il dans sa lettre récente à Mieroslawski, « nous ne donnerions pas la liberté à ces provinces pour les voir devenir la proie d'un autre. » En un mot, se trouvant sous le coup d'événements décourageants pour leur foi en la possibilité du progrès par la Russie, les révolutionnaires russes consentent aujourd'hui à rendre la Pologne aux Polonais, sauf à conclure le lendemain une alliance dont ils indiquent déjà le but. « Quand vous serez libres, disent-ils, promettez-nous de vous unir à nous pour tirer une terrible vengeance de l'Allemagne. » Et après l'Allemagne n'y aura-t-il point de vengeances à exercer, point de frères à libérer, ceux-là du joug ottoman, ceux-ci du joug autrichien? Quand on s'y met, ce n'est pas l'ouvrage qui manque ni les torts à redresser surtout.

Telles sont les idées des Russes de l'étranger. Sont-elles partagées dans le pays? Je crois pouvoir répondre affirmativement. La révolution russe aura sa politique extérieure, et si, comme cela est probable, elle est dirigée par les passions populaires, on peut voir, dès aujourd'hui, quelle sera cette direction. Il existe en Russie deux partis

ou plutôt deux écoles, car ce ne sont pas des partis politiques à l'heure qu'il est, *l'école des Européens et celle des Slavophiles.* Les premiers se modèlent sur l'Occident, et c'était l'un d'eux qui, il y a quelque temps, proposait sérieusement au gouvernement de sauver la Russie, en créant une *noblesse politique* et en *organisant des partis* à l'instar des partis politiques de l'Angleterre. Les slavophiles sont évidemment les plus nombreux ; ils parlent aux passions nationales, à la haine de l'étranger, si puissante chez les Russes : il est évident que l'avenir est pour eux. Ils rejettent toute imitation de l'Occident, et prétendent ne vouloir se réformer que sur des bases historiques. Or, ce mot n'a pas le sens conservateur qu'on lui attribue à l'Occident : la base historique, c'est le bon plaisir populaire considéré comme source du droit politique et civil (comme le droit à la terre, le droit au chauffage, etc.) ; telles du moins on les trouve expliquées dans un de leurs organes, *le Jour.* C'est donc à la coutume souvent barbare ou corrompue du peuple qu'il faudra faire plier le droit, c'est à son entendement restreint qu'il faudra mesurer la justice. Les slavophiles considèrent la race slave comme la plus pure incarnation de la nature humaine, la commune rurale russe comme l'expression par excellence du slavisme, et le paysan slave comme l'idéal de l'homme. Pour peu qu'ils soient animés de l'esprit de propagande, on voit déjà à quoi ils voudront convertir le monde. Mais ils s'en défendent très-fortement. Ils ne veulent, disent-ils, que donner à tous les Slaves la liberté d'être ce que bon leur semblera ; sauf, sans doute, à les traiter de traîtres à la patrie slave, s'ils ne veulent pas former une grande fédération,

comme ils le reprochent aux Polonais. L'unité slave, c'est leur plus chère conception politique, et ils s'adonnent avec délices à ce rêve d'une fédération d'États slaves indépendants, unis et puissants, et ayant pour frontières les Balkans, les Alpes Rhétiennes, l'Elbe, la Baltique, etc. « Alors, s'écrient-ils, que pourra l'Occident contre une telle puissance, et celle-ci, que ne pourra-t-elle contre l'Occident ? La famille des peuples latins et germains a fait son temps, disent-ils ; le jour approche où la direction du monde appartiendra à une race plus jeune, plus forte, pleine de sève et de vie. L'Occident est décrépit et vermoulu, la corruption le ronge. Il a tenté un grand effort dans la Révolution française, mais où cela a-t-il abouti, sinon au retour de l'ancien ordre de choses ? Il souffre de la plaie du paupérisme, dont il ne peut se débarrasser ; il a des préjugés historiques, des scrupules de conscience ; — le progrès ne peut plus être dans ses mains. » Et dans leur infatuation, ils se considèrent comme les héritiers d'une civilisation qui se meurt, et qu'ils sont appelés à juger et à punir du mal qu'elle a fait à l'humanité.

Tout peuple, tout grand peuple surtout, sent qu'il doit avoir quelque devoir particulier à remplir sur la terre pour l'avancement de l'homme dans la voie du bien. C'est sa raison d'être, et, de nos jours, les peuples sentent le besoin de se rendre compte de leur existence. Il n'y a rien que de légitime et de naturel dans ce sentiment à une époque où la personnalité nationale s'est développée d'une manière si prodigieuse, et où les nations cherchent, dans les mouvements de leur conscience, les bases d'une union morale qui les préserve de la décadence. Ce devoir à rem-

plir, cette mission, comme on l'appelle, les peuples européens la trouvent en consultant leur tendance présente et passée. Les Russes, les libéraux au moins, renient leur histoire : il y a pour eux comme une interruption de la vie nationale, qui date depuis Pierre I[er] jusqu'à nous. Après avoir fait table rase du passé, ils ont le champ libre pour les conceptions de la théorie. On sait le choix qu'ils ont fait. Ils ont adopté le principe de la communauté de sang, de race, comme raison décisive de l'union fédérative de tous les peuples slaves et ils se croient destinés, à cause de leur nombre, à accomplir et à dominer cette union. « Pod rouskim orlom, » sous l'aigle russe, — telle est leur devise, et il est extrêmement remarquable que les Russes, dont l'activité sociale est très-restreinte, et chez qui l'initiative individuelle existe fort peu pour les affaires de progrès intérieur, si peu que l'initiative et l'activité individuelles des Polonais les étonne et les confond ; — il est très-remarquable, dis-je, qu'ils sont très-actifs quand il s'agit de propager au dehors l'idée de la fédération slave. Pour cela il ne leur manque ni volonté, ni savoir-faire, ni argent, ni efforts, et je sais de bonne source que la propagande slave, qui mine et dissout lentement l'Autriche et l'Orient slave, se fait tout autant par les efforts individuels des slavophiles de Moscou, que par ceux du gouvernement moscovite. Or, on en conviendra, il ne suffit pas de proposer une union pour la voir s'accomplir : il faut indiquer son but. Ce but se trouve, si l'on veut, dans la nature des choses, dans la délivrance des Slaves du joug étranger ; mais après ? Après, l'union doit se dissoudre, si elle n'a pas quelque but supérieur à la conservation de la paix *à*

tout prix. Les slavophiles l'indiquent sans hésiter : c'est la domination de la race slave sur le monde, c'est le châtiment du monde pour sa corruption et son abaissement, c'est la régénération du monde par un sang jeune et vierge encore du contact d'un passé impur. Il ne faut pas trop mépriser ces idées-là ; — ce sont des idées générales, et il en faut pour les sociétés démocratiques ; ces idées leur servent de lien, de ciment et de mobile ; ensuite ces idées-là sont du nombre de celles qui ont le privilége de passionner les masses plus encore que les intérêts, témoin la lutte passionnée que soutient le peuple de l'Amérique du Nord, pour maintenir l'unité et la grandeur de l'État. Cet exemple, ainsi que d'autres qu'il serait facile de citer, prouve que les peuples, plus ambitieux encore que les princes, sont portés à sacrifier leur liberté à leur grandeur. Le peuple russe ne restera pas en arrière, lui qui est élevé dans la haine et le mépris de l'étranger, et qui donne le nom de rebelle à tous ceux avec qui son tsar « blanc, » cet Ormuzd de la religion autocratique, se trouve en guerre. Les journalistes de l'Occident ont beau lui indiquer l'Asie comme champ naturel de ses exploits; lui, le peuple russe, de son regard *recueilli* et rêveur, contemple l'Europe. Il va en Asie chercher des forces pour combattre l'Europe. Cette civilisation, cette liberté, cette force, le tente, excite son envie ; elle lui donne le vertige. Il s'ingénie à trouver quelque idée supérieure qui le rattache à l'Europe, quelque mission à remplir en Europe ; il y met en jeu son amour propre, ses penchants et ses passions. Il ne se retournera pas vers l'Asie, aussi longtemps que ses écluses seront ouvertes sur l'Europe, aussi

longtemps qu'il ne deviendra pas Européen lui-même. Et pour le devenir, il doit abdiquer, pour un temps du moins, son rôle extérieur vis-à-vis de l'Occident, ce qu'il ne fera jamais de son propre gré.

Tout cela n'est que rêves, me dira-t-on enfin, rêves maladifs même, je le veux bien, mais ces rêves remplissent la littérature, la presse, les universités ; tout ce qui se meut, tout ce qui se dit avancé les partage. Ces rêves ne sont pas nés d'hier, ils prouvent déjà une certaine persistance à vivre, puisqu'ils datent du temps où il se fit dans la littérature russe, il y a une trentaine d'années, une réaction dans le sens national contre les idées de l'Occident. Ces rêves, enfin, expriment une tendance dont il faut se garder de méconnaître la portée : ils séparent l'Europe en deux moitiés, en deux unités morales, malveillantes et hostiles l'une à l'autre, la moitié slave et l'occidentale ; l'une forte, jeune et unie, l'autre vieille, affaiblie par les excès, se traînant à la suite de l'autre, et ne devant exister que par sa grâce. Je le répète, ces rêves-là, il ne faut point les mépriser.

Mais qu'est-ce, je le demande, que cette théorie, sinon l'ancien rêve de Nicolas mis au service d'idées soi-disant libérales ? On a fait justice du panslavisme russe englobant tout le monde slave dans un même empire, et le voilà qui reparaît sous un nouveau nom et une nouvelle forme, pour se mettre au service de nouvelles ambitions plus impérieuses encore que les anciennes. C'est le slavisme, c'est la commune libre, c'est la fédération pacifique, répète-t-on de toutes parts ; mais, au fond, ce n'est autre chose qu'un monstrueux *panslavisme révolutionnaire*,

plus dangereux encore que l'autre. Et ceux qui s'imaginent que la Russie révolutionnaire ou, ce qui revient au même, que cette fédération slave laissera l'Europe en paix me semblent attardés de trois quarts de siècle, pour croire ce que l'abbé de Saint-Pierre lui-même n'aurait pas cru de nos jours.

IX

DISSOLUTION SOCIALE PRODUITE EN POLOGNE PAR LE GOUVERNEMENT RUSSE.

Après avoir indiqué le point de vue auquel il est indispensable de se placer pour bien juger la Russie, il nous sera plus facile d'aborder la question polonaise en examinant l'une des deux éventualités indiquées plus haut : celle d'une reconstitution d'un état polonais par les mains de la Révolution. Voyons ce que la Révolution peut offrir à la Pologne et ce que celle-ci est en droit d'en attendre.

On sait déjà à quels éléments la Révolution s'adresse en Pologne, et le point jusqu'où elle peut compter sur le succès de ses tentatives. On a une idée suffisante des côtés faibles comme des côtés résistants de la société polonaise. On peut enfin se rendre compte, par ce qui précède, de la puissance de la tentation à laquelle est exposée la jeunesse de ce pays, et l'on doit savoir désormais que si une partie de cette jeunesse, abusée, mais généreuse, s'abandonne trop facilement au courant qui l'entraîne, la société

polonaise porte en elle des conditions de vie et de force, des combinaisons d'intérêts et de traditions dont la nature présente aux principes révolutionnaires un obstacle, je n'oserai dire invincible, mais prépondérant et victorieux jusqu'à ce jour.

Oui, victorieux jusqu'ici, *mais non invincible*, et là est le grand danger de l'Europe ; là gît aussi la grande difficulté de la question intérieure en Pologne. C'est le point de partage du chemin, c'est le joint, l'articulation du système. De la manière dont cette question sera résolue, à savoir, *si la Pologne deviendra révolutionnaire ou non*, dépend sans contredit l'avenir de l'Europe. Eh bien, cette terrible question que tout le monde tant en Europe qu'en Pologne même reculait pour ramasser ses forces, cette question-là, vient se poser impérieusement dans l'insurrection actuelle, — et il est clair que sa solution dépendra de l'issue que prendront les événements. C'est donc en vérité une question *éminemment européenne* qui se débat actuellement sur les bords de la Vistule.

La noblesse polonaise, dans sa plus large acception, c'est-à-dire toute la classe éclairée et traditionnellement pénétrée des principes libéraux et modérés, est la représentation vivante de la nation : c'est en elle que se concentre, en elle que s'exprime la nationalité de ce grand peuple. Or, par cela même qu'elle est l'expression de l'esprit national, elle sent peser sur elle une grande responsabilité. Sortie du tombeau des partages avec la constitution du 3 mai 1791, comme testament et règle de conduite donnée par la patrie expirante, la noblesse de Pologne s'est toujours proposé depuis lors un double but : celui de la résurrection

de la patrie et celui plus immédiat, plus impérieux surtout, du maintien de la nation polonaise dans ses anciennes limites. Transmettre aux générations futures l'héritage intact et non corrompu qu'elle a reçu de ses pères, tel a été et tel sera toujours le premier problême de la noblesse polonaise ; profiter des circonstances pour ressaisir l'indépendance, tel est le second ; — et il n'y a pas de plus grand spectacle assurément, ni de plus émouvant, que celui de cette lutte acharnée qui n'a pas cessé un seul instant dans tout ce pays ; lutte de civilisation, de richesse, d'influence et de vertu pour combattre les irruptions dépravatrices et sanguinaires de l'étranger dans les confins des trois partages. La noblesse polonaise est donc l'élément conservateur de la nation ; elle sait attendre comme tout ce qui a longtemps existé ; elle a le droit, et elle sait que le droit vaincra; elle est patiente, car elle sait que son œuvre est de longue haleine ; elle s'associe de cœur et de sang à chaque mouvement national, mais avant tout elle ne précipite rien, son premier devoir étant de conserver et de transmettre aux neveux l'unité nationale étendue, fortifiée, épurée ; indépendante s'il se peut, mais avant tout intacte. — Et quand les révolutionnaires viennent lui jeter à la face comme une injure le nom de « Conservateurs, » en lui demandant si ce n'était point l'œuvre des partages qu'elle conserve, elle peut répondre, hardiment, cette noblesse de Pologne : — je conserve l'unité nationale et l'ordre de la société, je conserve l'esprit des législateurs du 3 mai, et celui des défenseurs de Vienne, pour transmettre, à l'heure de l'indépendance, aux générations plus fortunées la Pologne telle que Dieu l'a voulue pour la paix du monde, et

pour sa liberté, et non telle que la veulent des ennemis de la foi et de la civilisation.

Ce rôle politique de la noblesse polonaise est donc, on le voit, parfaitement justifiable : il est dicté par la force des événements, et il est scrupuleusement rempli, malgré les dangers qu'il entraîne. Ces dangers viennent de deux sources différentes, de la Russie et de la Révolution, qui, par des voies différentes et avec des chances diverses, convergent cependant vers le même but : la destruction de la noblesse polonaise.

Cette politique du gouvernement russe à l'égard de la Pologne n'a rien qui doive étonner. C'est celle que suivirent les Romains à l'égard des peuples vaincus, plus le raffinement que devaient ajouter l'expérience des temps et les traditions mongoles du vainqueur; c'est la politique païenne de la conquête. « La confiscation à perpétuité du produit net de tout un pays, dit un écrivain révolutionnaire et nécessairement ennemi de la Pologne, et que j'aime à citer ici (1), la spoliation des familles riches et aisées, est la mesure la plus efficace qu'un Etat conquérant puisse employer contre la nationalité toujours palpitante du peuple vaincu. Ce n'est pas de la plèbe en général que les rébellions sont à craindre ; c'est de la noblesse, de la bourgeoisie, du clergé, de tout ce qui possède, qui exerce de l'influence, qui participe au gouvernement. Dans l'état actuel des sociétés, anéantir par la confiscation du revenu foncier, des profits commerciaux, financiers et industriels, la haute classe d'un pays, ce serait, malgré la supériorité

(1) Proudhon, *la Guerre et la paix*, II, 250.

de la plèbe moderne sur la plèbe ancienne, retrancher de ce pays la vie, le mouvement, la pensée, le progrès. Telle fut pourtant, dans la haute antiquité, la politique invariable des conquérants. On exterminait l'aristocratie, on la transportait, on la réduisait à la misère... On intéressait au besoin les classes inférieures à la dépossession des supérieures et tout était dit. Le pays ne remuait plus. La vie politique s'éteignait. *C'est ainsi que les tsars en usèrent avec une partie de la noblesse polonaise.* » Pour être dans le vrai, il faut dire que c'est ainsi qu'is en usent avec toute cette noblesse. Excepté cela, il n'y a rien dans ce passage qui ne s'applique rigoureusement à la manière d'agir de la Russie vis à vis de la Pologne.

La Russie a bien vu en effet, avec la finesse asiatique qui la distingue, que le principal, l'unique, l'invincible obstacle à la dénationalisation de la Pologne c'était l'existence de cette noblesse, dont rien ne pouvait changer les principes et la volonté. Aussi employa-t-elle tous les moyens pour la corrompre ou l'annihiler. Catherine avait tenté de l'acheter et de la corrompre en introduisant le servage, mais la noblesse sut conserver son vieil esprit. Alexandre I[er] avait essayé de se l'attacher par la douceur, il n'y réussit pas davantage. Nicolas inaugura sur une vaste échelle le système de l'assimilation forcée de la Pologne avec la Russie. On connaît les horreurs de ce système, qui, une fois adopté, ne saurait être abandonné par les tsars : cela équivaudrait à une abdication ; on en voit enfin les résultats actuels. Il fallait à tout prix faire en sorte que la Pologne entière, ou au moins que les provinces occidentales de l'empire devinssent russes. On les déclarait russes

dans tous les actes officiels, mais il fallait qu'elles le fussent en réalité, sans cela on avait toujours à craindre une insurrection, pouvant aboutir à une séparation. On avait devant soi une société dont les couches civilisées ne se prêtaient pas à ce plan; elles faisaient tout, au contraire, pour le combattre et le faire avorter. Il y avait donc deux voies à suivre, celle de la destruction, de l'extermination de ces classes, ou bien celle de leur séparation et de leur isolement dans le corps social. C'étaient les deux seuls moyens d'assurer la conquête. Il est certain que tous les deux furent présents à l'esprit de Nicolas, il pencha cependant pour le premier. Cela est fort concevable. L'Europe d'avant 1848 était, pour le régime de la force, un si parfait paradis de tranquillité et de soumission qu'on pouvait bien se flatter de tout pouvoir maîtriser par la force. D'autre part, pour ruiner l'influence naturelle des classes civilisées sur le peuple, il fallait toucher à la question d'émancipation, à la question sociale; il fallait remplacer un rouage encore sain de la mécanique gouvernementale par un autre rouage fait peut-être de liberté, élément inconnu et dangereux. Nicolas, qui n'avait pas des principes, mais des passions conservatrices, craignait de toucher à l'inconnu; d'autre part il haïssait cette noblesse qui se dressait devant lui et l'empêchait de se croire le maître légitime de son empire. Il pencha donc pour le système de la destruction. Il y employa des agents qui méritèrent sa reconnaissance, ce qui est beaucoup dire. Il tua, déporta, confisqua, appauvrit et ruina systématiquement tout le pays; il enrôla dans ses armées et dans son église tout ce qu'il put atteindre; puis, vainqueur et repu de sang, il

crut avoir fini. Mais le cadavre remuait encore ; la massue ne paraissait pas suffisante, il fallait recourir au poison. Alors il défendit d'étudier ailleurs que dans ses écoles et il limita le nombre des élèves, il voulut replonger la classe civilisée dans la barbarie, il corrompit ou il tarit les sources vives de la religion, il arracha les enfants aux mères ; il arriva aux limites du possible, mais encore l'âme tenait au corps de la victime : il fallait aller plus loin. Puisqu'on ne pouvait exterminer les classes superieures ni les soumettre, il fallait passer à l'autre système, celui de l'isolement de ces classes dans la société. C'est alors que fut inauguré le système le plus infernal que l'on ait jamais vu sur la terre : le système de la dislocation et de la dissolution de la société. C'était un grand crime, assurément, que le meurtre d'une nation, mais il pouvait être surpassé, il le devait même pour être justifié et assuré, et c'était par le meurtre d'une société. Retirer du corps social tout son sang pour le remplacer par de la fange ; mettre des barrières infranchissables entre l'âme et le corps de la société; éveiller entre ces deux éléments, c'est-à-dire entre les classes supérieures et inférieures, des haines et des suspicions réciproques; se servir de la terreur mutuelle qu'elles pouvaient s'inspirer pour les maîtriser l'une par l'autre : tel fut le plan préparé et en partie exécuté par Nicolas, et dont l'application définitive fut confiée à son fils lorsque l'impuissance du premier système fut suffisamment démontrée.

L'empereur Alexandre poursuit ce but sans s'arrêter : c'est le seul travail où son cœur bienveillant n'admette pas d'hésitation. Achever l'unité sociale de son empire

pour préparer son unité politique et fonder une puissance à l'épreuve des attaques de l'Occident, telle est la tâche de son règne; telle est aussi la signification de sa grande mesure de l'émancipation des serfs. A travers tous les dehors de justice et d'équité qui décorent cette réforme, il faut savoir distinguer la vérité du fond des choses et ne point tomber dans la manie des dithyrambes à tout prix. Or, le but de l'émancipation n'est pas l'accomplissement d'un acte de justice, c'est, avant tout, celui de trouver dans le fond social de nouvelles forces pour la lutte avec l'Europe. C'est, en second lieu, celui non moins important de superposer les classes inférieures aux classes éclairées, en les soustrayant à leur influence immédiate pour la remplacer par l'influence du gouvernement, et pouvoir placer enfin la solution des questions politiques sur le docile et brutal terrain du nombre. On peut déjà prédire pour la Russie quelque parodie du suffrage universel, dont certaine presse ne manquera pas de faire des couronnes de libéralisme pour le plus magnanime des tsars.

On voit cependant à quel prix se font ces remaniements sociaux. C'est tout simplement au prix de l'ordre naturel, au prix de la vie et du développement naturel de la société. On voit en même temps que, dès l'avénement de l'empereur Alexandre, la lutte entre la Russie et la Pologne a été transportée sur le terrain social. Tous les deux adversaires craignaient ce moment, tous les deux le reculaient, mais il est venu un jour où la nécessité l'a imposée à tous les deux ; et la noblesse polonaise a été, par nécessité politique plus encore peut-être que par ses instincts et ses traditions libérales, amenée à donner la première

impulsion à la grande mesure de l'émancipation ; elle a été obligée de changer elle-même le terrain du combat, malgré le danger qui la menaçait sur ce nouveau champ.

On serait épouvanté, en effet, si on savait à quels moyens, à quelles passions la Russie a besoin de faire appel pour vaincre la Pologne sur un terrain où, dans les conditions régulières de la lutte, la victoire appartient toujours au plus civilisé. D'abord, se fondant sur la différence qui existe dans les provinces du sud-ouest, entre l'idiôme russien du peuple et le polonais, le gouvernement affirme d'une part que ce peuple est russe (1) ; de l'autre, il protége une école littéraire qui veut faire de cet élément populaire une nouvelle nationalité petite *russienne* ou *ukrainienne*, car on n'est pas encore fixé sur le nom. Cette littérature , destinée à combattre les hautes classes qui

(1) C'est sur la similitude du langage petit-russien avec le russe que la Russie se base pour prétendre que le peuple d'une partie considérable de la Pologne ne fait qu'un avec celui de la Grande-Russie. On peut longuement discuter sur le point de savoir si ce fait constitue un droit, comme on pourrait le faire, par exemple, pour savoir si la France a des droits sur les populations wallonnes de la Belgique ou sur la partie française de la Suisse ; mais un exemple représentera clairement et exactement, aux yeux de l'Occident, l'absurdité des prétentions russes. Le bas-peuple, en Provence, parle une langue beaucoup plus rapprochée de l'italien que du français, exactement comme le bas-peuple des provinces russiennes parle une langue plus rapprochée du russe que du polonais. Si certains plans de partage formulés dans le camp des alliés, en 1815, se fussent réalisés, la Provence serait peut-être échue à l'Italie. Que dirait-on si la France, voulant les revendiquer à titre non-seulement de propriété séculaire, mais de nécessité politique et du droit résultant de ce fait que la Provence est française parce qu'elle est entrée dans le courant de la civilisation française, l'Italie s'y opposait en disant que le peuple provençal parle un dialecte italien, et profitait de son état de possession pour détruire en Provence l'élément français, c'est-à-dire toute la classe supérieure, la classe civilisée ? Le rapport de la Pologne et de la Russie avec les provinces russiennes est *exactement* le même.

sont polonaises, est nécessairement, essentiellement démagogique, elle se glorifie même d'être le sol le plus large de la démagogie en Europe, puisqu'elle renie l'histoire, la noblesse, le clergé, en un mot tout ce qu'elle n'a pas. Cette école persuade au peuple, sous la protection de la censure russe, que toute la classe éclairée de ce pays de cinq millions d'habitants et d'une superficie égale au quart de la France, que toute la classe éclairée, qui est devenue polonaise par le progrès lent et naturel des choses, a trahi sa nationalité, qu'elle mérite par conséquent la confiscation et la mort (*Osnova*, recueil périodique publié par M. Koulich, à Saint-Pétersbourg), si elle ne consent pas à rentrer dans le sein du peuple et à abandonner le catholicisme. Le coryphée de cette école, un poëte de talent, Schevtchenko, dans son poëme le plus vanté, appelle du nom de « *héros* » les fauteurs de la terrible jacquerie qui désola une partie de l'Ukraine, en 1768, à l'instigation de Catherine « *la grande*, » et il chante leurs massacres, dit-il, car ce sont des actes dignes de passer à la postérité, pour lui servir d'exemple. Des émissaires communistes et prêchant l'assassinat des nobles, parcourent le pays depuis l'avénement d'Alexandre II, et la police les laisse faire ou les relâche quand ils lui sont livrés. On remue les plus basses passions du peuple, la cupidité, la vengeance, la haine de tout ce qui est supérieur, l'envie de tout ce qui est riche. Le peuple se défie encore, il se tait, il hésite, mais qui ne prévoit les calamités possibles qui résulteront de sa chute. Déjà Nazimoff, le gouverneur de Wilna, met des prix de 10, 5 et 3 roubles pour les têtes des insurgés, déjà on leur indique que le moyen de prouver leur reconnais-

sance au tsar c'est de tomber sus à la noblesse et à tout ce qui est hostile au gouvernement, c'est-à-dire à tout ce qui s'élève au-dessus de l'indifférence populaire ; le peuple résiste encore à la tentation, mais résistera-t-il toujours? — Sur ce brûlant terrain social, où la Pologne a été forcée d'accepter la lutte, son adversaire n'a d'autre moyen de la combattre que celui de la dissolution sociale et on voit qu'il n'hésite pas à le saisir des deux mains. La Russie tsarienne d'Alexandre, devançant et préparant la Russie fédérative des révolutionnaires, s'identifie, on le voit, avec la révolution sociale la plus effrénée, tant par le choix des moyens que par le but qu'elle se propose. Toutes deux aboutissent à la ruine radicale de l'ordre naturel de la société.

X

L'ORDRE SOCIAL EN POLOGNE MINÉ PAR L'EXISTENCE ET LA DURÉE DE L'OPPRESSION RUSSE.

Tel est donc le danger qui menace la société polonaise de la part de la Russie à cause du rôle politique et conservateur dont sa noblesse est chargée et qu'elle n'abdiquera jamais. Le péril qui la menace dans son for intérieur pour être moins immédiat n'est pas moins grand, à coup sûr; il lui vient de ce parti impatient qui croit légitime de se servir de tous les moyens et de tout risquer pour abattre le joug de l'oppresseur. A chaque mouvement national la noblesse se trouve en face d'un périlleux dilemme : si elle s'abstient, elle risque de voir l'esprit de la nation se séparer d'elle pour se livrer à tous les hasards que peut conseiller le désespoir ; si elle se lève comme elle l'a, du reste, toujours fait, elle se place par la force des choses à la tête du mouvement et subit tous les reproches et toutes les conséquences de la non-réussite. Alors pendant que l'ennemi la déporte, l'exécute et confisque ses biens, les fron-

deurs à l'abri des plus graves dangers, lui prouvent qu'elle n'a pas fait son devoir jusqu'au bout, qu'elle n'a pas su entrainer les masses, qu'elle a craint de les armer, qu'elle a préféré enfin l'ordre social à l'indépendance. On cite alors les invasions de 93 et 94 en France, et la Convention qui sut mettre quatorze armées sur pied, et l'on s'étonne que la Pologne n'en ait pas fait autant. On en recherche les raisons et on les trouve dans ce que l'esprit national n'anime pas le peuple comme il anime la noblesse; — et la cause en est, dit-on, que le peuple n'est ni libre, ni propriétaire du sol comme cela s'est trouvé en France pendant la Révolution. On s'imagine qu'alors le peuple français s'est levé parce qu'il était propriétaire, et voilà comment on tombe sur le remède magique de la liberté individuelle et de la propriété gratuitement accordée aux masses. On se dit enfin que de ces deux éléments, si importants sans doute, mais si insuffisants dans le cas dont il est question naîtra un patriotisme invincible auquel rien ne saura résister. Il y a, on le voit, à côté de dangereuses illusions beaucoup de vrai dans ce raisonnement et, jusque-là, la noblesse polonaise l'admet et le mène à exécution autant qu'il est en elle : elle émancipe le peuple dès que le gouvernement le permet, elle lui garantit une propriété comme elle l'a fait en 1861. Mais la critique des impatients ne s'arrête pas là, elle passe à l'action. Alors, apparaissent ces hommes ambitieux et inquiets que l'on ne voit jamais au jour du combat. « Oui, s'écrient-ils, c'est la noblesse qui a tout perdu dans les insurrections précédentes, et c'est au peuple qu'il faut confier le salut du pays, c'est le peuple qu'il faut

appeler aux armes; il faut commencer par l'émouvoir pour le faire sortir de son apathie, et une fois là, on saura bien à l'aide de quelques mots éloquents tourner contre l'ennemi l'arme tirée du fourreau. Et pour cela il faut commencer par remuer ses passions.» — Eh, leur dit-on, si l'arme tirée contre l'ennemi se tourne contre l'ami — si, la Russie aidant, c'est une jacquerie que vous allez produire au lieu d'une insurrection ? — Et quand cela serait ? répondent-ils. Nous ne le désirons pas, mais ne faut-il pas que le sang coule ? N'est-ce pas le sang qui rachète les peuples? et 93 n'a-t-il pas été contemporain d'une révolution sociale ? Ces choses-là vont de pair — il faut tout troubler, partout, dans notre pays, en Europe, en Russie, il faut des conflagrations sans fin, des guerres sans trêve, — des bouleversements sans merci : et alors seulement « sur cet océan de sang, comme disait un poëte dans une inspiration du désespoir, alors apparaîtra l'arche du salut de la Pologne, et l'aigle blanc s'élèvera dans les airs et nous tendra le rameau d'olivier. » — Et si l'on objecte des raisons tirées du droit public et de l'ordre social européen; — qu'importe, répondent les plus impatients, la conservation d'un ordre social qui ne peut être étayé que par l'iniquité et l'injustice, et d'un droit public qui les sanctionne ? Terrible argument, brutal comme le fait qui le dicte, mais contre lequel tout devient impuissant quand une même infortune pèse également sur les deux partis qui sont en présence.

Telle est la lutte morale qui se livre journellement en Pologne entre les conservateurs et leurs adversaires que l'on ne peut appeler révolutionnaires, puisque ce n'est

pas contre l'ordre social qu'ils se révoltent, mais contre cet ordre des choses qui viole les droits les plus saints et consacre l'esclavage de leur patrie. On comprendra à présent les positions respectives des deux partis qui se partagent la société polonaise et qui ne diffèrent que sur le choix des moyens pour atteindre le même but, et l'on verra quelle est la véritable cause tirée du rôle politique de la noblesse polonaise qui l'empêche de se joindre à tout mouvement aussi longtemps qu'il lui semble trop hasardeux, comme on a pu l'observer dans les commencements de l'insurrection actuelle.

Mais on verra aussi, dans tout ce qui vient d'être dit, quel terrible danger menace la société polonaise de dissolution complète si les tentatives dissolvantes de la Russie, marchant de pair avec celles de la Révolution, continuent à s'exercer sur ce malheureux pays. On ne s'étonnera point de ce que la Révolution y trouve des adeptes alors que la nation est littéralement poussée dans ses bras par la force. Cette société, il est vrai, présente par la vitalité de son organisme un obstacle jusqu'ici victorieux aux efforts dissolvants de l'ennemi, mais le moment est arrivé où l'avenir devient plus incertain que jamais. Quand même il se pourrait que la question de savoir si l'insurrection sera victorieuse ou non, n'intéressât pas directement l'Europe, il n'en demeurerait pas moins évident que celle *de savoir si la Pologne dès ce moment deviendra la proie de la Révolution* est du plus haut intérêt pour l'humanité tout entière. Et si l'on observe bien le caractère des événements, on verra que c'est là au fond la question qui se pose en Pologne et qu'il est urgent de résoudre. Les éléments conser-

vateurs de la société devront, dans ce pays, car telle est la logique des choses, céder le pas aux éléments perturbateurs, si l'Occident laisse triompher la Russie en ne venant pas rétablir dans cette partie de l'Europe un ordre légal qui soit en même temps un ordre légitime. Le désespoir est certes un mauvais conseiller, mais il est des cas où il devient tout puissant sur l'esprit d'une nation : c'est quand la raison et le droit ont vu déjouer tous leurs efforts. Quand la raison est forcée d'abdiquer, c'est la folie qui saisit le sceptre, et c'est là l'avenir réservé à la société polonaise si on ne la laisse vivre de sa propre vie. Est-ce donc le prolongement de l'oppression qui pourrait la sauver de ce péril, puisque c'est précisément elle qui engendre ce funeste état de choses? Ou penserait-on par hasard que quelque puérile autonomie administrative pourrait satisfaire cette fière nation qui n'aspire qu'à l'indépendance? Triste aberration que celle-là et inspirée par la mauvaise foi! Mieux vaut cent fois pour la Pologne l'oppression par le sabre que la tyrannie par le mensonge. Or, toute concession passée ou future de la Russie n'est que mensonge, et au point où en sont les choses dans ce pays, le règne d'Alexandre est parvenu à y faire regretter celui de Nicolas!

Le gouvernement russe soumet la société polonaise à des dissolvants dont l'énergie ne peut manquer à la longue de produire son effet. La Pologne se défend par un effort désespéré contre le poison qu'on lui administre, mais que l'Europe en soit convaincue, l'heure suprême a sonné. Si la Pologne ne parvient pas à se sauver, c'en sera fait, hélas! après sa défaite, de cette nation que Dieu n'avait

pourtant pas jetée sans dessein dans la balance où se décident les destinées du monde. C'en est fait alors et de ce vieil honneur, et de cette foi inviolable ; c'en est fait de cet esprit chevaleresque, de cette fidélité et de cette droiture que l'Europe a admirés jusqu'ici. Il ne restera de tout cela qu'un dévouement païen, fanatique et désespéré à une patrie introuvable, dévouement qui approchera de la démence, avec une haine et un désir de vengeance envers le monde entier. Je ne puis m'empêcher de citer ici le témoignage d'un haut fonctionnaire polonais qui n'hésite pas à déclarer que si la Pologne n'est rendue à présent même à la liberté, le retour d'un ordre quelconque y deviendra impossible, et que, perdant dès lors l'esprit qui l'animait jusqu'ici, ce pays deviendra bientôt un foyer d'anarchie européenne. Voici quelques passages d'une lettre écrite par lui au mois d'avril dernier :

« ..... Si de l'état de choses actuel rien de sérieux ne devait sortir, rien de ce qui pourrait s'appeler une Pologne indépendante, si le mouvement devait finir par être tout simplement comprimé, alors la guerre n'aura cessé que pour faire place à la *Révolution.* La Révolution alors commencera bel et bien, et elle sera de toute nécessité socialiste, mazzinienne, etc. Son terrorisme ne connaîtra pas de bornes et tout lui deviendra facile à exécuter. Les crimes les plus épouvantables, les plus odieux, seront commis au nom de la haine nationale et de l'amour de la patrie, et aucun Polonais n'osera protester. Le gouvernement russe est si discrédité ici, que le dernier gamin cherchant noise à la police et à l'ordre établi a pour lui l'opinion publique...

« ..... Mais une telle situation aura aussi son contre-

coup à l'étranger. Jusqu'à ce jour c'est à l'extérieur que nos exaltés cherchaient des modèles révolutionnaires ; les temps approchent où c'est chez nous, à Varsovie, que l'étranger viendra s'instruire à son tour. Mazzini trouvera chez nous, alors, des matériaux inflammables, comme il n'en a guère rencontré encore en Europe. Il y trouvera un art de conspirer perfectionné tout-à-fait à l'italienne, avec une qualité de plus que les Italiens n'ont pas eue : un courage indomptable, bravant tout danger et toute torture, ne craignant certes pas la potence que les Russes sont parvenus à entourer d'un reflet vraiment idéal. C'est de Pologne qu'on fera venir alors des séides pour tenter un assassinat politique à Berlin, à Turin, etc.....

« ..... Le gouvernement russe se flatte de pouvoir rétablir son autorité comme auparavant : CELA EST DE TOUTE IMPOSSIBILITÉ pour quiconque se rend un compte exact de la situation ; mais pour quiconque refléchit, il n'est malheureusement non plus douteux que, si la Russie reprend définitivement le dessus, nous serons ruinés moralement et la Pologne deviendra un foyer d'anarchie européenne. »

Voilà donc l'état moral où la domination russe est sur le point de précipiter ce malheureux pays si le secours ne lui vient à temps. Il est permis à quelques diplomates attardés de penser, s'ils en ont le courage, que la sujétion d'un peuple à un autre peuple peut s'accorder avec l'intérêt de l'ordre : aucun homme sensé ne manquera de reconnaître qu'il y a là une situation anormale, impossible, qui bouleverse toutes les lois morales et contre laquelle la religion, elle-même, peut certainement beaucoup sur les individus, — mais fort peu sur les masses. Les efforts

du christianisme, qui ne peut conseiller que la résignation, se brisent contre un fait qui conduit des nations entières au plus terrible fléau que jusqu'ici le ciel n'infligeait qu'aux individus : à l'état de démence. Ceci n'est pas une exagération. Le contact perpétuel d'un ordre qui bouleverse l'ordre naturel, le poids d'une légalité illégitime écrasant les consciences ; une situation où le crime se revêt forcément des lueurs de l'héroïsme, le châtiment de celles du martyre ; où l'homme honnête peut devenir criminel sans perdre l'estime des honnêtes gens, au contraire, en méritant leur approbation ; où la loi condamne et punit ce qui est considéré comme une vertu par toutes les lois divines et humaines ; une telle situation doit jeter le trouble dans les esprits et bouleverser toutes les notions de la morale. L'Europe peut-elle regarder d'un œil indifférent cet état de choses? Maintiendra-t-elle plus longtemps les causes de cette anarchie morale qui est prête à dissoudre un membre de la société européenne? Peut-elle croire que la gangrène produite et maintenue dans son sein ne s'étendra pas et ne gagnera pas de proche en proche tous le corps de la société chrétienne? Il faudrait en vérité qu'elle soit bien aveugle et bien abaissée pour ne pas sentir la solidarité qui lie de nos jours tous les membres de la grande famille chrétienne et dont la vengeance sera terrible si elle continue à la méconnaître.

Ainsi le meurtre de la Pologne, pour assurer l'impunité au meurtrier, nécessite un nouveau crime plus horrible, plus dangereux surtout : celui du meurtre d'une société. L'attentat politique appelle l'attentat social, et voilà que le bourreau est à l'œuvre. Pour sauver ce qu'il appelle

dérisoirement l'intégrité de la Russie, c'est-à-dire l'intégrité de la chose volée, il faut replonger le centre de l'Europe dans la barbarie. Mais la société polonaise se raidit, par un effort suprême, contre le péril de mort qui la menace. L'insurrection actuelle, par l'union qui se manifeste entre toutes les classes et tous les partis, prouve qu'elle est une résistance énergique et désespérée contre l'oppression. Le caractère de la lutte montre que c'est une résistance qui exclut toute idée de conciliation ; il prouve de plus que c'est la Pologne de l'ancien esprit catholique, libéral et chevaleresque, qui tente une réaction violente contre l'envahissement de la putréfaction morale que représente le principe moscovite, menaçant de devenir plus dangereux et plus subversif depuis l'émancipation des paysans; c'est l'élément polonais qui essaye de briser sa chaîne pour n'être pas submergé par les flots montants de la Révolution qui s'avance déjà en Russie ; pour n'être pas entraîné par la fureur du torrent révolutionnaire, qui rompt ses digues et dont on entend déjà les sinistres échos.

Si ce mouvement est victorieux, et il ne peut l'être qu'avec le secours de l'Occident, c'est la Révolution qui sera vaincue en Pologne; elle sera refoulée vers la Russie, elle s'y localisera et deviendra impuissante. Mais si, au contraire, les insurgés polonais succombent par la faute de l'Europe, il en résultera, sans aucun doute, un triomphe pour la Révolution dans ces contrées. Le parti modéré, qui opposait au parti impatient l'espoir du salut par le secours de l'Europe, se trouvera désarmé et muet; et ce dernier, se jetant alors par désespoir dans les bras de la Révolution, entraînera peut-être la

grande majorité que les modérés ont encore aujourd'hui.

La Pologne sera alors bien réellement livrée à la Révolution, et difficilement elle pourra lui résister. Alors tous les moyens lui paraîtront bons pour arriver à son but. Ce sera en première ligne le système du trouble universel posé comme base d'opérations, le même système qui poussait les Polonais à défendre toutes les barricades de 1848. Là dessus s'élèvera comme les tendances révolutionnaires l'indiquent déjà, le plan du bouleversement radical et social des trois puissances copartageantes, et avant tout, la dissolution de l'Autriche, avec l'aide du tsarisme lui-même, pour se faire des ruines de cet empire une base d'opérations contre la Russie. Ce ne sont pas les conceptions politiques qui feront défaut, et on peut être sûr que toutes seront essayées, et que tous les projets trouveront des exécuteurs. On reconnaîtra alors, « ce qu'il en coûte, selon l'expression de Marie Thérèse, d'avoir foulé aux pieds tout ce que jusqu'à présent on avait considéré comme juste et comme sacré. »

XI

DANGERS D'UNE RESTAURATION DE LA POLOGNE PAR LA RÉVOLUTION.

Si la dissolution de l'Autriche est le moyen le plus séduisant qui s'offre à la Révolution pour restaurer la Pologne, il n'est pas le seul ; il en est encore un autre qui arrive à cette dissolution comme à son but final. C'est la reconstitution d'une Pologne par la révolution en Russie. Cette éventualité vaut la peine de nous y arrêter, d'autant plus que si les autres dépendent en grande partie de la volonté des gouvernements, celle-ci est dans la fatalité des choses et arrivera inévitablement si l'Europe de l'ordre ne prend les devants. En effet, si la carte de l'Europe arrive à être remaniée un jour au gré des révolutionnaires russes et sur les bases du principe des nationalités, tel que l'entend la Révolution, les frontières de la Pologne, ainsi reconstituée, ne seraient plus celles de 1772. Elles ne s'étendraient pas du côté de l'est au delà des frontières actuelles du royaume de Pologne, car la Révolution, d'ac-

cord en cela comme en tout avec les tendances du gouvernement russe, refusera de reconnaître toute valeur à l'élément polonais partout où il est superposé à des dialectes qui ne sont pas purement polonais. La Révolution ne fait reposer le principe des nationalités que sur la base purement matérielle et extérieure des divisions ethnographiques des masses, contrairement au vrai droit des nations qui les reconnaît dans une foule de signes se résumant dans l'unité de tradition, de tendances, de civilisation, dans l'unité du type moral, en un mot. Pour arriver à fonder cette Pologne restreinte il faudrait exterminer, cela est évident, l'élément historique de ce pays, c'est-à-dire les classes supérieures dans toute la Pologne, et ce n'est pas certes l'exécution de ce plan qui arrêterait les révolutionnaires russes. Les plans de cette destruction du sommet social sont tous faits : les têtes de certains libéraux, venant en aide au gouvernement, travaillent depuis longtemps à amener ce résultat. Il y a quelques temps, un professeur de l'Université de Kieff, entre autres, proposait dans une brochure la déportation en masse des Polonais qui habitent les provinces occidentales de l'empire, c'est-à-dire de tout ce qui est éclairé dans ce pays. Dans une revue démagogique (l'*Osnova*, publiée à Saint-Pétersbourg, et très-protégée par le gouvernement, à cause de son hostilité à la Pologne) un des coryphées du parti petit-russien, qui n'est qu'une nuance très-foncée du parti socialiste colorée de nationalité, dans un virulent manifeste adressé aux Polonais il y a un an, leur faisait entrevoir une *confiscation générale* de la propriété, comme mesure inévitable, leur promettant du reste une paisible exis-

tence, « à condition toutefois qu'ils renieraient leur langue, leurs usages, et ce catholicisme qui *amortit toute vie.* » C'est, du reste, un moyen analogue qu'un très-savant publiciste allemand, M. Robert de Mohl, préconise à l'égard du duché de Posen et que le gouvernement prussien suit ponctuellement, et, il faut le dire, non sans succès (1).

Ce plan de refoulement de la nation polonaise dans ses limites du dixième siècle, a précisément la même valeur qu'aurait un projet qui, supposant la France terrassée comme elle le fut en 1815, proposerait au nom de la justice et du principe des nationalités de former une France nouvelle de tout ce qui est purement français, c'est-à-dire sans la Bretagne, les provinces Basques, le Roussillon, la Provence, l'Alsace, la Flandre, etc., par la raison que le bas peuple n'y parle pas le français; et l'*Indépendance belge* qui défend ce beau système en ce qui concerne la Pologne, en déclarant bien haut qu'elle n'a ni deux poids ni deux mesures, ne s'aperçoit pas que c'est le même système et les mêmes principes qu'elle combat quand ils sont soulevés par M. Van Ryswyck au nom de la *nationalité* flamande. Mais supposons qu'après tous les bouleversements sociaux qui doivent précéder la mise en pratique de ce plan, la Pologne finirait par recevoir son indépendance des mains de la Révolution victorieuse en Russie, qu'en résulterait-il pour l'Europe? Cette Pologne nouvelle serait-elle animée du même esprit que l'ancienne? Rendrait-elle

(1) Un professeur *libéral* de Moscou, littérateur distingué, M. Pogodine, vient de présenter au gouvernement russe un plan d'extirpation du polonisme, que les journaux ont récemment publié.

à la paix, à la liberté, à l'équilibre européen les services que l'Europe a droit d'en attendre?

Le doute là-dessus n'est pas permis. Cette Pologne-là, amoindrie territorialement, issue de la Révolution, privée de ces classes qui en maintiennent intact, comme un dépôt sacré, l'esprit chrétien, le dévouement chevaleresque et inébranlable à la cause du monde civilisé, cette Pologne-là ne serait plus une barrière pour l'Occident. Confinée au pays qui domine les plaines du Brandebourg et de la Moravie, dominée elle-même par la Russie, cette Pologne-là deviendrait l'arme tranchante de la confédération slave, dont la Russie, comme la plus grande et la moins exposée, serait le chef. Elle deviendrait la hache du faisceau de verges dont la Russie serait le licteur. Et cette Pologne ainsi constituée, quels en seraient les éléments sociaux? quel serait l'esprit qui la dominerait? Il est facile de voir que ce seraient des masses sans consistance, flottant au gré des passions basses et cupides qui y feraient la loi, puisque l'ancien esprit de la civilisation occidentale aurait dû disparaître dans la lutte. Elles retomberaient plus lourdement que jamais dans une sujétion déguisée ou avouée de la Russie, qui, couverte par leur corps contre tous les coups, se servirait d'elles pour atteindre plus loin certainement que les rives du Danube et de la Sprée. Et que l'on n'aille pas croire que la Pologne résisterait longtemps au torrent qui la porterait sur l'Europe.—De tous les pays slaves, elle est incontestablement celui où les idées révolutionnaires et le panslavisme ont jusqu'ici trouvé le moins d'adeptes. Cependant on ne peut dire qu'il ne s'y soit formé, dans ces derniers temps, grâce aux mé-

comptes et aux déceptions dont l'abreuve l'Occident, une école qui, sans s'allier encore au *panslavisme révolutionnaire* de la Russie, avance pourtant dans des voies parallèles. Une partie très-notable de la littérature polonaise, suivant l'exemple des révolutionnaires russes, s'est, comme eux, retournée contre l'Occident avec des regards de mépris : la vengeance et la haine suivront de près. Beaucoup d'esprits en Pologne, se prennent déjà à l'idéal slave, et l'idéal slave, — c'est-à-dire le panslavisme, — sera difficilement conservateur et pacifique. Dans l'hypothèse donc d'une reconstruction de la Pologne par la Révolution, chose qui ne peut arriver qu'avec la destruction de l'élément conservateur dans ce pays, on verra ce pays se jeter avec joie dans l'exécution de toutes les entreprises de la Russie contre le monde civilisé. Et quels éléments de dissolution ne sera-t-il pas possible de verser dans le cœur de l'Europe, à celui qui, du fond de son antre ouralien, commandera depuis l'Adriatique jusqu'au Sund. Et quel danger ne courront pas alors et cette paix dont on est si amoureux, et cette liberté si désirée, et ces intérêts matériels dont on se montre si mesquinement jaloux.

Car, il ne faut pas se le dissimuler, c'est la Russie, quelle qu'elle soit, tsarienne ou révolutionnaire, unitaire ou fédérative, c'est l'esprit russe et la politique russe qui auront la prépondérance dans un État ou une fédération d'États ainsi composée, et dont la Pologne révolutionnaire dont nous parlons, ne pourra manquer de faire partie. Alors la dissolution de l'Autriche, au nom du principe des nationalités ethnographiques, alors la conquête de l'Orient ne seront plus qu'une affaire de temps à laquelle rien ne sau-

rait présenter de sérieuses difficultés. Alors, avec le cri de ralliement des panslavistes et de Wielopolski : « guerre et vengeance à l'Occident, » avec des instruments comme ces hordes barbares qui ravagent acttuellement la Pologne, — cet orient slave et révolutionnaire se ruera sur le monde occidental, avec toutes les passions et l'aveuglement des guerres de races, et il est permis de croire que ce n'est ni l'Association de Gotha, ni les discours de M. Schultze-Delitsch qui préserveront l'Europe du cataclysme.

Tout cela prouve une chose : c'est que *la reconstitution de la Pologne, si elle ne se fait contre la Russie, doit se faire pour la Russie ; si elle ne se fait contre la Révolution, doit se faire fatalement et irrésistiblement pour la Révolution.* Cela prouve que toute reconstitution de la Pologne ayant pour résultat l'union volontaire, définitive et irrévocable de ce pays avec la Russie, que cette union soit faite par le despotisme de Nicolas, ou la bienveillance tant vantée de son fils, par le panslavisme de Wielopolski, ou les principes libéraux des révolutionnaires russes, — qu'une pareille restauration de la Pologne doit être envisagée comme un acheminement vers le même état de choses, que l'empereur Alexandre Ier voulait inaugurer en 1814, en proposant de réunir toute la Pologne de 1772, pour en faire un royaume constitutionnel, irrévocablement rivé à la Russie par le lien d'une union personnelle. Mais Talleyrand, Castlereagh et Metternich comprirent alors, en présence du danger imminent qui menaçait l'Europe, que tout, même une guerre, comme le prouve le traité du 3 janvier 1815, même une guerre européenne, et cela le lendemain des terribles luttes qui venaient d'ensanglanter

le monde, que tout, dis-je, était préférable à cette monstrueuse combinaison. Or, il est incontestable pour tout esprit observateur, que les choses, aujourd'hui, s'avancent d'elles-mêmes au-devant de la même solution. Cela paraît réellement incroyable : la Russie est dans un moment d'impuissance, et l'Europe est puissante ; elle n'aurait peut-être qu'un mot à dire pour sauver le monde,—mais il faut pour le prononcer un effort de la volonté, et la volonté est un produit des âmes fortes.

Les peuples, comme les individus, méritent et déméritent, avec cette différence que leur vie étant de ce monde c'est dans ce monde que la récompense ou le châtiment les atteignent. Comme les individus, les peuples ne se sauvent que par leur propre effort, quelquefois par un simple acte de la volonté, — jamais par la magnanimité du tentateur. Si dans ce moment unique et solennel les peuples de l'Occident n'ont pas assez de force dans l'âme pour se détacher de leurs préoccupations matérielles, l'avenir leur apportera immanquablement le châtiment mérité — non pas celui d'être ou cosaque ou révolutionnaire, — mais bien celui d'être *cosaque et révolutionnaire à la fois.*

XII

NÉCESSITÉ DE RECONSTITUER UN ÉQUILIBRE EUROPÉEN.

Nous avons examiné, dans les pages qu'on vient de lire, le rôle que la Révolution sociale est appelée à jouer dans cette moitié orientale de l'Europe, qui comprend ce monde slave jusqu'à présent si inexploré et cependant si important à connaître. Nous avons déterminé, autant que le comportaient les cadres restreints de cet écrit, les rapports de la Révolution avec les deux antithèses du monde slave, avec les deux nations qui y jouent le principal rôle et qui y représentent des principes diamétralement opposés. Il ressort de tout ce qui a été dit jusqu'à présent que l'avenir réserve à cette partie de l'Europe, un grand rôle dans la solution de la question de l'ordre social, que cet ordre social a toujours été défendu par la Pologne et qu'elle est restée jusqu'à présent fidèle à la mission que lui imposent et ses traditions et sa situation politique. D'autre part, nous avons essayé, avec

toute l'impartialité, mais aussi avec toute la sincérité nécessaires, d'établir ce fait si grave et si peu connu, que la Russie, malgré les allures qu'elle se donne, n'est au fond qu'une puissance révolutionnaire tant par la violence et l'absence de principes dans sa politique, que par la faiblesse de son organisme social. Nous avons dit que la Révolution sociale y trouvera, dans un avenir plus ou moins rapproché, mais inévitable, le principal point d'appui, le foyer central et inexpugnable d'où elle tentera de subjuguer l'Europe, s'aidant, pour cette fin, des instincts et des tendances latentes du peuple russe. Nous avons expliqué ce que c'était au fond que le nouveau panslavisme que prônent les révolutionnaires russes, et combien peu il fallait se fier à ses déclarations pacifiques. Enfin, nous avons signalé l'immense danger qui menaçait la société polonaise et l'Europe, si la Pologne n'avait d'autre ressource pour revivre que celle de s'allier à la Russie révolutionnaire. Dans l'examen de toutes ces questions, nous ne sommes pas sortis des limites du monde slave, nous bornant à déterminer la situation, le caractère et les penchants naturels des deux sociétés, russe et polonaise, qui sont en lutte depuis tant de siècles dans la partie orientale de l'Europe.

Nous allons maintenant passer à l'examen d'une autre face du sujet qui nous occupe, à l'influence que l'issue de cette lutte politique et sociale peut avoir sur l'Europe, en nous attachant plus spécialement à l'intérêt de l'ordre social européen, plutôt qu'à celui de l'équilibre, qui a été souvent et suffisamment étudié. Nous nous proposons, dans ce qui suit, de démontrer ce point capital : qu'en Po-

logne se trouve non-seulement le nœud des difficultés politiques de l'Europe, mais aussi le nœud de son problème social; que les incertitudes, les attermoiements, les hésitations de notre temps y ont leur source, et que c'est dans les suites de ce crime sans pareil du meurtre de la nation polonaise, que se trouve le principal obstacle non-seulement, comme on l'a souvent démontré, à l'établissement d'une paix durable, mais aussi à la marche ultérieure du progrès, au développement de la liberté, et à la solution de la plupart des grandes questions qui tiennent le monde en suspens.

Et d'abord, quel est dans notre époque le principal, le plus indispensable besoin de l'Europe ? Peut-il être satisfait autrement que par la reconstitution intégrale de la Pologne ? Est-il si puissant qu'il faille lui consacrer de nouveaux efforts, de nouveaux sacrifices de trésors et de sang, et la France, malgré l'état légal de 1815 qui régit l'ordre politique, ne peut-elle se fier à sa force sans trembler pour l'avenir ? Telles sont les graves questions qui vont nous occuper.

L'intérêt suprême de l'Europe est d'assurer la conservation de la *paix* et de la *liberté*, éléments indispensables du *progrès*. C'est d'eux que naîtra l'ordre social et politique de l'avenir. La paix et la liberté, c'est-à-dire d'une part *la paix internationale* et la liberté extérieure, autrement dit l'*indépendance*, comme de l'autre *la liberté intérieure* et la *paix des esprits* : tel est le but que l'Europe doit atteindre si elle veut être sauvée. Il faut que ces quatre conditions de l'ordre soient garanties et assurées autrement que par le nombre des bayonnettes et les budgets

incommensurables, car ces moyens-là ne produisent entre deux guerres que des inquiétudes pour la paix et des défaillances de la liberté. Il faut qu'elles soient assises sur une base naturelle, durable et solide, de manière que ce fondement seul soit déjà un obstacle aux ambitions quelles qu'elles soient. Pour arriver-là il faut les baser, cette paix et cette liberté, sur la justice, le droit et les vrais principes de l'équilibre européen. Je ne dirai rien de nouveau en affirmant que le rétablissement de la Pologne est la pierre fondamentale d'un pareil édifice. Je voudrais ici appuyer cette vérité, tant de fois proclamée, sur un ordre de preuves qui, je l'espère, contribueront à éclairer les esprits sur la portée de cette question si *éminemment européenne.*

Parlons d'abord de la paix et de la liberté extérieures. Pour que la paix ne soit pas comme elle l'est aujourd'hui une anxieuse et ruineuse préparation à la guerre, il faut répartir les forces et les alliances en Europe d'après un équilibre qui, lui-même, doit être basé sur la justice et la liberté. L'*égalité des forces* entre les grandes puissances, *l'équilibre des alliances*, — le respect de *la justice* et de *la liberté*, telles sont donc les quatre conditions d'un équilibre bien entendu. Sans elles, il sera sans cesse remis en question par l'inquiétude des esprits et des intérêts, beaucoup plus puissante aujourd'hui que par le passé. Le congrès de Vienne, on le sait, se proposa d'établir cet équilibre européen; mais il ne satisfit en partie qu'à un des quatre points énumérés en créant un conseil amphictyonique composé de cinq puissances à peu près égales en force. Les autres conditions furent oubliées; les allian-

ces nommément se groupèrent autour du vainqueur de la veille pour laisser dans l'isolement le plus complet la France vaincue, épuisée de sang et d'argent, sauvée par miracle d'un démembrement. Quant à la justice et à la liberté, l'équilibre nouveau crut pouvoir s'en passer, et l'on sait s'il se trompa.

La base de tout cet arrangement artificiel était l'asservissement et le partage de la Pologne, et voilà pourquoi le traité commence par le règlement de cette difficulté. Le partage de la Pologne, cette *cause et cette excuse des bouleversements européens*, comme disait M. de Talleyrand, fut le pivot sur lequel devait tourner le monde européen, et sur lequel il tourna pendant quarante ans. Ce partage fut l'unique soutien et la base la plus ferme de la Sainte-Alliance, et celle-ci n'aboutit en définitive qu'à l'asservissement de la Prusse et de l'Autriche par la Russie. Pouvait-il en être autrement? Pouvait-on imaginer une combinaison plus habile pour arriver à ce but, que d'enfoncer ce coin dans le cœur de l'Allemagne? La Prusse ayant sa capitale à la merci d'un camp établi à Kalich, menacée au premier signe de défection de se voir coupée en deux le long de l'Oder, la Prusse pouvait-t-elle n'être pas le « gendarme du bourreau » pour en devenir plus tard le « valet? » Et l'Autriche, menacée de voir tous les jours le Cosaque venir camper devant Vienne ; composée de nationalités différentes, toutes attaquées de l'inquiétude des temps, toutes chancelantes dans leur fidélité, toutes minées par sa perfide voisine ; l'Autriche, tremblant d'être écrasée entre les bras de fer de cet allié dont une main est posée à Cracovie tandis que l'autre cherche mystérieuse-

ment Belgrade et Constantinople ; l'Autriche pouvait-elle faire autre chose que la volonté du tsar ? Et si, à part cette position stratégique qui place au cœur de l'Europe une puissance dont le cœur est hors d'atteinte, il y a encore un intérêt commun qui unit les trois alliés, celui de conserver chacun son lambeau de Pologne, comment attendre de l'état actuel de l'Europe autre chose que ce qu'ont produit les stipulations de Vienne? Car, malgré les promesses du prince de Schwarzenberg, l'Autriche n'a jusqu'ici prouvé son ingratitude à la Russie que par un stérile mauvais vouloir; mais avec lui l'Autriche a perdu le seul homme, peut-être, qui aurait osé la sauver. Et son attitude actuelle n'est-elle pas celle d'un ennemi subjugué, qui ronge son frein, mais se trouve déjà trop faible pour se délivrer? Cette attitude de l'Autriche est la preuve la plus éclatante que la Sainte-Alliance bien que brisée dans les cœurs vit toujours dans les intérêts mutuels, et dans la position réciproque des trois puissances.

Non, la Sainte-Alliance n'est pas détruite : elle vit aussi longtemps que durera la base sur laquelle elle repose, aussi longtemps que la Pologne ne sera pas restaurée. C'est une vérité qui n'a pas besoin d'être prouvée tant elle est passée à l'état d'axiome, et l'instinct généreux de la France montre que l'opinion l'a parfaitement comprise. Cependant qu'en résulte-t-il pour l'Occident', pour la France ? En résulte-t-il une véritable paix, confiante et féconde, une paix *paisible* enfin s'il est permis de parler ainsi ?

Bien loin de là. Il en résulte que, pour que l'équilibre existe et pour que la paix soit assurée sans que l'influence exté-

rieure de la France arrive à baisser comme sous le règne précédent, il faut le hasard d'un grand règne et les efforts toujours croissants d'un grand peuple. Sans cela, il lui est impossible de se soutenir au niveau d'une éternelle coalition pacifique. Il faut à la France un budget de près de deux milliards, une dette toujours croissante, et un contingent de cent mille hommes en temps de paix. Et il faut tout cela, malgré ce qu'en peut dire l'Opposition ; car sans cela la France abdique son rôle extérieur, et la France ne peut pas l'abdiquer. Quand une nation a été créée en vue de grands desseins, quand elle a été ceinte de l'épée du grand justicier de la terre, elle n'a pas le droit de faillir à son devoir, et nous espérons qu'elle n'y faillira pas. La France, disait de Maistre, a une magistrature religieuse et politique à exercer dans le monde. Rien n'est plus vrai; en veut-on la preuve? — C'est la France, elle seule peut-être de toutes les nations qui ont une voix et une épée, qui a l'insigne bonheur de voir partout et toujours ses véritables intérêts s'accorder avec l'intérêt de la justice et du droit. On dirait que Dieu a voulu lui faciliter sa tâche et lui ôter tout prétexte d'hésitation dans l'accomplissement de ses devoirs ; et, qu'il me soit permis de le dire, je ne comprends pas qu'il y ait quelques Français qui essayent d'en détourner leur pays en faisant miroiter à ses yeux les avantages d'une paix *à tout prix*, alors que cette paix ne peut être qu'illusoire et humiliante. Je conçois qu'on aime bien la paix, mais encore faut-il l'avoir ; car ce n'en est pas une, que celle qui se trouble au moindre souffle et fait trembler le monde entier pour ses intérêts les plus légitimes et les plus chers.

XIII

VANITÉ DE CERTAINES COMBINAISONS PROPOSÉES POUR RESTAURER L'ÉQUILIBRE.

Existe-t-il quelque autre moyen de rétablir l'équilibre européen qu'en restaurant la Pologne? Il y a des personnes, des esprits éminents, dit-on, qui semblent admettre cette possibilité. La difficulté du rétablissement de la Pologne est trop grande, disent-ils, et il faut l'abandonner. Pour rétablir l'équilibre, si on ne peut pas diminuer le poids d'un des côtés de la balance, il suffit de l'augmenter de l'autre. A une Russie forte, il faut opposer une forte France, à une alliance du Nord, — une alliance du Midi, et l'équilibre sera rétabli. Or, pour fortifier la France il faut lui donner le Rhin, pour faire la contrepartie de la triple alliance du Nord, il faut unir les peuples latins en un faisceau qui défie toutes les tempêtes.

Cela est plutôt dit que fait. Mais cela est-il seulement possible à faire, surtout de manière à atteindre le but que l'on se propose? Serait-il possible, je ne dis plus de prendre

le Rhin, car je sais peu ds choses impossibles avec l'armée française, mais de le conserver? Il y a, dit-on, un parti, une faction, si l'on veut, en Belgique et dans les provinces Rhénanes, qui verrait sans déplaisir ce changement. Mais est-il possible de nos jours, même à la France, de s'assimiler un peuple étranger, de nos jours où le sentiment national vibre si fortement dans les âmes; et ne verra-t-on pas ces pays, facilement soumis, se retourner bientôt contre leur nouveau maître et commencer, comme naguère l'Espagne, une nouvelle série de revers pour la France? Enfin est-il possible de penser que ce plan aie l'assentiment du prince qui a si justement dit un jour : « S'il est un souverain qui ne soit pas de son temps, certes ce n'est pas moi ! »

L'idée d'une confédération latine est une conception trop violemment transportée du domaine des rêveries politico-philosophiques sur le terrain aride de la pratique pour devenir jamais un plan réalisable. Quel est en effet l'intérêt commun des trois grandes branches de la race latine? Il n'est pas question ici des intérêts généraux tels que la religion, la liberté, la civilisation ; — ceux-là animent tout l'Occident sans produire d'alliance ; mais quel est l'intérêt particulier, exclusif, inhérent aux trois peuples latins, capable de contrebalancer tous leurs intérêts divergents, et d'avoir pour elles la même valeur que la Pologne partagée, a sinon pour toutes les trois, au moins pour deux de ces puissances : la valeur d'une révolution radicale dans leur état intérieur, leur forme et leur puissance extérieures. Ensuite, la trinité du Nord est dirigée par un chef qui s'impose à elle plus encore par sa position géographique et stratégique que par sa

force. La trinité du Midi se trouverait dans une situation inverse. La France serait bien son chef par la raison qu'elle est la plus forte, mais, au lieu de prendre ses alliées à revers et de les tenir en respect sous la menace d'une invasion et d'une dissolution complète, c'est par ses alliés qu'elle est menacée par derrière dans chaque guerre européenne. De sorte qu'elle risque non seulement de les perdre au premier danger, mais encore de les voir soudain se tourner contre elle, comme l'a prouvé le passé. Un allié mal payé est toujours achetable, et ces alliés de la France ne seraient pas payés du tout.

Et à côté d'une situation géographique si mal faite pour la fin qu'on se propose, combien d'intérêts divergents? Comment s'accorder d'une manière définitive sur des points comme celui de la Rome catholique, ou de la prépondérance dans la Méditerranée et le Levant, sans parler des questions qui couvent encore sous la cendre? Que dire alors de l'alliance anglaise qui est le prix de toute défection ? Que dire de l'indifférence que les Espagnols, à cause de leur position géographique peuvent apporter à toutes les questions européennes presque aussi impunément que l'Angleterre ? Et ensuite, sur quoi compte-t-on pour servir de lien entre ces trois puissances ? — Est-ce sur l'esprit de race ? Mais y a-t-il en réalité un esprit de race ailleurs que dans l'imagination des utopistes ? Si c'est là en effet ce qui doit consolider cette alliance, je crains bien que l'on ne se trompe très-fort. Le sentiment de l'unité de race est un sentiment purement *artificiel.* Il naît dans l'imagination et il y reste, il ne produira donc rien de grand ni de durable. Le sentiment de race, qui est bien plus éveillé dans

la race slave, à cause de son universel esclavage, ne résistera pas au régime de liberté. On comprend ce que c'est qu'une nation, comme agent historique, comme unité ayant un type, un caractère et une mission. Dans le domaine d'une certaine philosophie de l'histoire, on peut encore admettre que les races ont un rôle, quoique moins défini et surtout moins conscient, ce qui revient au même, en pratique, que s'il n'existait pas. Mais dans le domaine de la politique on ne voit pas comment l'unité de race pourrait être une raison *majeure*, une raison *irrésistible* d'action commune; et si elle n'a pas ces deux qualités, elle équivaut évidemment à rien du tout. Aussi le plan d'une confédération latine paraît-il bon tout au plus à occuper les esprits; mais cette occupation même n'est peut-être pas sans quelque danger. L'esprit de race, si on parvenait à le réveiller sérieusement, ne pourrait vivre et s'étendre que sur le compte de l'esprit national. Ce serait un acheminement vers un cosmopolitisme et une indifférence nationale qui deviendraient très-nuisibles à l'ordre et à la liberté. Car il faut ne pas oublier que le sentiment national si éveillé de nos jours, est peut-être l'antidote indispensable, destiné à préserver les sociétés démocratiques de la dissolution complète qui les menace de toutes parts.

Rétablir l'équilibre par un système d'alliances capable de présenter la même durée, au moins, que le système inauguré à la paix de Westphalie, est devenu impossible au sein du désarroi européen et en présence de l'isolement auquel est condamnée chaque puissance. Les alliés naturels de la France ont disparu, ou sont devenus si faibles

qu'ils coûtent plus qu'ils ne rapportent. On propose donc dans cet état de choses l'alliance russe comme naturelle pour la France. Cela prouve, de la part de ceux qui croient la chose possible, qu'ils ne connaissent pas la Russie, et qu'ils ne savent pas ce que son amitié entraînerait de dangers pour la France. On attribue à Napoléon I[er] des paroles de regret après la chute du système de Tilsitt. « Nous aurions à nous deux, aurait-il dit à Sainte-Hélène, gouverné le monde ; — nous en aurions été les maîtres. » — Cette illusion, l'une des plus graves de l'empereur, était peut-être permise il y a cinquante ans ; un homme d'état de nos jours doit mieux connaître la Russie et son temps. Il faudrait pour maintenir cette alliance que la France mette son influence et son honneur au service de son alliée. Il faudrait qu'elle sacrifie l'Orient et l'Allemagne à l'ambition russe, et avant tout la Pologne, à sa soif de vengeance. Il faudrait bientôt abdiquer le rôle de première puissance pour suivre la Russie, car l'équilibre entre deux maîtres du monde, ne serait pas longtemps possible.

Mais ce projet promet-il seulement la paix ? Pense-t-on que le monde, poussé à bout, ne renverserait pas un système fondé sur la corruption, le mensonge et la force ? Pense-t-on que l'Angleterre le regarderait d'un œil tranquille et ne trouverait pas des alliés dans les peuples légitimement soulevés contre un système qui ne pourrait être qu'une Sainte-Alliance perfectionnée et basée sur le *partage du monde*, comme celle-là l'est sur le partage de la Pologne ? — L'alliance franco-russe, à moins qu'elle ne soit un expédient, *et le plus dangereux des expédients, car c'est toujours la Russie qui a le dessus dans les affaires de*

longue haleine, cette alliance serait oppressive pour le monde, et deviendrait bientôt le tombeau de la liberté et de l'ordre social en Europe ; son immoralité serait cause de la ruine du pouvoir qui l'inaugurerait pour la France. Toute alliance a, pour raison d'être, un but d'activité commune. Celle qui unirait la France avec une puissance envahissante par nature et par nécessité, ne pourrait avoir pour fin commune que l'envahissement, la violence et la guerre ; or, *c'est la paix qu'il s'agit de fonder.* Enfin, si l'on y réfléchit bien, si l'on voit le prix que la Russie a toujours mis à son amitié, on s'aperçoit que toute alliance avec elle ne saurait être que l'acceptation de la complicité pour le passé, ou une complicité pour l'avenir, et même l'un et l'autre à la fois. Aucun ami de la France ne pourrait lui souhaiter un pareil rôle.

XIV

L'ORDRE SOCIAL DE L'EUROPE. — LA PUISSANCE, L'ORDRE ET LA LIBERTÉ DE LA FRANCE.

Tout démontre que le premier, le plus pressant besoin de l'Europe, c'est le rétablissement de l'équilibre. Il est nécessaire pour assurer la paix des États et sauvegarder l'indépendance des nations ; il l'est encore davantage pour restaurer l'ordre social en faisant la paix dans les esprits, et pour rendre possible l'inauguration d'un règne durable de la liberté. Il est nécessaire, enfin, pour ôter à la révolution sociale son principal appui ; car il est impossible qu'elle ne pénètre dans l'ordre social, aussi longtemps qu'elle régit l'ordre politique du monde. Or, s'il est vrai que cet équilibre si indispensable ne puisse être restauré par aucune nouvelle combinaison, ni par la fédération latine, ni par l'alliance russe, il s'ensuit qu'il faut revenir à l'ancienne qui est la meilleure, car elle satisfait la justice et le droit aussi bien que le principe de nationalité, l'intérêt de la liberté et celui de l'ordre. Ce moyen, le seul bon

parce qu'il est le seul moral, celui auquel on sera forcé de revenir tôt ou tard, c'est la reconstitution de la Pologne dans ses limites de 1772. C'est en même temps le plus avantageux à l'Europe, car ici comme partout, en faisant le bien pour le bien, on recueille la récompense accordée « par dessus le marché » aux travailleurs désintéressés.

En ce qui touche l'ordre social, puisque c'est lui qui nous occupe spécialement ici, cette récompense sera d'abord la paix des esprits, seul fondement de l'ordre, et en second lieu la liberté. Ainsi, après avoir indiqué ce que la paix internationale de l'Europe avait à gagner au rétablissement de l'équilibre, nous allons voir ce que gagnera la paix intérieure des États si cet équilibre est basé sur l'équité.

Les gouvernements, qui de nos jours combattent les progrès de la Révolution, ressemblent à ces médecins qui luttent contre les symptômes d'un mal sans songer à en atteindre les sources. Si en effet, la Révolution, dans l'acception que nous lui donnons ici, est le droit de la force brutale, de la violence et de la souveraineté du but, il faut reconnaître qu'une de ses principales sources se trouve dans le fait brutal, violent et inique du partage de la Pologne. M. de Talleyrand ne s'y trompait pas quand il écrivait cette parole si connue : « Le partage de la Pologne fut le prélude en partie, la cause et, jusqu'à un certain point, l'excuse des bouleversements auxquels l'Europe a été en proie. » Ces paroles se sont encore confirmées depuis. L'abus de la force a provoqué et provoquera toujours la réaction de la force, et la Révolution a toujours sa raison d'être et ses moyens d'action *en bas*, si elle trouve une

sanction dans ce qui se passe *en haut*. Le congrès de Vienne, en partageant l'Europe sans égard pour les droits préexistants, naturels et inaliénables, a fait une œuvre révolutionnaire par excellence ; il n'a pas agi autrement que n'auraient agi à sa place un Saint-Just ou un Robespierre. Il a compté les hommes pour rien, les peuples et les droits pour rien; — il a élevé au dessus de tout cela la volonté du législateur auquel il a attribué, comme le voulaient les philosophes du XVIIIe siècle, un rôle tout providentiel, et tout cela au nom de ce «mystérieux et variable intérêt d'État» dont Portalis faisait l'attribution de l'esprit révolutionnaire. Or, quand la justice, les droits, les principes sont ainsi violés, et que cette violation est maintenant par la force au profit de quelques-uns, est-il possible que la tentation de violer droits, justice et principes ne soit pas irrésistible pour les autres? Est-il possible que les suggestions du mal rencontrant partout des cœurs ulcérés n'aient bon marché des principes méconnus et brisés par les rois eux-mêmes? C'est ce qu'exprimait M. de Talleyrand dans la dépêche déjà citée du 19 décembre 1814: « Il restait à désirer à la France, disait-il, que l'œuvre de la restitution s'accomplît pour toute l'Europe comme pour elle, que partout et pour jamais l'esprit de révolution cessât, que tout droit légitime fût rendu sacré, et que toute ambition ou entreprise injuste trouvât sa condamnation et un perpétuel obstacle dans une reconnaissance explicite et dans une garantie formelle de ces mêmes principes dont la Révolution n'a été qu'un long et funeste oubli. »

Non, l'ordre social ne pourra ni revivre, ni se fortifier, aussi longtemps que l'ordre, que la paix ne se produiront

pas dans les esprits. Or, cette paix existe moins que jamais. Il y a des contradictions manifestes, des alliances monstrueuses de principes contraires qui s'imposent avec la brutalité du fait et que l'esprit se refuse à admettre. Les généreuses aspirations de notre temps visent à une harmonie du fait avec le droit, et ne trouvent que trouble et désordre dans l'état des choses actuel. Le mal moral de notre société que M. de Tocqueville analysait avec tant de vérité, il y a plus de vingt ans, a effroyablement augmenté d'intensité. Ce ne sont pas des esprits divisés qui se combattent entre eux : il n'y aurait là rien que de naturel. Non, la lutte est plus profonde et plus dangereuse : ce sont des esprits et, notez-le bien, les plus honnêtes, les plus mesurés, qui se retournent contre eux-mêmes; ce sont les âmes qui sont déchirées ; c'est la conscience qui se sépare de la foi. L'homme sincère, placé qu'il est entre deux camps opposés, où il voit des deux côtés des lambeaux de justice, de liberté et de droit, côte à côte avec la violence et l'iniquité, et se prêtant mutuellement un appui d'autant plus dangereux qu'il est souvent devenu nécessaire, — l'homme de bien hésite et se tait laissant le pas aux audacieux et aux insensés qui mènent le monde à sa ruine. Le doute s'est emparé de la sphère politique comme de la sphère morale. Il s'est reproduit, dans l'ordre politique et social, cet affaissement des esprits qui faisait dire à Pilate, personnifiant le paganisme devant le Christ, cette parole si amère et si découragée : « Qu'est-ce que la vérité ? » — Eh bien ! Cette situation inextricable des esprits repose sur l'absence du droit dans l'ordre des faits, sur l'appui de la violence prêté à la vérité, sur la nécessité con-

tre laquelle ils sont acculés, soit de justifier l'injustice, soit de condamner tout l'ordre existant. — Coupez ce nœud, brisez ces alliances forcées, détruisez ce fatal enchevêtrement de la vérité dans le mensonge ; *redressez le fait écrasant de l'injustice pour ôter l'appui du fait aux fausses doctrines,* et vous aurez pacifié les esprits et jeté les plus solides fondements de l'ordre social en enlevant à la Révolution son principal auxiliaire : *la domination de l'iniquité dans le monde.* Or, le nœud de cette situation morale de l'Europe se trouve en Pologne, dont l'état actuel est une violation perpétuelle de toutes les lois divines et humaines.

Voilà pour ce qui regarde l'Europe en général sous le rapport de l'ordre de la société. Quant à la France qui depuis trois quarts de siècle cherche la liberté souvent aux dépens de l'ordre, et qui, au moment où elle croit la tenir, se voit obligée de la sacrifier à l'intérêt majeur de l'existence sociale, — elle méconnaît trop, à mon avis, le rapport intime qui existe entre sa situation intérieure et les questions qui la pressent du dehors. La France se trompe fort si elle croit pouvoir s'isoler en elle-même sans égard pour ce qui ce passe autour d'elle. — Les traités de Vienne, autour desquels elle tourne depuis si longtemps pour trouver leur défaut d'armure, lui ont fait une situation insoutenable. Elle est en face d'une coalition permanente et toujours en suspicion d'humeur ambitieuse. L'empereur Alexandre a beau protester, après l'entrevue de Varsovie, qu'elle n'a eu aucun but hostile à la France (ce dont on lui a fait un bien grand mérite au Sénat) ; cette protestation même donne la mesure de la situation.

Comment ! il suffit que trois souverains s'assemblent, l'un faible de naissance quoique matamore de gestes, les deux autres, vaincus de la veille et affaiblis par leur mal intérieur, et leur réunion éveille l'idée d'une coalition, et ils sentent le besoin de protester qu'il n'y a là rien d'hostile à la France ! L'empereur Napoléon a-t-il donc donné de ces assurances-là à qui que ce soit après l'entrevue de Stuttgard ou celle de Bade? Et si personne n'y a songé alors, n'est-il pas manifeste que la France a beau se rapprocher des autres puissances et chercher des alliés, tout le monde est tranquille sur ce compte : on sait qu'elle n'en trouvera pas. Car, la triple alliance est, dans le fond, indissoluble, malgré la politique hostile de Vienne à l'égard de la Russie, et cela, parce que ces trois puissances sont rivées au même cadavre. Elle est indissoluble, cette alliance qui a inauguré et consacré le droit de la force, et, malgré la faiblesse des trois alliés pris isolément, il faut, en face de cette coalition, que la France fasse des efforts épuisants pour se maintenir à la hauteur d'une situation anormale.

Mais, par rapport à l'intérieur, cette situation est-elle donc vraiment si indifférente à la France, pour qu'elle puisse fermer les yeux et sourire complaisamment à la Russie quand se présente l'occasion d'un changement avantageux ? Est-elle donc si indifférente à l'ordre et à la liberté de ce pays, pour que les plus sérieux organes de la presse aient pu un instant songer à détourner leurs regards de la question polonaise, pour se livrer sans distraction aux luttes intérieures ? Ce serait une grave erreur de le croire, et voici pourquoi. Les traités de Vienne ont

placé la France entre deux alternatives qui lui sont également insupportables. Elle n'a de choix qu'entre ces deux choses : ou *la liberté avec la paix*, mais *sans la dignité au dehors; la dignité et la grandeur extérieures*, mais *sans paix véritable ni liberté au dedans.* Ou bien il faut que la France, donnant beaucoup à la liberté, souffre les rivalités des partis et l'amoindrissement de l'autorité, livrée aux attaques incessantes de l'opposition; et se résigne aux paisibles préoccupations d'un pays libre et ne visant qu'à être libre ; — et alors, affaiblie au dedans, avec un budget rogné, une armée réduite, une flotte désarmée, elle doit abdiquer le rôle qui lui revient de tout temps ; car libre, mais faible, elle ne saurait faire face à la coalition permanente dans les conseils de l'Europe. — Ou bien, donnant plus à l'autorité, concentrant le pouvoir, la force du pays dans une seule main, comme on concentre une troupe pour le combat, elle ressaisit l'épée des Charlemagne et des Louis, et fait face à l'Europe entière, mais au prix d'un budget, d'un contingent et d'efforts immenses, au prix de la confiance dans la paix, au prix, enfin, de cette liberté qui a coûté tant de sang et de ruines au passé. Dans le premier cas, le peuple français peut toujours trembler pour son indépendance, et, par conséquent, pour sa liberté intérieure, comme il l'aurait fait en 1831, sans l'insurrection polonaise qui l'a sauvé de l'invasion ; il doit, de plus, mépriser un pouvoir qui ne peut contenir le rôle traditionnel de la France au dehors ; dans le second cas, sa grandeur est incapable de lui faire oublier ses nobles aspirations vers la liberté et son besoin impérieux d'une paix durable et sûre. Libre, la

France doit abandonner les intérêts qu'elle est chargée de défendre au bon plaisir de ses adversaires, et voir toujours à la merci de l'étranger la durée et l'essence du régime qu'elle s'est donné. Forte, elle attache sa destinée à tous les hasards de la vie et de la grandeur personnelle d'un seul homme, et doit se résigner à la prépondérance de la force à l'intérieur. Dans aucun cas, libre, forte et paisible à la fois, — la France se trouve, dans tous les deux, sur la voie qui aboutit aux révolutions. Ce n'est donc pas une vaine parole, mais une vérité qui devrait devenir un axiome politique en France, que cet aveu de M. de Montalembert, que les deux branches des Bourbons sont tombées pour n'avoir pas relevé la Pologne; — et pour conclure logiquement de tout ce qui vient d'être dit, on peut hardiment affirmer qu'*aucune dynastie ne pourra se consolider en France que celle qui aura établi la paix, en lui donnant des alliés solides et sûrs, et la liberté, en l'assurant contre l'ingérence de l'étranger et le déploiement devenu inutile de la force, à l'intérieur; c'est-à-dire celle qui aura restauré l'équilibre en reconstituant la Pologne.*

Et si cela est vrai, de quoi servent, au fond, les débats oratoires et les luttes stériles, de quoi servent ces douloureuses oscillations de la France entre la liberté et la force, puisque l'acquisition de la liberté désarme ce pays devant l'étranger et, après avoir abaissé son drapeau, met en péril son indépendance. Il faut en France, tant que dure cette anormale situation de l'Europe, un pouvoir concentré et fort. Toute concession faite à la liberté, si désirable qu'elle soit, est un affaiblissement vis-à-vis de l'étranger, et il ne

faut pas oublier que, depuis la rupture de l'équilibre, la France est sans cesse en état de guerre. L'étranger connaît fort bien ce côté faible. Je n'en veux d'autre preuve que le cri de joie qui s'éleva en Allemagne à la nouvelle du décret du 24 novembre, et qu'un journal pamphlétaire de Berlin exprima dans une chanson dont le refrain était : « Il est donc à terre, le lion terrible ; le voilà donc impuissant : il n'a plus de budget. »

La France peut en croire ceux qui lui disent du fond de leur cachot avec l'autorité d'une effroyable expérience, qu'il *n'y a pas de liberté possible sans indépendance. L'indépendance pleine et entière est la forme extérieure des nations libres ; elle est la première garantie de la liberté.* La France peut en croire le peuple qui s'est déterminé à la plus terrible des guerres en préférant la vie traquée des forêts à l'ordre légal, désormais impossible, des habitations humaines, quand ce peuple lui dit : *Il n'y a pas d'ordre social sans indépendance. Il est plus facile de dissoudre la plus compacte société chrétienne que de la faire jouir de légalité sans indépendance.* Si la France ne fait tout pour sauvegarder son indépendance de toute atteinte et de toute pression étrangère, elle risque de voir au moment opportun sa liberté mise en péril par l'intervention étrangère ; elle a sans doute d'excellentes raisons de se fier à sa propre force — mais qu'elle se souvienne qu'il n'y a de sage que celui qui ne s'y fie pas exclusivement. Telles sont les raisons qui font que la question extérieure, domine en France la question intérieure. Elles peuvent se résumer en ces quelques mots : *Sans l'existence de la Pologne il n'y a pas d'équilibre ; — sans équilibre pas de sécurité pour*

l'indépendance; sans sécurité, — pas de possibilité d'affaiblir les prérogatives du pouvoir, ni d'amoindrir les charges du pays; et sans cela, il n'y a à espérer ni paix intérieure, ni liberté bien assise.

C'est une politique bien mesquine et bien imprévoyante que celle qui conseille à la France de se retrancher derrière ses intérêts matériels, et d'attendre qu'on vienne l'attaquer chez elle pour se défendre. Si le peuple français l'écoutait, il est probable qu'il serait trop faible au moment du danger. La France a déjà parcouru ce cycle et elle doit savoir ce qu'il en coûte d'oublier sa dignité et sa sécurité dans les préoccupations que donne l'exercice de la liberté; la générosité de son sang l'a réveillée de son sommeil léthargique et elle s'est vue tout d'un coup invisiblement clouée à terre, comme le Gulliver de la fable, par des pygmées si l'on veut, mais des pygmées qui veillaient. Et cet état de choses n'est pas sans contre-coup dans l'ordre social. Les bouleversements de 1848, en dévoilant l'affaiblissement de la société, sont venus donner raison à ces prophétiques paroles écrites dès l'avènement de la branche cadette en présence de la politique de *paix à tout prix* inaugurée par elle : « Pour qu'il y ait autre chose qu'une foule il faut que la masse se meuve avec ordre sous une direction et avec un même esprit; car, *il n'y a de société que là ou il y a un but commun d'activité*... Supposons que la France reste *sans but européen*, *absorbée dans le mouvement des passions intérieures*, le nom de la France disparaîtra..... *les liens sociaux disparaîtront* : car où sera l'intérêt et la

(1) Buchez, *l'Européen*, 1831.

possibilité de les conserver ? Nous serons une troupe où il ne restera que des individualités antagonistes les unes à l'égard des autres, qu'il sera impossible de réunir pour rien par une pensée quelconque, en sorte que l'intérêt le mieux entendu ce sera pour tous d'être conquis, d'appartenir à quelqu'un ; *le résultat est inévitable lorsqu'on consent au rôle de mineur en politique.* » C'est aussi pour n'avoir rien su sacrifier de sa liberté à sa sécurité, pour avoir abdiqué son rôle extérieur que la Pologne est devenue la proie de ses ennemis ; et elle apprend maintenant que l'indépendance seule peut sauvegarder la liberté et les intérêts d'un pays. La France a tort de croire qu'elle oublie ses intérêts en restaurant le droit en Europe ; seulement sa situation politique est telle que l'intérêt de la justice et de la civilisation s'accorde avec le sien propre. Son intérêt c'est la paix et la liberté mais avec des garanties d'existence, — et ces garanties, il les faut conquérir ; sans cela, on peut lui prédire indéfiniment les oscillations épuisantes entre l'ordre et la liberté dont elle use depuis trop longtemps pour son repos et pour celui du monde.

Est-ce donc du sein d'une situation si anormale que l'on peut dire à la France, comme on le fait : « Vous êtes puissante et vos ennemis sont faibles, — ils ne lèvent qu'en tremblant les yeux sur vous ; vous n'avez rien à craindre de personne, et de la Russie éloignée moins que de qui que ce soit. La Russie n'est-elle pas notre alliée naturelle ? n'avons-nous pas les mêmes intérêts ? Et puis nous menace-t-elle à présent ? et enfin, s'il arrivait que nous nous trompions, ne pourra-t-on pas lui faire toujours sa campagne de Crimée, dont nous

connaissons désormais le chemin ; pourvu que cela n'arrive pas de nos jours? »

C'était ainsi, dit-on, que Phocion parlait aux Athéniens pendant que Philippe exerçait ses phalanges, et les Athéniens rassurés, vendaient et achetaient, discouraient, sur les places publiques, de la faiblesse et de la barbarie de Philippe, et couraient aux théâtres voir jouer les vaincus de leur temps ; lorsque soudain le Macédonien apparut à leurs portes. Les Athéniens modernes sont encore plus sûrs d'eux-mêmes ; ils se sont entourés de fortifications qui ont coûté des centaines de millions, ils sont forts et puissants et bien qu'il ne le soient que depuis dix ans, ils se croient forts depuis longtemps et pour toujours. Cependant, si l'on osait les distraire de leur sécurité, voici ce qn'on pourrait leur dire : Vous vous croyez sûrs contre le flot barbare du Nord parce que vous êtes les forts de ce jour ; mais vienne le moment des revers et vous verrez alors de quoi servent les murs dont vous avez entouré votre cité. Si vous aviez employé les trésors qu'ils vous ont coûtés à reconstruire votre véritable boulevard, l'équilibre naturel de l'Europe garantissant une paix solide, vous auriez déjà aujourd'hui retiré les bénéfices matériels et moraux qui doivent résulter de cet acte de haute sagesse politique ; — mais vos prédécesseurs ont raisonné comme vous raisonnez à présent, et vos neveux souffriront ce que vous souffrez, sinon bien plus encore.

XV

LES ILLUSIONS. — LA RUSSIE PACIFIQUE. — LA RUSSIE LIBÉRALE.

Nous venons de toucher à une illusion que l'on rencontre très-souvent, même chez ceux qui devraient être le mieux informés, et que nous devons dissiper avant de finir. On prétend que, depuis la guerre d'Orient, la Russie a changé de politique, qu'elle est devenue moins conquérante. De son état de faiblesse momentanée, on conclut qu'elle a cessé à jamais d'être menaçante. Elle a désormais, dit-on, abandonné ses projets d'envahissement pour s'adonner entièrement à l'amélioration de son état intérieur. On ajoute enfin qu'il est dans l'intérêt de la Russie de donner la liberté à la Pologne et que le tsar Alexandre, le libérateur de vingt millions de serfs, ne saurait refuser d'accorder de sérieuses réformes aux Polonais. — Puis, prenant ceux-ci à partie, on leur reproche d'être trop exigeants, de ne se contenter de rien et de créer, par l'exagération de leurs désirs, des obstacles à l'ar-

rangement pacifique et équitable de cette question. Voyons ce qu'il y a de vrai dans ces objections.

Il a été dit avec emphase que la Russie se recueille ; il n'y aurait qu'à ajouter, pour demeurer dans le vrai, que c'est le recueillement du tigre qui se ramasse sur lui-même pour mieux s'élancer sur sa proie. La Russie depuis Pierre Ier a constamment tendu de tout son pouvoir à se rapprocher de l'Europe par la domination de la mer Noire et de la Baltique. Rien n'a pu l'arrêter dans l'exécution de ce plan de Pierre, qui rêvait, comme le dit M. Hertzen, « une Russie colossale, une puissance gigantesque qui pût étendre ses branches jusqu'au fond de l'Asie, être maîtresse de Constantinople et du sort de l'Europe. » Il lui fallait pour cela détruire la Pologne ; et elle l'a fait. La clef de ce pays, Varsovie, qui dans les partages était échue à la Prusse, lui était nécessaire tant pour assurer ses autres possessions polonaises que pour occuper une position stratégique dominante et menaçante pour ses voisins et pour l'Europe ; et elle a acquis Varsovie en 1815. Conquête immense, puisqu'elle lui garantit l'obéissance de ses alliés et la sécurité de son front de bataille contre l'Occident. Son front étant assuré, elle ne peut plus être atteinte que sur ses flancs, surtout par la mer Noire ; or, la clef de la mer Noire, c'est Constantinople, ce rêve éternel de la politique russe. Il faut bien remarquer ceci, que la guerre de Crimée, loin de le dissiper, a fait de sa réalisation une nécessité de premier ordre pour la Russie, en lui divulguant la faiblesse réelle de cette partie de sa frontière. La conquête de Constantinople accomplie, et elle s'accomplira immanquablement au premier moment

de défaillance de l'Occident, la Russie deviendra inabordable du côté du midi, comme elle l'est du côté de l'Occident. Une armée qui voudrait pénétrer jusqu'à elle devrait alors passer par une Allemagne hostile, ou bien traverser la presqu'île des Balkans ou l'Asie-Mineure, choses toutes évidemment impossibles. Si, avec cela, le Sund est gardé par des amis volontaires ou forcés, car la puissance appelle toujours l'amitié, la Baltique sera dès lors fermée aux flottes de l'Occident, ce qui sera au fond un luxe de précautions, la Baltique étant fermée la moitié de l'année par les glaces.

Cet avenir mérite la peine d'être sérieusement pris en considération par les hommes d'état de l'occident. Qu'on se représente un empire de soixante-dix millions d'habitants, de cent millions peut-être vers la fin du siècle, entouré depuis la Perse jusqu'à l'océan Glacial d'une épaisse cuirasse de peuples sujets ou alliés par des liens forcés, mais indestructibles, alliés à la manière romaine ; couvert sur le reste de ses frontières de montagnes, de déserts infranchissables, de mers gelées et de détroits imprenables ; qu'on se figure cet empire puissant et inattaquable possédant au cœur de l'Europe une citadelle qui la domine, la Pologne ; cet état monstrueux obéissant à un seul homme, l'autocrate ; gouverné par un seul mobile, la force brutale, sanguinaire et barbare ; — ce peuple âpre à l'obéissance, mais impuissant à la liberté, et s'en consolant dans les orgies de l'orgueil et de la domination ; qu'on se représente froidement cet avenir si inattendu et pourtant si probable, s'il n'y est mis quelque obstacle, et qu'on ose encore douter qu'il y a là un plan séculaire arrivé déjà aux trois quarts de son

exécution. Et qu'on s'imagine après cela que la Russie a renoncé à Constantinople, lorsque Constantinople, c'est sa respiration, sa cuirasse et sa vie.

On commet généralement en Europe la grande faute de croire que les projets de la Russie sur Constantinople étaient une fantaisie ambitieuse des tsars, qu'ils ont enfin abandonnée. On a souvent parlé d'un testament de Pierre Ier qui aurait été religieusement exécuté par ses descendants. En partant de ce point de vue, on a pu penser que le nouveau tsar pouvait facilement abandonner un testament ou une coûteuse fantaisie. Or, qu'on le sache bien, il n'y a là ni testament ni fantaisie; mais il y a plus que cela, car il y a nécessité politique. Un empire, qui possède la moitié des rives de la mer Noire, et dont la partie la plus fertile et la plus riche n'a d'autre débouché que le Bosphore, est conduit par la nécessité à vouloir devenir le maître de ce débouché et de cette mer, d'autant plus qu'il n'y a pour adversaire qu'une puissance affaiblie et expirante. Mais le Bosphore a une plus haute portée encore pour la Russie, et plus impérieuse surtout. C'est un axiome de la politique que le maître de Constantinople est le maître du monde. Il est incontestable que la situation de la ville de Constantin sur sa limite de l'Occident et de l'Orient, ainsi que son caractère mystique et sacré pour les Orientaux, la destinent à un rôle immense dans l'avenir, et font de son indépendance une condition essentielle de la paix du monde. Mais il y a pour la Russie dans la possession de ce point du globe quelque chose de plus que pour les puissances de l'Occident. Chacune de celles-ci, en s'emparant du Bosphore, commanderait à l'Orient tout en devant compter avec l'Eu-

rope : — la Russie appuyée sur l'Orient commanderait à l'Europe ; celles-ci deviendraient peut-être les maîtresses de l'Asie : — la Russie seule serait infailliblement la maîtresse du monde. Assise aux rives du Bosphore, ne tremblant plus pour elle-même, elle s'assurerait à jamais la vassalité de l'Autriche, comme elle s'est déjà assurée celle de la Prusse. Qu'elle passe par Vienne pour arriver à Constantinople ou qu'elle arrive à Vienne par Constantinople, cela importe peu ; — l'important c'est qu'une fois là, c'en est fait de l'indépendance de l'Europe.

Il y a donc, on vient de le voir, trois raisons capitales qui empêchent la Russie d'être une puissance pacifique, et qui la forcent d'avancer : la *nécessité stratégique,* qui fait du Bosphore le bouclier de cet empire ; la *nécessité économique,* qui pousse le maître des sources à s'emparer du débouché ; et la *soif de puissance,* seule passion qui fasse vibrer à l'unisson la pensée de l'autocrate et l'âme de son peuple. C'est une corde que l'on peut faire taire, mais que l'on ne brise jamais volontairement. La Russie, dans son état actuel, n'est donc qu'à la moitié de son développement ; s'arrêter est pour elle une impossibilité : c'est s'arrêter sous le coup du péril de voir s'arracher ses conquêtes antérieures. Pour les assurer et pour s'assurer la domination du monde, elle est obligée de convoiter le Bosphore dont la possession est pour elle ce qu'était autrefois la possession de la Sicile pour les Romains : — et la conquête de la Sicile amena la ruine de Carthage et l'asservissement du monde.

On s'imagine volontiers en France, lorsqu'on entend parler de l'esprit envahissant de la Russie, que là-dessous

se cache une menace d'invasion populaire suspendue sur le monde civilisé, quelque chose qui ressemblerait à la grande invasion des barbares. Cela semble si impossible que l'on envisage cette perspective avec un sourire d'incrédulité. On a, je l'admets, raison en ce sens qu'il est peu probable que l'événement qui a bouleversé le monde romain se répète une seconde fois de nos jours ; mais cela est-il nécessaire pour que le monde soit asservi ? Faut-il donc absolument que le cosaque vienne s'emparer de votre maison, de votre champ et de votre femme pour vous faire sentir le poids de sa domination ? La liberté n'est-elle donc rien pour vous ? La Sainte-Alliance dont la Russie était le chef n'atteignit-elle donc pas et Naples et l'Espagne pour y étouffer tout germe de liberté, et cela par d'autres bras que les siens ? Nicolas n'était-il pas sur la route de Paris quand l'insurrection de Pologne de 1830 lui barra le chemin ? Or, ne l'oubliez pas, le couronnement de l'édifice de la Sainte-Alliance, c'est la possession de Constantinople par la Russie. Quand cette conquête sera accomplie, le tsar, sans faire bouger un soldat et sans dépenser un rouble, donnera des ordres à Berlin et à Vienne, et des *conseils* à Paris, des conseils *très-appréciés*, bien entendu. On a vu, dit-on, l'or russe rouler sur les barricades de juin en 1848 ; on l'y verra encore, si ces conseils sont méprisés. La Russie n'aura pas besoin d'étaler sa propre barbarie aux yeux de l'Occident ; il lui suffira pour le dompter de déchainer la barbarie qu'elle trouvera dans les bas-fonds de la société européenne, — et elle n'hésitera pas à le faire, et elle dominera.

Constantinople est donc pour la Russie la clef du monde

et c'est là ce qui fait son importance aux yeux des puissances de l'Europe. Le congrès de Paris a bien essayé d'entraver la marche de la Russie vers le Bosphore, mais il n'y a pas réussi. La Russie, dès le lendemain du traité, a recommencé sa marche vers le but de ses désirs. On lui a défendu d'avoir une flotte de guerre, elle en a créé une plus nombreuse encore de bateaux à vapeur. Elle dirige derechef les mouvements des Serbes et des Monténegrins, elle gouverne les Principautés ; elle excite les Bulgares contre les progrès de l'Eglise romaine ; elle achève la conquête du Caucase qui lui ouvre l'Asie-Mineure, et elle arrivera à son but. On a voulu neutraliser la mer Noire ; tentative aussi puérile, tant qu'il n'y a que deux adversaires en présence dans cette mer, que celle de faire un équilibre européen avec deux puissances prépondérantes et rivales. La mer Noire ne sera neutralisée que lorsqu'elle aura *plus de deux riverains,* et Constantinople ne sera à l'abri d'un coup de main que lorsqu'il y aura entre lui et la Russie un état pacifique mais fort, et intéressé à maintenir l'indépendance du Bosphore. Cet état, si Dieu ne l'avait placé là, il aurait fallu le créer ; — mais il n'y a qu'à ressusciter la Pologne, et la liberté du monde sera assurée. Tout autre moyen de parer le danger serait illusoire.

Ce qui ne l'est pas moins, c'est l'espérance dont quelques-uns se bercent de voir la liberté accordée à la Pologne par la Russie elle-même. « Le tzar, dit-on, qui a délivré 20 millions de serfs ne saurait contredire sa magnanimité et son libéralisme en opprimant la Pologne. » Et pourquoi pas, s'il a délivré les serfs dans le but de fortifier son empire en vue de l'action extérieure, et que la liberté en Po-

logne l'affaiblirait? C'est bien là la contradiction que les tzars ne se permettront jamais. On disait de même en 1815 « le tzar qui a généreusement rendu la paix et la liberté à l'Europe ne peut manquer à la parole donnée aux Polonais. » Il y a pourtant manqué; et les principes, qui n'étaient rien pour lui dans les questions internationales, comme il ne s'en cachait pas devant M. de Talleyrand, étaient moins que rien dans ses relations avec la Pologne comme le témoigne la lettre du ministre secrétaire d'État écrite en 1817 au prince lieutenant du roi à Varsovie. « Sa Majesté, y est-il dit, ne regarde nullement comme irrévocables les bienfaits dont elle a comblé le pays; elle croit ses institutions obligatoires pour la nation, mais non pas pour elle: dans le pacte octroyé à ces sujets elle se sent juge et partie. » Ce qui pouvait n'être qu'une révélation en 1817 est devenu un axiome en 1863. Les réformes si bruyamment annoncées et si peu accordées en réalité par le gouvernement russe à la Pologne seraient toujours, dans le cas où elles seraient exécutées, au dessous de ce qui est nécessaire à un peuple pour vivre de sa propre vie. — Voici un détail peu connu de l'histoire moscovite, consigné dans le recueil officiel intitulé *Actes de l'empire de Russie* (année 1642), et qui donnera une idée exacte de ce que sont les réformes des Russes. En ce temps-là, sous le règne paternel du tzar Alexis, les habitants de la ville de Bielozersk, située dans la froide région de Novgorod, adressèrent à ce souverain une humble requête dans laquelle ils lui demandaient par grâce, et dans les termes les plus soumis, de leur accorder l'autorisation de faire du feu dans leurs chaumières. Ils donnaient pour prétexte

qu'ils souffraient trop du froid dans ce climat inhospitalier. Le tzar Alexis qui était, dit-on, bienveillant et magnanime, et qui aurait sans doute été soupçonné de libéralisme si le mot avait été inventé à cette époque, — le tzar donc, ayant entendu son conseil, leur accorda la permission de faire du feu.... *trois fois par semaine.* Il craignait probablement qu'ils n'incendiassent leurs propriétés. Je ne sais si ces pauvres gens furent satisfaits, — cela se pourrait bien; mais on peut supposer que s'ils avaient antérieurement joui du droit de se chauffer tous les jours, cette *réforme* aurait pu leur laisser quelque chose à désirer. Cette anecdote est l'image exacte des réformes accordées à la Pologne par le tzar Alexandre.

Mais laissons les illusions de côté; il faut se pénétrer de ceci, qu'aucun tsar, aucun régime russe, aussi longtemps qu'il détient en son pouvoir une partie quelconque de la Pologne, ne peut lui accorder de réformes sérieuses, par la raison que le moindre développement de l'esprit national polonais, sur un point quelconque de ce pays, est une menace contre le reste de ses possessions polonaises. C'est ce que confirme le passage suivant, cité par le *Nord*, d'un article récent de la *Gazette de Moscou* : « La Pologne, dit ce journal, ne donne à la Russie aucun profit matériel, et coûte beaucoup plus qu'elle ne peut rapporte : cela est vrai. La possession de la Pologne nous est nuisible sous le rapport moral : cela est encore vrai. Mais ce n'est pas de posséder la Pologne qu'il s'agit ici pour nous; il s'agit de garantir la tranquillité dans les provinces *foncièrement russes* de l'ouest et du sud-ouest de notre patrie; il s'agit de garantir l'intégrité de la Russie. » Et plus loin : « Le lendemain

du rétablissement de la Pologne dans ses limites actuelles, elle se jettera dans le rétablissement de ses limites de 1772... Ainsi donc, de gaîté de cœur, nous nous attirerions une guerre, et une guerre qui dans les limites mêmes de l'empire, se ralliera les sympathies de plusieurs milliers des habitants influents des provinces limitrophes? Une bonne politique que celle-là. » La conclusion en est que la Russie ne saurait rétablir la Pologne, même restreinte, dans les conditions de 1815.

Voyons, cependant, si cette déclaration ne dit rien de plus que ce qu'elle veut dire. N'y verrait-on pas la constatation d'un fait énorme, monstrueux, inconcevable à l'esprit, si elle était basée sur une donnée véritable? Eh quoi! Voilà un empire immense, puissant, homogène, au dire des publicistes russes; un état libéral, puisqu'on le veut encore, et donnant satisfaction à tous les intérêts légitimes de ses populations; et cet état si puissant est condamné par quelque fatalité inexplicable, à tenir, malgré lui, dans les fers, une nation limitrophe de cinq millions d'habitants (c'est la population du royaume de 1815 qui seule a l'honneur de compter pour polonaise aux yeux des Russes), par crainte d'une guerre que cette petite nation lui ferait, à lui, qui en compterait encore plus de soixante millions? J'avoue n'y rien comprendre. Il faut supposer que ce petit peuple est littéralement atteint d'aliénation mentale, et alors toutes les mesures de coërcition sont justes; ou bien il faut en conclure que ces *quelques milliers d'habitants* des provinces limitrophes, animés de l'esprit polonais, dont parle le journal russe, sont bien insaisissables pour un gouvernement qui, au besoin, ne se gêne pas pour en dé-

porter quelques dizaines de milliers à la fois. — Tout cela n'est qu'un tissu de mensonges. La vérité est, que ces *quelques milliers* comme les appelle la *Gazette de Moscou*, c'est toute la population éclairée de ces provinces, c'est tout ce qui a quelque intérêt supérieur aux intérêts brutaux de l'existence matérielle ; la vérité est, que la parole polonaise, délivrée dans Varsovie seul, ferait éclater la pensée polonaise, depuis la Baltique au Dniéper, et que la pensée polonaise relevée ne trouverait pas dans ces vastes plaines de principe rival qui songeât à se mesurer avec elle. Il faut donc pour conserver le bien mal acquis retenir forcément le propriétaire en prison, de peur d'un mauvais procès ; — il faut pour garder les avantages du voisinage avec la Prusse, et surtout avec les populations slaves de l'Autriche et de l'Orient, maintenir dans les fers toute la Pologne sans grâce ni merci. Si elle résiste il faut l'exterminer. Voilà ce que la Pologne peut attendre de la Russie.

Mais les Polonais, dit-on encore, ne sauraient-ils se modérer ? Ils ne peuvent avoir tout ce qu'ils ont perdu ; qu'ils se contentent de moins, cela ne vaut-il pas mieux que rien ? — D'abord, peut-on répondre, on n'a jamais rien donné, ou l'on a repris ce qui était donné ; ainsi le mécontentement des Polonais est parfaitement justifiable. Quant à ce qu'ils demandent, *c'est leur droit* en premier lieu ; ensuite ils veulent, une fois rendus à la vie, être placés dans des *conditions viables*. — La partie de la Pologne qui serait devenue libre exercerait sur les autres parties une attraction si irrésistible, que leurs détenteurs seraient forcément poussés à détruire la liberté et l'indépendance de ce voisin, si petit mais si menaçant, tout

comme on a été amené à consommer la ruine entière de la Pologne du moment que le premier partage a été fait, comme l'Autriche devait conquérir le Piémont ou abandonner l'Italie. — Dans ces situations-là, il n'y a pas de milieu. Il faut ajouter qu'aucun gouvernement ne saurait se maintenir dans une Pologne restreinte, s'il ne songeait à rentrer dans les limites de 1772, les seules qui puissent être défendues contre l'étranger et assurer l'indépendance de la nation. Des révolutions incessantes bouleverseraient ce malheureux pays aussi longtemps qu'il voudrait se contenter d'une situation si anormale et si périlleuse, et les révolutions ramèneraient l'étranger.

XVI

LES TROIS POINTS CARDINAUX DE LA POLITIQUE MODERNE : ROME, CONSTANTINOPLE, VARSOVIE.

Nous avons examiné jusqu'ici la question polonaise dans ses rapports avec la Révolution ; nous avons indiqué ses points de contact avec le grand intérêt de l'ordre social, et, si nous avons réussi à atteindre notre but, l'identité de ces deux causes doit être suffisamment établie. Cependant cette rapide esquisse demeurerait incomplète, si nous ne déterminions la place que cette grave question occupe dans la politique générale de l'Europe, ainsi que le rôle qu'elle est appelée à jouer au sein du monde slave.

La question polonaise, on a pu s'en convaincre, n'est pas un de ces problèmes secondaires et d'intérêt local, qui peuvent n'éveiller que des sympathies, sans obliger à rien de plus ; elle porte dans son sein le triomphe ou les désastres futurs de la civilisation. Ce n'est pas non plus

une question isolée : sa difficulté même vient de ce qu'elle touche à tout. — Il y a, dans la situation actuelle de l'Europe, trois points cardinaux autour desquels tourne toute la politique sans oser les aborder. Ces trois points sont les sources des trois grandes questions qui divisent les États et les sociétés, et tous les trois sont dans une position difficile, anormale et qui appelle une prompte solution : — ce sont Rome, Constantinople et Varsovie. Il n'y a pas de questions supérieures aux questions romaine, orientale et polonaise. Toutes les trois se tiennent et se lient par une solidarité qui découle de leur nature même, de manière que la solution de chacune d'elles doit faciliter ou entraver la solution des deux autres.

Il s'est formé, de ces trois questions, un nœud inextricable que l'on n'ose trancher et que l'on n'a pas la force morale de dénouer, une digue qui arrête le monde entier dans sa marche. Le développement de la société en est interrompu et comme suspendu, le progrès en est paralysé. C'est qu'en effet, le monde est arrivé au point décisif où le développement intérieur de la société doit s'arrêter, si elle ne parvient à se donner des formes extérieures en harmonie avec les idées de l'époque; à ce point, où la liberté, la justice, le droit doivent pénétrer la politique tout entière, ou disparaître de la face du globe. Le monde, à chaque nouvel effort, se heurte contre l'œuvre violente de 1815, comme contre les barreaux d'une prison, et, s'affaissant sur lui-même après chaque défaite, il écrase les droits acquis et les principes conservés. La société, ballottée entre ses généreuses aspirations et la prépondérance de la force, tourne dans un cercle vicieux. Or, si l'on se place à

un point de vue assez élevé pour apercevoir l'ensemble de la lutte qui se livre de nos jours entre la cause de l'ordre naturel et de la liberté d'une part, et celle de l'anarchie et du despotisme de l'autre, on est frappé de l'immense valeur des trois points cardinaux de la politique moderne que nous avons signalés, et l'on comprend les convoitises qu'ils excitent. On voit que de leur sort dépend, en définitive, l'avenir politique et social de l'Europe, l'avenir de la civilisation. Car ce sont là, en réalité, les trois forteresses autour desquelles viennent rôder les rêves de domination universelle, et c'est à ce point de vue que toute politique prévoyante et élevée devrait les considérer.

Les temps de la politique envahissante, comme de la politique mercantile, sont passés ; celle qui convient à ce temps-ci, c'est la *politique sociale*, s'il est permis de l'appeler ainsi, c'est-à-dire celle qui conjure le danger de l'époque, en se proposant pour but la conservation de la société sans en exclure le progrès. Devant un but si grand et qui intéresse si vivement l'existence même de tous les empires, les mesquines dissensions et les jalousies d'un autre temps doivent cesser. Le congrès de Vienne lui-même, voulant apaiser le monde après les bouleversements de la révolution française, eut l'instinct de cette situation, et il songea à inaugurer cette politique de l'ordre ; mais il la faussa dès le principe, en appuyant l'ordre sur la force, quand il aurait fallu l'appuyer sur la justice et la liberté. Or, au point de vue de cette politique nouvelle, les trois choses qu'il importe le plus d'assurer sont : l'indépendance de la Papauté, de la Pologne et de l'Orient. La question de savoir qui doit commander à Rome, à Cons-

tantinople et à Varsovie, voilà la grande question dont dépend l'avenir du monde civilisé.

Tout le monde connaît trop aujourd'hui l'importance de la question romaine : tous les partis, les plus modérés du moins, s'accordent à reconnaître que l'indépendance du chef de l'Église est une condition indispensable de la paix religieuse et de l'équilibre du monde moral, et beaucoup d'esprits éminents ne voient, dans l'état actuel du monde, que la souveraineté pour garantir cette indépendance. — Mais il faut dire aussi ce que personne ne saurait nier : c'est que cette question est placée, pour un temps dont on ne prévoit pas la fin, dans des conditions nécessaires sans aucun doute, mais, à coup sûr, anormales. Quant à Constantinople, on ne peut manquer d'en apprécier l'importance, si l'on songe que le Bosphore est, pour la Russie, la clef de la domination universelle, et que son indépendance est, par conséquent, la condition de la liberté du monde, sa garantie contre les desseins ambitieux des tsars. Mais ce qu'on ne sait pas assez, c'est qu'il existe un lien intime entre ces deux questions et la question polonaise ; si on le connaissait mieux, on ne dépenserait pas sang et trésors à soulever la difficulté européenne par ses deux bouts les plus insolubles, et l'on irait droit à son nœud, qui est en Pologne. Et, en effet, ce qui empêche la Russie d'avancer vers l'Orient, c'est qu'elle ne peut établir, d'une manière sûre, son règne en Pologne. Quand elle parviendra à le faire, et elle est déjà en bonne voie, puisqu'elle a pris le parti énergique et conséquent d'exterminer ce pays et de le livrer à la révolution sociale, quand donc elle régnera en Pologne, elle arrivera infailli-

blement à Constantinople ; comme, d'autre part, si elle parvient à s'emparer du Bosphore par quelque heureux coup de main, la Pologne n'aura plus qu'à courber la tête. Cette proposition me semble incontestable. Or, on l'a vu plus haut, le Bosphore défendant la Russie, et la Pologne lui servant de base d'attaque contre l'Europe, c'est la prépondérance définitive et irrévocable de la Russie tsarienne ou révolutionnaire, despotique ou anarchique, n'importe, mais toujours c'est le règne de la force et de la terreur. C'est donc de la possession *simultanée* de Varsovie et de Constantinople que dépend la domination de la Russie sur l'Occident.

Ce qu'est pour la Russie une Pologne asservie à côté de Constantinople conquis, — la Pologne indépendante à côté de Rome libre l'est pour l'Europe civilisée. L'indépendance de ces deux derniers points, leur indépendance *simultanée*, qu'on le remarque bien, est la garantie essentielle du monde contre les tentatives de la tyrannie des corps et celle des âmes; c'est la condition fondamentale de la liberté des personnes, et de celle des consciences, qui ne sauraient longtemps exister l'une sans l'autre. Et cela est si vrai qu'en supposant même, dans ce cas, la conquête de Constantinople par la Russie, évidemment rendue impossible par le fait de l'existence de la Pologne, on ne se représente pas ce que l'Europe pourrait en craindre pour son indépendance; et l'on voit clairement combien cette conquête serait éphémère en présence d'un État qu'elle menacerait perpétuellement, et qu'elle léserait dans ses intérêts commerciaux. C'est donc l'indépendance de la Pologne qui est le véritable bouclier de l'Orient contre la Russie.

Ainsi, entre les deux forces qui se disputent l'Europe et que l'avenir verra sans nul doute plus dégagées et plus nettement posées qu'elles ne le sont de nos jours, — entre le moscovitisme envahissant et brutal, s'identifiant de plus en plus avec la Révolution radicale, et l'Europe de l'ordre, de la liberté et du droit, le véritable point de contact, le point central, l'axe du système enfin, c'est la Pologne. La solution de cette immense question dans le sens européen, c'est-à-dire de manière à rendre ce pays à sa destination, facilite le dénouement des autres difficultés à la satisfaction de la liberté et de la justice. Les deux congestions, si l'on peut s'exprimer ainsi, qui font affluer vers Constantinople et Rome les passions brutales et dévastatrices du monde entier, et qui tiennent sans cesse suspendues sur nos têtes les guerres, les révolutions et les tempêtes de toutes sortes, ces deux congestions sont dissipées par le seul fait de l'indépendance de la Pologne, et la circulation naturelle est de nouveau rétablie dans les membres aujourd'hui fiévreux de la société chrétienne. Au contraire, Rome et Constantinople indépendants lorsque la Pologne est asservie, c'est l'état actuel dont il importe de sortir; c'est l'état de guerre et d'anarchie, c'est la barbarie et la dissolution menaçant sans cesse le monde civilisé dans ses derniers retranchements ; c'est le règne de la force, mais nullement celui de la paix.

C'est donc en Pologne que se trouve le nœud de la situation sociale de l'Europe, et c'est là la raison de la haute importance de cette question. Elle est le point d'intersection de toutes les voies qui du passé s'avancent vers l'avenir, de celles qui conduisent à l'asservissement du

monde, comme de celles qui mènent à la liberté; c'est donc là qu'il faut trancher dans le vif pour résoudre la question de vie de la société, pour ouvrir une issue à tout ce qui bout et menace de faire éclater la voûte. Alors seulement on verra se dissiper peu à peu les nuages qui s'amoncèlent sur l'Orient et sur Rome ; alors seulement ces deux points se verront dégagés de l'étreinte des passions qui interviennent à présent dans leur solution, parce qu'alors la Russie sera matériellement séparée de Constantinople, et la Révolution sera éloignée de Rome par la paix qui se sera faite dans les esprits, et aura rendu possible et nécessaire l'assise définitive de la liberté dans le monde. Car s'il est vrai que la situation anormale de Rome et du monde catholique provient de cette anomalie de principes et de cette anarchie dans les esprits qui a été signalée plus haut, il n'est pas moins vrai que ce ne serait qu'alors que, le règne de la force étant écarté et la liberté intronisée enfin à côté de la justice et appuyée sur l'ordre, ce ne serait qu'alors qu'on pourrait admettre la possibilité de tenter la réalisation « de l'Église libre dans l'État libre. » Mais avant que cela n'arrive, aussi longtemps que le bon plaisir sera la règle et que la force sera le droit, aussi longtemps que la liberté et la justice seront soumises à la force aveugle au lieu de lui commander, il serait puéril d'espérer un changement qui n'aurait pour résultat que l'aggravation du régime violent et brutal qui étouffe le monde moderne.

Or, le pivot de ce régime c'est l'article I[er] du traité de Vienne qui consacre le partage de la Pologne.

XVII

LE MONDE SLAVE ET LA CAUSE DE L'ORDRE. — CONCLUSION.

On a pu voir, dans tout le cours de cet écrit, la nature du rapport qui existe entre la Révolution et chacune des deux branches principales de la race slave. Qu'on nous permette d'y revenir dans quelques considérations générales qui serviront à mieux préciser l'esprit de la lutte qui les divise, ainsi que son immense gravité pour l'Europe. Elles prouveront de plus, je l'espère, l'impuissance des efforts tentés par la diplomatie pour amener la paix entre ces deux adversaires.

Jusqu'au dix-neuvième siècle le monde slave a vécu séparé du monde occidental. Ils se touchaient bien par quelques points, mais leur vie était distincte et, en général, les révolutions qui ont bouleversé ces deux moitiés de l'Europe ne les affectaient pas réciproquement ; — elles étaient confinées à la partie où elles prenaient naissance. Cette situation n'est plus la même depuis le commence-

ment du siècle. Deux faits simultanés, — la ruine de la Pologne et l'explosion de la révolution française, renversèrent les barrières qui séparaient ces deux mondes si différents. Leur action, dès ce moment, tend à devenir de plus en plus solidaire et commune. L'histoire des peuples slaves n'a été jusqu'ici qu'une préparation au rôle universel qu'elles sont appelées à jouer. Tout le monde pressent ce rôle, on le voit venir comme une nécessité, ou une fatalité inévitable ; — on se sent ému devant l'inconnu qui s'avance. Cependant l'époque même de l'apparition des nations slaves sur la scène de l'histoire générale de l'humanité doit servir d'indice pour apprécier la tâche qu'elles ont à y accomplir : c'est l'époque de la plus terrible lutte qui ait jamais été livrée entre les éléments conservateurs et les éléments dissolvants de la société.

De même qu'en d'autres temps, la lutte entre le christianisme et le monde païen ne fut décidée que par l'intervention de nouveaux acteurs, et ne fut définitivement résolue qu'en se transportant sur la nouvelle arène des peuples barbares, — il semblerait aussi que dans la lutte, parvenue à son apogée, qui se livre de nos jours entre la société et la Révolution, l'intervention des nouveaux venus doive être décisive. A l'horizon paraissent de nouveaux combattants. Qui secourront-ils ? Quel est leur drapeau ? Ils arrivent avec de nouvelles forces et semblent destinés à faire pencher la victoire du côté où ils se rangeront. Et n'est-ce pas chez eux que se livrera la grande bataille de l'avenir ? — Eh bien, il n'y a plus à en douter, tout porte à croire que c'est sur ce terrain vierge des nations slaves que sera livré le grand combat qui décidera de

l'asservissement ou de la liberté du monde, — de son asservissement, bien entendu, adapté aux idées du temps, abrutissant mais *libéral*, corrupteur mais *bien intentionné* destructeur mais *magnanime*, — ou de sa liberté ordonnée, mesurée et sage. C'est là, ce nous semble, le rôle que les peuples slaves sont appelés à jouer très-prochainement dans l'histoire, — probabilité qui paraît d'autant plus grande que ce rôle s'adapte parfaitement, et à la situation générale du monde et au caractère particulier de la lutte qui divise depuis tant de siècles les deux branches principales de la famille slave. D'envahissante, de conquérante, de politique qu'elle a été jusqu'ici, cette lutte, sans changer pour cela de drapeau, est devenue sociale : elle s'est transportée sur le terrain où se débat la grande question européenne. Elle a toujours été une guerre entre deux principes opposés ; de nos jours ces principes ont acquis un caractère de généralité qui, à lui seul, intéresserait vivement le monde entier, quand même la question ne se trouverait pas, comme elle l'est, pleine de dangers pour l'Europe.

Il est donc de la plus haute importance de connaître ce terrain brûlant où paraît devoir se décider l'avenir de la liberté ou de la servitude universelles. On ne peut pas, dans des questions de cette importance, se payer de mots ; il ne suffit pas de dire comme font nos adversaires : la Révolution est ici, ou elle est là ; ou encore : le tsar c'est l'ordre. Il faut d'abord avouer que la Révolution est partout : elle est dans l'air que nous respirons. Bien fou serait le navigateur qui se flatterait de trouver une mer à l'abri des tempêtes : c'est la qualité de l'ancrage qu'il lui faut

reconnaître. Or, entre les deux combattants qui depuis des siècles se mesurent dans les plaines slaves, le doute n'est pas permis : tous les deux ont fait leurs preuves. La Pologne n'est révolutionnaire ni par ses traditions ni par ses antécédents historiques, ni par sa constitution sociale, ni enfin par son intérêt. Si jamais elle se jette dans les bras de la Révolution, c'est qu'elle y sera forcée par l'indifférence de l'Europe. La Révolution, c'est la Russie, — tout l'atteste, — et ce ne sont pas quelques dehors menteurs qui devraient donner le change à l'Europe. Tyrannique ou anarchique, la Russie représente le fait de la violence ; c'est par là qu'elle est née et qu'elle a vécu. Contre ce règne brutal de la force, rien ne s'est jamais élevé dans son sein. Depuis les boyards qui offraient leurs têtes serviles aux fureurs d'Ivan le Terrible pour apaiser sa soif de sang, jusqu'aux bourreaux enrégimentés d'Alexandre II, tout, en Russie, s'est volontairement courbé devant la tyrannie. Qu'on n'espère pas qu'une société, ainsi brisée par le despotisme et incapable de lui résister, puisse jamais opposer un rempart à l'anarchie, et l'anarchie est déjà sur le seuil de l'empire des tsars. Quand la révolte, qui est aujourd'hui dans les esprits, se traduira dans les faits, il ne se trouvera aucun frein moral pour remplacer celui de la force qui disparaît. Aussi le besoin de liberté n'y produisant que la licence, cette malheureuse société se verra-t-elle jetée dans des abîmes dont le fond n'a pu être qu'entrevu dans les révolutions de l'Occident.

La Russie est entrée dans une phase qui aura des résultats incalculables pour l'Europe. Elle s'est inoculée une

pensée de liberté, voulant y puiser la richesse et la force sans lesquelles elle ne saurait atteindre ses vues ambitieuses ; mais c'en est déjà plus que son organisme ne peut supporter. L'idéal d'Alexandre II a sans doute été le programme de «tsar et paysans, » du grand duc son frère : quelque vaste démocratie égalitaire, courbée sous un bras de fer. Il doit déjà s'apercevoir qu'il n'a pas assez tenu compte de la nature humaine. En émancipant les serfs, il a rompu cette partie du mécanisme de la force qui formait le dernier échelon de la pyramide sociale et le plus large ; il a détruit l'obéissance et le prestige de la peur qui assujettisaient le serf au seigneur, assujetti lui-même à une administration dépendante du tsar. Ce fil une fois rompu se défait de lui-même. Les masses non pas élevées par l'émancipation, mais excitées dans leurs instincts cupides par le miroitement de la propriété, sont devenues un élémenl de trouble dont la Révolution ne manquera pas de se servir dans son intérêt. On avait vendu et acheté de tout en Russie ; le peuple seul était resté hors du marché. Maintenant c'est le peuple lui-même que l'on met à l'encan : — le tsar lui donne la moitié environ du bien de la noblesse ; — la Révolution renchérissant sur le tsar inscrit sur son drapeau « *terre et liberté*, » et promet de ne laisser aux propriétaires que la vie sauve s'ils ne font pas d'opposition. Que peut-on attendre de bon de ces enchères où tout un peuple est sollicité de se vendre ? Cependant les masses attendent encore, inertes, l'étincelle qui doit les animer. — Or, qu'elle vienne du tsar ou de la Révolution, cette étincelle allumera un feu qui mettra l'Europe en danger. — On sent déjà le souffle qui

donnera la direction aux flammes. On distingue déjà dans tous les cris confus qui s'élèvent du sein de cette foule haletante un murmure général, unanime, qui dirige ses regards vers l'Europe ; on l'entend déjà se dire que, pour rester européenne, elle doit jouer quelque rôle en Europe, — et l'on sait quel est celui dont elle a fait choix. On voit déjà s'élever, au dessus de cet océan de têtes, une bannière avec ces mots : *Fraternité pour les Slaves ; châtiment et domination pour l'Occident ; avénement du règne de la jouissance.* Plus on y réfléchit plus on pressent, en effet, qu'un rôle terrible est réservé aux derniers venus de l'histoire.

C'est que l'esprit d'envahissement et de domination, que la société russe recèle dans son sein, poussera contre l'Europe tout gouvernement de ce pays, qu'il soit monarchique ou républicain. Il importe peu en réalité que cette attaque soit dirigée par le tsarisme ou le panslavisme révolutionnaire ; mais il est pour le monde de la plus haute importance de savoir dans quel camp se trouvera la Pologne au moment de cette éruption, car il est évident que son poids fera pencher la balance. Rattachée à l'Occident par ses liens traditionnels, retrempée dans l'infortune, la Pologne sera le plus sûr bouclier de l'Europe, — mais restaurée par la Révolution, avec des frontières restreintes, car ces deux choses vont forcément ensemble, la Pologne, par suite de sa faiblesse et de l'affaiblissement de son ancien esprit, sera forcée de faire partie de ce corps monstrueux dont la Russie sera la tête. Alors elle deviendra l'arme de la Russie contre l'Europe, la forteresse avancée de la Révolution, située au cœur du monde civilisé. Alors

reniant son glorieux passé, apostasiant sa foi, ses traditions et son esprit, sauvage de désespoir et de brutalité, animée de vengeance et de haine, il se pourrait que cette Pologne de Wielopolski soit destinée à ébranler les colonnes de l'édifice social européen, semblable au héros biblique, lorsque aveugle et meurtri, affaibli par la souffrance et bafoué par ses bourreaux et leurs complices, il s'ensevelit avec eux sous les ruines du temple philistin.

Mais Dieu, il faut l'espérer, daignera lui épargner cette extrême ignominie. Il lui permettra de le servir encore comme elle n'a cessé de le servir jusqu'à présent. De même qu'elle le fait dans le moment actuel, la Pologne réagira aussi longtemps que ses forces le lui permettront contre toutes les tentations de l'esprit révolutionnaire. Ni l'intérêt social, ni l'intérêt politique ne la poussent vers la Révolution, puisque la Révolution, c'est pour elle la répudiation du passé, la déchéance et l'amoindrissement territorial. Ce qui l'y amènera c'est la continuation de l'oppression étrangère. Car, comme le problème de l'affranchissement y domine tout, la prépondérance appartiendra finalement à l'élément qui présentera le plus de chances pour le recouvrement de l'indépendance. Il ne faut donc pas s'y méprendre, l'attitude passive de l'Europe vis-à-vis de l'insurrection polonaise, équivalant à une complicité avec la Russie, finira par y affaiblir le parti de l'ordre, pour donner des forces aux partis extrêmes qui n'espèrent retrouver la patrie que dans les troubles et les bouleversements universels. Il est donc nécessaire, il est urgent que l'Europe avise : c'est

l'avenir de son ordre social et de sa liberté qui se décide maintenant sur la Vistule.

On le voit, de quelque côté que l'on envisage les difficultés de la situation européenne et par-dessus tout sa grande difficulté sociale, on arrive toujours au même résultat. Par quelque voie que l'on s'avance pour essayer d'ouvrir l'avenir au progrès de la véritable civilisation, au progrès de la lumière, de la liberté et de la justice, on se heurte toujours à un immense et sombre obstacle, qu'il est impossible de tourner ni d'éviter, et qu'il faut écarter par la force. Cet obstacle, c'est le tombeau où gît une nation vivante. Le monde a beau se faire illusion, il est un point qu'il ne peut dépasser dans sa marche progressive : c'est celui où se dresse le spectre sanglant d'un grand peuple lâchement assassiné. — La calomnie s'essaye en vain à flétrir sa mémoire, en vain elle le déclare révolutionnaire ou mort ; il répond à la calomnie en rouvrant ses blessures pour en laisser jaillir un sang toujours jeune et généreux : — les morts ne saignent pas. Il a passé sa vie à servir la chrétienté, il la sert encore sous sa pierre sépulcrale, et dans ce moment même, s'il ne fait que rompre la sinistre alliance *franco-russe*, qui menaçait déjà le monde, il lui rendra un service que l'avenir seul pourra apprécier à sa juste valeur. Un écrivain catholique disait, il y a peu de jours, ces paroles remarquables : « La Pologne présente un spectacle admirable (1) : tandis que les autres nations de l'Europe ne songent guère à leur type, à leur raison d'être, à la loi de leur existence,.... voici

(1) M. Georges Seigneur, *la Pologne et l'Europe.*

une nation morte, inanimée, ensevelie, qui, je ne sais comment, accomplit sa loi, sa mission, sa fonction. » C'est la vérité. Ce que les journaux russes appellent *propagande oligarchique et ultramontaine,* quand ils ne l'appellent pas *propagande révolutionnaire,* est dans la réalité l'action extérieure, puissante, irrésistible, et ayant conscience de soi, — l'action de l'esprit particulier qui anime la société polonaise sur tous les échelons du haut jusqu'en bas. C'est l'action vivifiante d'un esprit catholique et chevaleresque, tolérant et ordonné, c'est une puissance contre laquelle le colosse moscovite use ses forces et dont les Russes eux-mêmes reconnaissent la « victoire morale » dans leurs moments de bonne foi. Ce sentiment de sa mission donne sa principale force à la Pologne ; elle sait qu'elle est *nécessaire*, et que tout ce qui est nécessaire pour le salut du monde doit venir à son jour, à moins qu'il ne soit plus digne de salut.

A côté de sa fonction défensive à l'égard de l'Europe, la Pologne a une mission particulière vis-à-vis du monde slave. Sans elle, l'élément germanique aurait envahi et dénationalisé tous les slaves occidentaux ; et cette partie de l'Europe centrale serait probablement aujourd'hui quelque Irlande slave, comme la Silésie et la Poméranie en offrent le triste spectacle. La Pologne a su arrêter le torrent de l'invasion germaine, sans pour cela repousser la civilisation occidentale. Au contraire, en se l'assimilant, elle l'a mise à la portée de tous les Slaves, et elle est devenue l'indispensable trait-d'union entre cette race et le reste de l'Europe. — Elle représente au sein du monde slave le principe individualiste et indépendant de la civili-

sation latino-germaine approprié à la nature slave. — Sur son drapeau qu'elle tient élevé malgré sa défaite, l'histoire a écrit en caractères ineffaçables les grands principes de liberté, de justice et d'égalité, à côté de l'esprit de tolérance et de modération qui ont fait son auréole dans le passé. Et la Pologne a la profonde conscience de sa mission et la ferme volonté de l'accomplir. On n'a donc pas affaire ici à une de ces situations ordinaires où la conciliation et les transactions sont possibles.

Au sein de ce même monde slave, en face du principe de la civilisation occidentale, se dresse un principe qui lui est diamétralement opposé : celui de l'État absorbant l'individu, et se résumant dans le tsar. Il est représenté par une puissance demi-slave et demi-asiatique de race et d'esprit, toute matérielle et brutale, sanguinaire et barbare, astucieuse et despotique ; type raffiné d'une tyrannie de la matière sur l'esprit, comme le monde n'en connut jamais de pareille : un océan de têtes humaines pliant sous le souffle de la force.

Jusqu'à ce moment cette masse restait inerte et inanimée sous la main de l'autocrate, qui faisait jouer, non sans peine, ses muscles galvanisés par la terreur. Le monde tremblait et se demandait avec effroi ce qui allait arriver si le monstre recevait une âme, une volonté, une vie. — Pendant ce temps, des entrailles de l'Occident surgissait un esprit monstrueux, dévastateur et pervers, rampant mais orgueilleux, chassé de partout et cherchant partout un corps qui lui donnât asile et qui pût devenir l'instrument de sa domination sur le monde. — Eh bien, cet esprit et ce corps se sont rencontrés, leur union s'achève sous

nos yeux, l'incarnation ténébreuse s'accomplit. L'esprit destructeur de la révolution sociale pénètre de plus en plus le corps inerte mais inassouvi de la Russie. Il l'anime et le fait déjà tressaillir : le jour approche où cet horrible amalgame déchargera ses tempêtes sur l'Europe. Est-ce quand un tel cataclysme se prépare que l'Europe pourrait s'endormir tranquille, et confier son avenir à tous les hasards qui le menacent? Peut-elle se croire arrivée à un état de prépondérance que rien déjà ne puisse abattre?

Il y aurait témérité à le penser. Il faut qu'enfin elle ouvre les yeux à la vérité. L'antique lutte n'a pas cessé. Le monde est toujours divisé entre deux principes ennemis. L'un d'eux, celui qui représente le matérialisme et la brutalité de l'Orient, l'assujétissement de l'individu et de la conscience à l'État, la barbarie avec les raffinements de la civilisation, la corruption et la dégradation de l'homme, est personnifié par la Russie; ennemi d'autant plus dangereux qu'il réussit quelquefois à tromper par ses dehors. Cet ennemi, ce danger, la Pologne vient encore une fois de le démasquer devant le monde. Mais si, aveuglée sur sa gravité et sur son imminence, l'Europe ne relève pas le vrai boulevard de l'ordre social et politique en reconstituant la Pologne dans ses anciennes limites, elle se souviendra un jour, trop tard peut être, des avertissements réitérés du peuple martyr auquel elle ne sait donner que des larmes, et qui pourrait lui dire comme le Christ crucifié : — « Ne pleurez pas sur moi, filles de Sion, — pleurez plutôt sur vous-mêmes. »

Eh bien ! devant le danger qui s'avance il y a encore un moyen de salut, mais il faut saisir le moment propice.

La Russie est faible, ses armées, ses hordes, veux-je dire, sont désorganisées ; elles ne tiendront pas devant une bataille. La Russie est épuisée comme les reptiles au moment de leur mue. Il faut saisir le moment, — demain il serait peut-être trop tard. Demain l'insurection vaincue abandonnera peut-être la Pologne à la Révolution, et celle-ci en fera la servante avilie et fidèle de la Russie. Il faut qu'aujourd'hui même l'Europe de l'ordre sauve la Pologne pour sauver le gage et la condition indispensable de la paix et de la liberté. — Comme aujourd'hui les esprits d'élite des partis avancés commencent eux-mêmes à le reconnaître en touchant à la question polonaise, alors aussi les masses reconnaîtront que le catholicisme et l'ordre sont compatibles avec la liberté et le progrès. On a déjà relevé ce phénomène qu'en France cette grande cause concilie toutes les opinions ; elle les conciliera définitivement alors qu'elle sera victorieuse. Il y a en effet dans cette question une si forte union de tous les grands principes ; la religion, le droit et la justice, la liberté et la paix, le droit des peuples et le droit des trônes, s'y lient en un faisceau si étroit, qu'il est impossible que les esprits les plus rebelles n'en soient frappés et domptés. Et il est certain, qu'une grande œuvre de justice accomplie en commun par tous les partis qui divisent la société européenne en général, et la société française en particulier, sera le plus solide fondement de leur union dans l'avenir, — comme le crime accompli en commun est aujourd'hui le plus ferme lien entre les oppresseurs de la justice et de la liberté.

Comment cette œuvre s'accomplira-t-elle? Est-ce par la guerre ou par la paix ? Je sais trop bien que des pa-

roles de paix n'arracheront rien à la Russie, mais il n'entre pas dans mon dessein d'examiner ce sujet. Ce que j'ai voulu exposer ici, c'est que pour établir l'ordre social et politique, pour assurer la liberté et la paix, pour alléger les charges du peuple et ouvrir son cœur à l'esprit chrétien, pour asseoir enfin le nouvel édifice de la société de manière à pouvoir un jour songer à son « *couronnement*, » — il faut à l'Europe une Pologne indépendante et forte telle que l'on faite les siècles et non telle que l'ont voulue d'iniques traités. Ce but, il faut l'atteindre, sinon, il faudra périr. — Et que l'on n'objecte pas les difficultés ; toute grande entreprise en est entourée ; — mais ici elles doivent servir de stimulant pour agir et agir promptement, car si l'œuvre est si difficile lorsque la Russie est faible, que sera-ce alors qu'elle aura repris ses forces et sa puissance ?

Je ne veux pas terminer avant d'avoir répondu à un reproche que l'on dirige contre les Polonais dans un but facile à deviner ; le reproche de haine et d'hostilité invétérée envers les Russes. Non, il n'y a point en nous de haine pour la nation russe. Ceux qui, dans la proclamation du 3 mars 1861, disaient que leur « couronne d'épines signifie patience, sacrifice, délivrance et pardon, » ceux-là ont le cœur trop plein de douleur pour laisser une place à la haine. Quand la Pologne s'insurge, elle combat pour les Russes, « pour notre liberté et pour la vôtre, » comme elle l'avait inscrit sur ses drapeaux en 1831. Il y a, sans nul doute, une paix et une fraternité possibles entre ces deux branches slaves, mais jamais sous le joug de la violence et de la fraude. La Russie avec laquelle il n'y a pas de trêve pour nous, c'est celle de Catherine et de Nicolas,

celle qu'il a résumée dans ces trois mots : « Autocratie, orthodoxie, nationalité, » qui sont trois mensonges et trois insultes à la dignité de l'homme. Nous ne souhaitons à la Russie ni défaillances ni révolutions. Nous voudrions la voir entrer dans le courant de la vraie civilisation, de celle qui a pour but l'élévation de l'homme, et non la satisfaction de ses grossiers penchants. Mais que les Russes s'en souviennent, ils n'auront chez eux que le régime qu'ils imposeront à la Pologne. S'il est possible d'admettre pour un temps, sous le même sceptre, l'existence d'une Pologne libre à côté d'une Russie esclave, — une Pologne esclave à côté d'une Russie libre, n'est ni concevable, ni admissible. S'ils sacrifient leur liberté et leur existence sociale à l'ambition de dominer en deça du Dnieper, ils n'auront que ce qu'ils auront mérité : s'ils dominent par la force, ils seront dominés par la force ; s'ils inaugurent, comme quelques-uns le rêvent, un système de tyrannie machiavélique par le mensonge libéral et la corruption, ils seront gouvernés chez eux par le mensonge et la corruption ; s'ils veulent dissoudre chez nous l'ordre de la société, ils le verront dissous chez eux d'une façon plus irrémédiable encore. Ils peuvent bien nous forcer d'avaler le poison, mais, qu'ils ne l'oublient pas, nous buvons à la même coupe. Il n'y a, pour eux et pour nous, qu'un moyen de vivre en paix et en liberté : c'est de nous séparer.

Quant aux libéraux avancés de l'Occident, à ceux qui ne veulent pas précisément le renversement de la société actuelle et qui la croient perfectible par des voies honnêtes, qu'ils veuillent bien remarquer que, si cet écrit contient des idées qu'ils ne partagent peut-être pas, il

n'est pas le fait d'un ennemi de la liberté. Sur ce terrain, il nous sera toujours facile de nous entendre. La Pologne et la France lui ont donné trop de sang, pour pouvoir jamais être divisées sur ce point. C'est, je le rappelle, contre la Révolution sociale, personnifiée par le despotisme anarchique de la Russie, que sont dirigées ces pages, mais nullement contre ces principes de liberté, d'égalité et de droit, nés du christianisme et proclamés en 89 comme l'apanage de tous. Ces principes, la Pologne du passé les connut et les appliqua dans la mesure du temps ; c'est sur eux que la Pologne de l'avenir basera son indépendance. Ce sont eux qui lui valurent sa grandeur, en appelant à elle des peuples qui voulaient jouir de ses lois et de ses libertés ; ce sont encore ces principes incarnés en elle qui constituent sa mission et sa raison d'être vis-à-vis de la race slave. — Et si nous voulons aussi ardemment que vous la liberté et l'indépendance des nations ; si, comme vous, nous désirons la paix du monde et la consolidation de l'ordre social ; si, comme vous, nous respectons la liberté de conscience, la dignité de l'homme et le droit du mérite ; si, à l'égal de vous enfin, nous travaillons à l'extension des lumières et du bien-être parmi le peuple, qu'y aurait-il, en dehors de tout cela, qui puisse nous diviser, alors surtout que la communauté du péril vient cimenter notre union ?

UN POLONAIS.

Juin 1863.

PARIS. — DE SOYE ET BOUCHET, IMPRIMEURS, 2, PLACE DU PANTHÉON